

INPRECOR

**correspondance
de presse
internationale**



GRECE : ce n'est qu'un début

sommaire

Un été chaud en Europe méditerranéenne - CHYPRE : L'échec d' " énéosis ", G. Vergeat ;
PORTUGAL : Le second gouvernement provisoire - ESPAGNE : Pour l'unification des commissions ouvrières, C. Ayesteran - ALLEMAGNE FEDERALE : La fin de la stabilité,
Winfried Wolf et Werner Hulsberg - SALT, MIRV, MAD ... Détente ?, par Jon Rothschild
- CONFLIT CHINE-URSS : Bruit de bottes en Asie centrale - PARISTAN, BANGLA DESH :
De mal en pire, Tariq Ali - IRAQ : Le Parti Communiste et la révolution Kurde - Déclaration
du S.U. de la IVème Internationale sur l'Argentine - Document : SRI LANKA

CE NUMERO SPECIAL DE 48 PAGES D'INPRECOR SERA LE SEUL A PARAITRE DURANT LE MOIS D'AOUT. NOUS REPRENDRONS NOTRE PUBLICATION BI-MENSUELLE REGULIERE AVEC LE NUMERO DU 5 SEPTEMBRE.....

sommaire...

EDITORIAL

Après le Portugal, la Grèce : Vers un automne chaud en Europe méditerranéenne

3

CHYPRE

L'échec d' "Enosis" - par G. Vergeat

4

PORTUGAL

Le second gouvernement provisoire

7

ESPAGNE

Pour l'unification des Commissions Ouvrières
- par Carmen Ayesteran

9

ALLEMAGNE FEDERALE

La fin de la stabilité - par Winfried Wolf et
Werner Hülsberg

13

SALT

SALT, MIRV, MAD ... Détente ?
par Jon Rothschild

19

CONFLIT SINO-SOVIETIQUE

Bruits de bottes en Asie centrale - par A. Miles

23

PAKISTAN

Pakistan et Bangla Desh : De mal en pire
- par Tariq Ali

28

IRAK

Le Parti communiste et la révolution kurde :
Une histoire de trahison

32

DECLARATION DU SECRETARIAT UNIFIE

Au sujet de l'appui du PST, conjointement à des
partis bourgeois, au processus d' "institutionali-
sation" en Argentine

42

DOCUMENT

Sri Lanka : La situation de la gauche et la construc-
tion du Parti Révolutionnaire

44

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie - Bruxelles 1000

Correspondance de presse internationale

Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF : 30, FS : 25, FB 300, \$ canadien 7.50

Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les envois
par avion prendre contact avec la rédaction.

Pour tout règlement (sauf pour la France) : Gisela Scholtz - Société Générale de Banque
Agence Dailly 1030 - Bruxelles, Compte Courant N° 210-0320173-28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri, et les faire parvenir
à l'adresse suivante : Société Internationale d'Edition, 10 Impasse Guéménée,
75004 - PARIS

Vers un automne chaud en Europe méditerranéenne

La dictature grecque a dû céder, comme la dictature portugaise, parce que des divisions menaçaient de désintégrer l'armée, seul instrument efficace de pouvoir qui subsiste pour la bourgeoisie décrépie de ces deux pays-là. Elle a dû céder parce qu'elle devenait source d'embarras et de crise pour la classe dirigeante et pour son protecteur impérialiste.

Dans les deux cas, l'intronisation d'un "homme providentiel" -- là Spínola, ici Karamanlis -- est avant tout préventive. On change le régime d'en haut pour éviter son renversement par en bas. Dans les deux cas, la réussite de la manœuvre est pour le moins douteuse.

Certes, les Caetano grecs n'ont pas encore été chassés. Ils partagent pour le moment l'exercice du pouvoir avec une équipe de politiciens bourgeois usés, qu'ils avaient insultés et humiliés la veille. Même le chef de la police militaire, Ioannidis le tortionnaire, est encore en fonction. Il n'est pas encore certain que les généraux aient cédé, dans la nuit du 23 au 24 juillet, plus que l'apparence du pouvoir.

Mais les masses grecques, bien plus aguerries et plus expérimentées à la vie politique et à la mobilisation populaire que celles du Portugal à la veille du 25 avril, ne resteront pas des spectatrices passives devant les intrigues sordides qui opposent civils et militaires, monarchistes et républicains, parmi le personnel bourgeois en place à Athènes. C'est par peur de ces masses que le roi et l'armée avaient comploté la suppression des libertés démocratiques en 1967. C'est par peur des mêmes masses qu'on avait substitué au régime Papadopoulos un régime encore plus obscurantiste en novembre 1973. En ouvrant la porte à l'irruption des masses sur la scène politique, la nuit du 23 au 24 juillet a porté un coup mortel au pouvoir de l'armée. Ce n'est plus qu'une question de temps pour que celle-ci passe la main, malgré les efforts de Karamanlis pour établir son "unité" avec le peuple, devant la "menace extérieure".

Les revendications matérielles des travailleurs écrasés par l'inflation, les revendications démocratiques et anti-capitalistes de la jeunesse radicalisée, les aspirations socialistes de l'avant-garde des masses populaires : tout cela surgira à la surface dans les jours et les semaines à venir. La Grèce connaîtra une évolution à la portugaise.

Mais du même fait, la réaction en chaîne commencée le 25 avril à l'extrémité occidentale de l'Europe méridionale est appelée à se poursuivre avec une force

accrue dans tout le sud du continent. Le régime franquiste, la dernière dictature d'extrême-droite en Europe, reçoit un deuxième coup formidable. L'espoir impatient des masses ouvrières espagnoles s'en trouve accentué. Des surprises peuvent se produire là-bas dans un avenir rapproché.

En Italie, de son côté, mûrit et se développe une nouvelle montée impressionnante des luttes ouvrières. Stimulée par l'affaiblissement politique que la bourgeoisie a subi du fait de l'échec des adversaires du divorce au referendum et de la riposte foudroyante des masses au terrorisme fasciste à Brescia; nourrie par l'indignation qui soulève le prolétariat devant un "plan d'austérité" qui frappe les travailleurs et laisse les riches indemnes, la nouvelle montée des luttes fait monter la température dans les grandes entreprises. L'automne sera chaud en Italie. Il sera chaud en Grèce. L'interaction entre toutes ces poussées de fièvre se fera sentir ailleurs aussi, soyons-en persuadés.

Certes, les risques et les menaces restent réels. Les directions réformistes traditionnelles du prolétariat sont désorientées, hésitantes, peureuses, dans les pays concernés : elles craignent l'action de masse qui "provoquerait" un retour en force des courants favorables au rétablissement des dictatures de droite. Elles sont prêtes à tous les compromis, à toutes les compromissions pour modérer, freiner, briser l'élan des masses. Leur préoccupation essentielle c'est de démontrer à la bourgeoisie qu'elles sont des partenaires loyaux et raisonnables d'entreprises qui cherchent à limiter les changements en Europe méridionale à ce qui est intégrable dans un régime capitaliste "démocratique". En cherchant à briser l'élan des masses, elles préparent justement la remontée du danger d'extrême-droite, qui se nourrit de l'instabilité et de l'incurie auxquelles sont condamnés des régimes bureaucratiques bourgeois trop démunies pour accorder des réformes substantielles, trop faibles pour casser la combativité ouvrière.

L'avant-garde révolutionnaire ne possède encore ni la force ni l'implantation nécessaires pour être considérée à brève échéance par le prolétariat comme une solution de rechange crédible par rapport aux directions traditionnelles, conciliatrices et traîtres. La crise va se prolonger. Une course de vitesse va s'ouvrir entre la réorganisation de l'extrême-droite et le renforcement de l'extrême-gauche, sa capacité de convaincre et d'unir des couches de plus en plus larges du prolétariat et des masses travailleuses. Pour construire de nouveaux partis révolutionnaires de masse, pour construire de puissantes sections de

la IVème Internationale, il faut et il faudra du temps. Nul ne peut encore dire si le délai ouvert par la crise révolutionnaire en Europe méridionale suffira pour arriver à cette fin.

Mais une chose est certaine : la tendance fondamentale, dans les mois à venir, va dans le sens de l'élargissement et non du reflux du mouvement de masse. La pendule favorise à présent le prolétariat et non la bourgeoisie. Aux révolutionnaires d'exploiter à fond cette possibilité afin d'expliquer patiemment aux masses les chances grandioses de la révolution socialiste, les risques qui les menacent si l'occasion n'est

pas saisie, les faiblesses congénitales des projets réformistes de collaboration de classe, la nécessité de former des cadres et de construire le parti révolutionnaire, l'importance-clé de faire surgir des organes de dualité de pouvoir, la façon de combiner la défense des revendications immédiates, économiques et démocratiques avec la lutte pour le programme de transition et pour le pouvoir des travailleurs, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

INPRECOR

25 juillet 1974

CHYPRE

l'échec d'"énosis"



L'ex-régime militaro-fasciste grec fut l'inspirateur et l'organisateur du coup d'Etat du 15 juillet dernier à Chypre. Il était tout entier dans cette entreprise qui démontrait sa brutalité et sa stupidité politique.

Le pouvoir des militaires d'Athènes ne pouvait acquiescer aucun avantage économique ou financier dans cette opération. Mis à part les profits bien limités retirés de l'afflux des devises apportées l'été par l'invasion des touristes et les sous-profits provenant de quelques milliers de britanniques des deux bases qu'entrèrent la Grande-Bretagne dans l'île, Chypre est pauvre. Plus tard, son sous-sol peut donner, mais les capitaux destinés à cette fin ne sont pas encore arrivés et les finances grecques ne sont pas à la hauteur. Aucune visée "impérialiste" locale d'Athènes ne peut rendre compte de ce coup d'Etat.

Le rattachement de Chypre à la Grèce a toujours été un thème central des cercles et confréries ultranationalistes ou fascisantes grecques. L'idée de la Grande Grèce est ramenée à l'ordre du jour dans les milieux militaires grecs pénétrés de cette idéologie fascisante. Possesseurs des moyens du pouvoir, les militaires grecs franchirent un cap politique dans le sens de leurs objectifs, mais les conséquences politiques qu'ils ont engendrées étaient démesurées par

rapport à leur puissance et risquaient, à court terme, de les renverser par le retour de flammes qui n'aurait pas manqué de se produire. A peine le coup d'Etat était-il réalisé qu'Athènes perdit le contrôle des événements dont le rythme de développement extrêmement rapide était à l'image de réactions en chaîne, provoquant une escalade internationale d'ampleur considérable, illustrant la fonction actuelle purement stratégique, militaire, comme politique, qu'occupe l'île de Chypre.

Pourquoi un tel coup d'Etat et pourquoi maintenant?

Ce sont les éléments les plus ultras parmi les nationalistes grecs qui se sont emparés du pouvoir à Athènes en novembre dernier, en renversant Papadopoulos, celui-là même qui orchestra le coup d'Etat de 1967 et installa la dictature au pouvoir. L'orientation qu'il prit dans le cours de l'année 1973 répondait aux souhaits des directions bourgeoises occidentales favorables à une libéralisation intérieure et à la restauration de normes démocratiques, même formelles, dont la tenue d'élections. Tout le monde, maquillé de neuf avec cette opération, pourrait achever la modernisa-

tion de la Grèce, l'Europe des neuf lui ouvrant ses portes. Opposés à cette libéralisation de surface, paniqués par les soulèvements populaires de novembre 73, les ultras du pouvoir ont liquidé Papadopoulos et sont revenus en arrière, collant en cela à leurs origines philo-nazis, fascistes des temps de la IIème guerre mondiale ou de la contre-révolution grecque de l'après-guerre.

La clique militaire venue au pouvoir en novembre 73 n'avait pas de base sociale dans le pays. Contrairement à Papadopoulos qui voulait introduire des réformes afin d'intégrer des personnalités bourgeoises maintenues dans l'opposition pour accréditer son régime, le pouvoir qui lui succéda était isolé, totalement. Ainsi, plusieurs semaines après la démission du Ministre des Affaires Etrangères, un civil, il n'avait trouvé encore aucun candidat civil pour le remplacer. Ce pouvoir avait réussi à détériorer encore un peu plus la situation économique du pays, aidé par l'inflation internationale. Il se maintenait par la force de son armée. Si elle ne possédait pas de base sociale, cette junte possédait des convictions idéologiques.

Par le truchement de la xénophobie, l'espoir d'obtenir un consensus populaire, surtout contre les turcs, ne s'est pas réalisé. Lorsque la question des gisements de pétrole dans les fonds de la Mer Egée fut soulevée, Athènes lança une campagne grossière et hystérique contre la Turquie qui postulait naturellement à l'exploitation des ressources potentielles dans une mer commune. Les grecs ne se dressèrent pas derrière le pouvoir dans un élan patriotique contre "l'ennemi de toujours". Chypre, comme l'Alsace-Lorraine de Deroulède dans la France pathologiquement nationaliste d'avant 1914 était le terrain de prédilection pour la réalisation du pan-hellenisme, même avec 20% de turcs dans l'île. Aucune manifestation populaire ne s'est produite à l'annonce de la mobilisation générale. La manière avec laquelle le gouvernement grec avait présenté les événements chypriotes n'avait pas non plus créé en Grèce un courant favorable à son entreprise. Le fait que tous les pouvoirs étaient officiellement concentrés dans les mains des militaires, alors qu'aucune guerre n'éclatait entre la Grèce et la Turquie, illustrait davantage l'isolement du pouvoir. Plus récemment encore, il était dit que seraient traduits devant les tribunaux militaires et passibles de la peine capitale pour cause de trahison nationale, tous ceux qui circuleraient des informations sur de prétendus affrontements au sein du pouvoir. L'évocation d'Alexandre le Grand ou de la guerre contre l'Empire Ottoman de 1821 ne produisirent aucun écho dans la jeunesse. La stupidité des militaires est tout entière dans ces actions. Tout ce décor nationaliste date d'une période révolue.

Le choix du mois de juillet 1974 pour le coup d'Etat de Nicosie correspond à des conditions que le pouvoir grec a crues favorables. Elles sont au nombre de quatre principales.

La certitude d'avoir Washington de son côté a laissé les mains libres à la junte grecque. (1) La signature de nouveaux accords, récents, garantissant l'extension de l'implantation militaire U.S. en Grèce, terrestre, aérienne et surtout navale, a encore rapproché les deux pouvoirs. (2) La crise latente dans les relations turco-américaines, à la suite de la reprise, il y a quelques semaines, de la culture du pavot (opium, héroïne) en Turquie, rendue légale par le gouvernement, a alarmé le gouvernement des USA, dont des villes comme New York sont minées par la drogue. (3) Enfin, les relations jamais bonnes entre Chypre et les USA, prouvées par l'achat d'armes au

bloc soviétique par Makarios et son refus d'être sous la coupe directe des USA; son jeu "neutraliste", même timide, gênaient Washington, surtout depuis que Kissinger s'emploie à imposer la domination américaine au Moyen-Orient. Makarios, même s'il concédait deux bases aux britanniques à Chypre, intégrés dans le système de l'OTAN, demeurait hors de la stratégie américaine en Europe comme au Moyen-Orient, dont toute l'entreprise est l'affirmation militaire et économique US dans le monde. A Chypre, cela impliquait tôt ou tard de supplanter l'ancienne puissance coloniale, la Grande Bretagne qui s'appuyait sur Makarios. La réalisation de cette perspective était rendue urgente par la prochaine signature d'accords de paix entre arabes et israéliens sous la houlette U.S. (4) L'opposition de Makarios à la junte d'Athènes fit de lui un danger pour cette dernière, car il pouvait rallier et aider financièrement et politiquement l'opposition bourgeoise à la dictature militaire. Makarios était devenu une sorte de figure de la vie politique intérieure grecque.

Les formes du coup d'Etat

Chypre est constituée de deux nationalités, grecque et turques. La seconde représente près de 20 % de la population de l'île (un peu moins d'un million d'habitants), et ne tient pas à être rattachée à la Grèce. La communauté grecque, même majoritaire, n'est pas soulevée d'enthousiasme par l'idée d'être intégrée à la "mère-patrie". Le pouvoir colonial britannique a jadis utilisé et même attisé le conflit permanent et latent entre les deux composantes nationales pour justifier sa présence. C'est toujours sur cette base qu'il a maintenu sa présence militaire après l'octroi de l'indépendance à Chypre en 1959.

Les conflits entre les deux communautés se sont apaisés jusqu'au coup d'Etat de la junte grecque. Parce qu'aucune force sociale dans l'île, chez les grecs chypriotes, n'exprimaient un courant en faveur de l'Enosis, que de toute manière les turcs s'y opposaient, la tentative de rattachement ne pouvait être que "substitutive", sous forme de coup de force, confirmant l'absence de base sociale du régime d'Athènes à Chypre même. Le personnel politique à la botte d'Athènes, mis en place à Nicosie, exprime encore plus le caractère du coup d'Etat : une bande de malfrats, piliers de boîtes de nuit, agents de la corruption et de tous les trafics, sans base sociale. Il ne s'agit même pas de notabilités politiques bourgeoises assises socialement. Il est de notoriété publique que l'éphémère président, Nikos Sampson, est un ancien tueur attitré de l'organisation terroriste EOKA-B sortie des cercles ultra-nationalistes grecs et grecs-chypriotes, dont le feu-général Grivas était le chef à Chypre. A peine était-il au pouvoir que Sampson lança une chasse aux sorcières contre les partisans de Makarios et les militants du Parti communiste chypriote (l'AKEL), qui soutenaient le régime de Makarios.

L'instrument du coup d'Etat a été la Garde Nationale chypriote, constituée de grecs chypriotes, mais surtout entraînée et commandée par plusieurs centaines d'officiers grecs exportés d'Athènes, acquis au pouvoir de la junte grecque.

Depuis l'installation au pouvoir de la seconde junte militaire grecque, l'entremise d'Athènes à Chypre par le biais de cette force militaire et politique grecque à Chypre s'était accentuée. En conséquence, des officiers de la Garde Nationale agissaient en dehors de l'autorité de Makarios.

Le Vendredi 5 juillet, lors de son entretien mensuel avec la presse, Makarios fit la déclaration suivante : " Il est vrai que depuis quelques temps les relations entre les gouvernements chypriote et grec n'ont pas été harmonieuses. Il y a deux raisons principales à cela, menant à une épreuve de force entre Athènes et Nicosie. Une cause majeure a été la conduite et l'attitude de certains officiers de l'Etat-major de la Garde Nationale et, particulièrement, leur implication dans l'EOKA-B, le soutien qu'ils lui apportent, de différentes façons et leur incitation à des actions terroristes de la part de cette organisation dans le but d'abolir l'Etat chypriote. C'est un fait indéniable que la Garde Nationale, qui est contrôlée par des officiers grecs est devenue le pilier de l'organisation criminelle EOKA-B, qu'elle approvisionne. Une autre raison a été fournie par le recrutement d'aspirants-officiers de la Garde Nationale à l'Ecole d'Officiers de Polemidhia, que le Conseil des Ministres n'avait pas approuvé, comme il en a le droit absolu selon la loi. L'Etat-major de la Garde Nationale se l'était vu notifié par écrit. Quelques jours plus tard, l'Etat-major, à la suite d'instructions venues d'Athènes, répondit que les candidats refusés par le Conseil des Ministres resteraient à l'Ecole. La violation de la loi concernant la Garde Nationale et la non-considération d'une décision prise par le Conseil des Ministres étaient, à mon avis, une ingérence indésirable de la dictature à Chypre et une tentative de dévier la Garde Nationale de son rôle d'organe de l'Etat vers celui d'une armée intérieure d'occupation. " (Eulletin of the Republic of Cyprus - N° 27 - 10 juillet 1974)

Rien n'a donc été soudain pour Makarios; il savait comment évoluait la situation dans ses moindres détails. Il s'est bien gardé de se préparer à un affrontement devenu certain, comme de faire appel aux masses. Les leçons du Chili ne lui sont pas parvenues.

Makarios était l'un des tous derniers représentants de cette génération de dirigeants politique anti-colonialistes, le plus souvent bonapartistes, qui s'étaient rencontrés sans grande unité idéologique à Bandoung en 1955. Sukarno, N'Krumah, Nasser son voisin n'ont pas résisté à la restructuration de la domination de l'impérialisme sous direction U.S., de plus en plus directe, après la victoire de la révolution cubaine et le développement de la révolution indochinoise. La disparition de Nasser en 1970 était déjà l'annonce de sa fin. Son pouvoir ne s'était jamais renforcé sur la base de réformes sociales, de mesures importantes concernant les relations entre les deux composantes nationales. Ses rapports avec la communauté turque n'ont jamais créé de confiance dans sa personne. Makarios ne disposait pas d'une puissance suffisante ou suffisamment organisée pour s'opposer au minage de son régime par Athènes ou à la pression de Kissinger.

Si le rétablissement de Makarios dans ses fonctions antérieures exactes devait se produire, son pouvoir reconquis à l'aide des puissances étrangères, la Grande-Bretagne surtout, les neuf du Marché Commun ensuite, ne serait plus que très affaibli, encore davantage soumis à ses mandants néo-coloniaux. Makarios a vécu.

Les conséquences d'un coup d'Etat

La stupidité des militaires grecs était épaisse. Pour s'en convaincre il suffit de chercher des explications à la question suivante : si la junte d'Athènes avait ses raisons pour intervenir, comment ses chefs pouvaient-

ils ignorer les réactions en chafne qui en découleraient, et donc surestimer leur propre force dans une entreprise qui pourrait tourner à l'action suicide ? Fallait-il qu'ils soient à ce point coupés de la réalité, sans capacité de saisir le jeu des forces politiques dans la région ? Le cours des événements qui suivirent le coup d'Etat est une réponse à cette question. Le pouvoir de la junte était politiquement et militairement incapable. Sa fonction essentielle était de contenir et de réprimer la montée des forces ouvrières, paysannes et intellectuelles grecques. Un pouvoir de police.

Il serait cependant faux de croire, comme veut l'accréder une certaine presse de gauche, que le régime d'Athènes n'était qu'une simple marionnette de Washington et, qu'en conséquence, le coup d'Etat de Nicosie était en provenance directe du Ministère de la Défense U.S., du Pentagone ou encore qu'il était sorti des dossiers de la CIA. Le pouvoir d'Athènes n'était pas réductible à ce rôle. Il possédait ses propres projets et tentait de les réaliser dans les limites des intérêts généraux de l'impérialisme, quand bien même il pouvait les heurter de façon secondaire. C'est sans doute parce qu'il avait une approche purement localiste de la situation que le gouvernement grec a échoué aussi grossièrement.

Internationalement ou sur le plan intérieur, la junte a échoué, a perdu la partie.

Dans la région de la Méditerranée orientale, la junte a tout manqué.

a. - Elle a failli à Chypre même où son plan a volé en éclat. Il n'y a pas eu de fusion entre la Garde Nationale et la population grecque chypriote. Les pogromes contre les communautés turques éparpillées dans l'île ont été déclenchés et menés par la Garde Nationale dans la plus claire des traditions fascistes. D'où l'intervention turque justifiée par les persécutions qui confinent au génocide dans plusieurs cas. Cette intervention est même légitimée par le Traité de 1960 entre britanniques, grecs et turcs qui prévoit l'intervention unilatérale de chacun des signataires si les autres rompaient les termes de l'accord tripartite. C'est fait ! Le pouvoir de Nikos Sampson est mort-né ! Il existe maintenant à Chypre une présence turque de Turquie qui ne repartira pas sans une modification du statut de l'île et des garanties pour la communauté turque minoritaire.

Du point de vue grec comme du point de vue turc, la République Indépendante de Chypre a vécu. Les conditions de son existence étaient la non ingérence des Etats grec et turc et les relations pacifiques entre les deux communautés de l'île.

b. - La junte grecque s'est totalement discréditée devant les gouvernements bourgeois européens, qui sont maintenant en position de faire passer leur conception d'un gouvernement d'apparence démocratique en Grèce, en faisant remettre le pouvoir à des civils. Même Kissinger qui avait fait le silence sur le coup d'Etat, croyant pouvoir réaliser ses objectifs locaux dans la foulée du fait accompli, a lâché publiquement la junte. Immédiatement après le coup d'Etat, le porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères de Kissinger fit savoir que les USA attendaient de voir qui contrôlait le territoire. Autrement dit que les USA ne reconnaissent plus Makarios. Grave échec pour le chef de la contre-révolution mondiale qui n'a pas pu empêcher les turcs, ses alliés, de débarquer à Chypre. Grave conséquence pour l'OTAN et l'Alliance Atlantique qui ont vu leurs alliés s'affronter avec des armes identiques qu'ils leur ont remises. Crise camouflée entre l'Europe (c'est-à-dire les neuf du Marché Commun qui ont soutenu, à quelques hypocrisies près, la posi-

tion de la Grande Bretagne qui a pris fait et cause pour Makarios et contre Athènes) et les Etats-Unis, qui n'est pas nouvelle, mais a trouvé un autre terrain de s'exprimer. La politique de domination US s'est très mal agencée durant ce conflit soudain. Elle risque bien d'en faire les frais, au moins pour une période.

La question est que Chypre occupe une position stratégique en Méditerranée Orientale, tenue par les britanniques. Elle s'intègre à Gibraltar et à Malte dans leur système militaire sur l'ancienne route des Indes. La flotte US n'a qu'une base dans cette région, en Grèce. Le personnel politique grec allié aux USA était au pouvoir alors que celui soutenu par les britanniques était dans l'opposition ou en exil, à Londres. Avec les accords nouveaux avec l'Egypte et la réouverture du Canal de Suez, les USA ont besoin de points d'appui stratégiques pour soutenir militairement leur stratégie politique dans la région, indépendamment d'Israël.

c. - Côté turc, le renforcement d'une crise latente des relations avec les USA peut provoquer une révision des traités militaires, aux conséquences graves pour l'impérialisme, surtout depuis l'apparition sur la scène politique de jeunes officiers chatouilleux en matière d'indépendance nationale; l'Union Soviétique est là tout près qui attend, d'autant plus préoccupée par le cours des événements que c'est la possibilité pour

la flotte russe de circuler librement dans les détroits des Dardanelles et en Méditerranée qui peut être en cause dans l'avenir de Chypre. Les grecs et les américains y travaillaient sérieusement. D'où l'attitude soviétique, allant dans le sens des turcs au moment du débarquement de leurs troupes.

d. - C'est, enfin, sur le plan intérieur grec que les conséquences seront les plus spectaculaires et immédiates. L'échec de cette opération de rattachement est un échec intérieur, c'est un nouvel encouragement aux masses populaires qui se sont mobilisées contre la première dictature en novembre 1973. Pour les européens, comme pour les américains, il faut maintenant, après le cessez-le-feu à Chypre, remplacer le gouvernement grec par une équipe de civils, au plus vite. Cela implique que la junte accepte de se démettre et de rentrer dans ses casernes. Mais une nouvelle direction de bourgeois grecs porterait déjà la marque de ses positions durant cette crise : beaucoup parmi eux lancèrent des appels à l'Union nationale, à la patrie en danger, et autres fadaïses démontrant leurs appartenances. Neuf mois après les soulèvements d'Athènes en novembre 1973, les masses ne se sont pas endormies et le combat a à peine commencé.

23 juillet 1974
Gérard VERGEAT

PORTUGAL

LE SECOND GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Moins de deux mois après la nomination du premier gouvernement provisoire de la 2ème République portugaise, le général Spínola licenciat l'ensemble des Ministres.

Un plebiscite contre les élections

L'ouverture officielle de cette crise gouvernementale



Vasco Gonçalves

date du 3 juillet, lorsque le premier ministre Carlos Palma annonça son intention de démissionner. Un jour plus tard, au travers de ses propositions, il éclairait le sens de l'opération. Carlos Palma proposa, d'une part, de repousser les élections de deux ans -- elles étaient prévues pour mars 1975 -- et, d'autre part, d'organiser dans un délai très bref, un

mois, des élections présidentielles, c'est-à-dire plébisciter Spínola. Ainsi, avec un président de la République "légal", le report des élections devait être plus acceptable.

Les représentants du Parti Socialiste et du Parti Communiste s'opposèrent aux manœuvres de Carlos Palma et de Spínola et refusèrent de démissionner. Spínola, face à ce refus, renvoya l'ensemble du gouvernement provisoire.

Il tenta alors de mettre à la tête du nouveau gouvernement provisoire l'ancien ministre de la défense, le lieutenant-colonel Firmino Miguel, qui "travailla" avec lui en Guinée-Bissau. La présence des militaires au gouvernement devait être renforcée, dans une perspective qu'indique le correspondant du Financial Times : "On s'attend à ce que parmi les ministères que les forces armées prendront, il y ait celui du Travail -- pour surmonter le chaos grandissant dans l'industrie -- et celui de l'Information, ce qui impliquera une ligne plus dure à l'encontre de la presse de gauche." (12. 7. 1974) Il est donc évident que ces militaires ne semblaient pas devoir être issus de l'aile la plus "démocratique" du Mouvement des Forces Armées ! Dans le projet de Spínola, cette introduction des militaires les plus proches de ses vues dans les postes clés n'impliquait pas obligatoirement l'éviction des représentants du PSP et du PCP. Pour satisfaire et calmer le PSP et le PCP, il était certainement prêt à leur offrir des postes gouvernementaux, ce qui est d'ailleurs la seule solution pour assurer un gouvernement de coalition ayant une certaine base. La rencontre, le 10 juillet, entre Costa Gomes, Spínola et Cuhnal ne fut certainement pas étrangère à cette manœuvre du chef de la Junte.

La crainte des milieux de la haute finance et de la Junte de se trouver confrontés à une victoire du PSP et du PCP lors des élections de mars 1975 explique la volonté de rejeter "l'épreuve électorale". La bourgeoisie n'a pas encore pu structurer un instrument politique tant soit peu capable de s'opposer aux partis de gauche. Seule une opération plébiscitaire de Spínola aurait une chance de succès. Repousser les élections -- en supposant qu'elles aient lieu -- devait donc donner plus de temps pour organiser le Parti Démocrate Populaire de Sa Carneiro et Magalhaes Mota. Mais cela ne semble pas si facile, d'autant plus que la montée des luttes paysannes risque bien d'entamer quelque peu l'emprise que cette formation pouvait espérer dans les régions rurales.

L'opposition du PSP et du PCP à ce que le quotidien socialiste "República" nomma "l'opération Carlos Palma" se renforça. Le 11 juillet, le PSP réclamait pour la première fois la "reconnaissance de la Guinée-Bissau", d'autant plus qu'il pensait avoir en mains les éléments d'un accord. Mais l'opposition au choix de Spínola -- la nomination comme premier ministre de Firmino Miguel -- et au rejet des élections se manifesta aussi et surtout au sein de la Commission de Coordination du MFA. L'efficacité de l'opposition de la Commission de Coordination s'exprima lorsque Firmino Miguel disparut et que surgit Vasco Gonçalves, l'un des membres les plus influents de cette Commission.

Un double échec

Vasco Gonçalves, qui rencontra successivement Cuhnal, Soares et Sa Carneiro, forma un gouvernement au sein duquel : "tous les ministres militaires... sont membres du MFA, excepté le ministre de la Défense," comme le déclarait le brigadier général Carvahlo

(Corriere della Serra 17. 6. 74). Dans ce gouvernement les socialistes perdent un poste, le ministère de l'Information, que détenait Paul Rego, le ministre qui fit passer la loi sur la presse (Voir INPRECOR No 3). Cependant au ministère de l'éducation on trouve Victorino Magalhaes Godinho, connu comme sympathisant du PSP. Le PCP se voit retirer le ministère du Travail, qui est légué à un militaire : le capitaine Da Costa Martins. Lors de la présentation du gouvernement Vasco Gonçalves affirma : "Le procès de démocratisation du pays doit faire en sorte que le peuple puisse élire librement ses représentants à l'assemblée constituante avec des possibilités identiques pour tous les courants." (Unità 19. 7. 74)

Il apparaît donc que les manœuvres de Spínola quant au plébiscite et à la nomination de Firmino Miguel -- qui reste, par ailleurs, ministre de la Défense -- ont échoué. L'opposition entre ce projet et celui de la Commission de Coordination du MFA est à l'origine de cet échec. La profonde crise dans l'armée, la crainte d'une opération combinée entre les secteurs les plus réactionnaires de l'armée et leurs représentants en Angola et au Mozambique, les options différentes quant à la "solution de la question coloniale" ont suscité l'intervention de la Commission de Coordination afin de faire échouer l'opération Palma Carlos.

L'emprise accentuée du MFA sur le plan gouvernemental ne peut-être interprétée comme la main-mise d'un secteur de l'armée optant pour l'instauration d'une "dictature militaire" ou comme un tournant à droite. A court terme, elle exprime plutôt l'échec de l'opération de droite tentée par Spínola et la tentative de faire appliquer le programme "démocratique" du MFA. Les mesures prises aussi bien en Angola qu'au Mozambique face à divers cercles penchant pour une solution tout à fait opposée à l'indépendance comme l'adoption de la loi constitutionnelle du 19 juillet (qui affirme la reconnaissance du principe de l'autodétermination, avec toutes ses conséquences, qui inclut l'acceptation de l'indépendance des territoires d'outre-mer et entraîne l'annulation de l'article 1 de la Constitution de 1933 -- article qui considérait l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau comme des "provinces d'outre-mer")...confirme cette option.

Néanmoins, ce serait être aveugle de ne pas considérer les éléments contradictoires d'une telle situation. Tout d'abord, les illusions dans la fonction réelle et la nature de l'armée -- ainsi que du MFA -- ne pourront qu'être renforcées, d'autant plus que le PSP et le PCP cautionnent et soutiennent plus fermement que jamais les militaires. Ensuite, le poids grandissant acquis par des représentants du MFA -- spécialement l'ex-capitaine Carvalho qui dirigea les opérations militaires du 25 avril -- doit être apprécié dans la perspective des crises futures. Si le MFA explique à demi-mots que la prise de la direction de la région militaire de Lisbonne par Carvalho s'inscrit dans le cadre de l'affaiblissement des positions des courants les plus réactionnaires de l'armée (qui avaient une position forte dans la capitale), il n'en reste pas moins que la charge de l'actuel brigadier général n'est autre que celle "d'intervenir pour le respect du maintien de l'ordre". Si la loi sur la presse est utilisée pour frapper le journal de droite "Economia e Finance" d'une amende de 150.000 escudos -- première mesure dans le domaine de la censure prise par le 2ème gouvernement provisoire -- il n'en reste pas moins que cette loi sert essentiellement à intervenir contre toute l'agitation et la propagande de l'extrême gauche dans les luttes ouvrières, anti-coloniales et antimilitaristes. Ceci est d'autant plus évident que l'instabilité à moyen terme de ce gouvernement est cer-

taine. Les contradictions entre ses velléités démocratiques (programme du MFA) et la situation sociale et économique ne peuvent que susciter de nouvelles crises. Une fois de plus la politique du PCP et du PSP, dans ce contexte, apparaît comme un facteur stimulant les pires illusions.

La crise de l'armée au Mozambique et en Angola ne fait que s'accroître. Des unités signent des communiqués affirmant qu'elles "reconnaissent le FRELIMO comme seule organisation représentant le peuple du Mozambique". Suite aux diverses manifestations qui se sont déroulées au Mozambique, ce sont plus de 2.500 soldats qui ont refusé de poursuivre la guerre. Les mouvements de fraternisations se multiplient. Cette crise de l'armée -- et spécialement au Mozambique -- ne peut que rendre de plus en plus difficile la tactique consistant à faire traîner les négociations. Ceci d'autant plus qu'un accord avec la Guinée Bissau accentuerait toutes les contradictions. Il semble, dès lors, que le processus de "décolonisation" doive s'accroître et dépasser ce que prévoyait Spínola, il

y a un peu plus d'un mois.

Quant à la situation économique, elle est tout plus que brillante. La croissance du chômage est de plus en plus forte. Le chiffre de 150.000 chômeurs est donné par la presse. La crise de l'industrie de la construction, le recul des activités touristiques (moins 40 %), la fermeture des petites et moyennes entreprises accroissent la montée du chômage. Les luttes contre les licenciements reprennent. De même que certaines grèves limitées, mais dont le niveau politique est plus élevé, comme dans l'usine de moteurs électriques EFACEC, où les revendications ne portent plus seulement sur les salaires, mais sur les rythmes de travail, etc...

Face à l'inflation -- qui ne pourra pas être si facilement jugulée --, au chômage, la réaction des travailleurs pourra bien être un élément qui, en septembre, s'ajoute à celui de la crise de l'armée. La voie vers les élections sera peut-être moins droite que le déclara Vasco Gonçalves.

ESPAGNE

POUR L'UNIFICATION DES COMMISSIONS OUVRIÈRES

Le texte qui suit a paru d'abord dans le n° 64 de l'organe ZUTIK d'ETA VI, puis dans le n° de juin 1974 de "COMBATE", l'organe central de la L.C.R. - E.T.A. VI, organisation sympathisante de la IVème Internationale dans l'Etat espagnol. Il traite d'un problème de grande actualité dans le mouvement ouvrier de plusieurs pays d'Europe capitaliste: la nécessité de l'unification syndicale, et son articulation avec la lutte pour la démocratie ouvrière, en particulier pour le droit de tendance au sein du mouvement syndical.

Certes, les commissions ouvrières qui ont surgi en Espagne au cours de la dernière décennie ne sont pas des organisations syndicales au sens propre du terme. Expriment le rejet par une partie considérable de la classe ouvrière espagnole des "syndicats" étatique s verticaux, elles naissent au sein des entreprises sous l'impulsion des militants les plus combattifs qu'elles tendent à rassembler. Par la force des choses, elles ne sont pas légales et ne regroupent donc pas la masse des travailleurs de manière permanente à des moments "calmes".

Mais l'expérience a démontré que lorsqu'une période d'agitation s'ouvre et que des luttes se préparent et s'organisent, c'est autour des commissions ouvrières que cette masse se rassemble, quitte à les élargir jusque et y compris l'élection démocratique de comités de grève au cours d'assemblées générales. Dans ce sens, l'unification des commissions ouvrières est aussi indispensable dans l'Etat espagnol pour la préparation et la conduite la plus efficace des luttes ouvrières contre le patronat, que l'unification syndicale l'est dans les pays où le mouvement syndical est de ce fait légal et dispose d'une grande masse d'adhérents permanents.

La lutte de nos camarades du pays basque pour l'unification des commissions ouvrières avec garantie du droit de tendance est, de ce fait, exemplaire. Des succès remportés dans cette lutte seraient importants non seulement pour d'autres provinces de l'Etat espagnol, mais encore pour l'Europe capitaliste toute entière.



A plusieurs reprises, nous avons mis en lumière le rôle qu'ont à jouer les Commissions Ouvrières, organismes unitaires de regroupement des travailleurs avancés, dans le développement de la révolution dans notre pays. La préparation de la Grève

Générale Révolutionnaire qui devra renverser la dictature signifie avant tout la préparation des conditions qui permettent de généraliser au niveau de tout l'Etat espagnol, des explosions locales comme celles du Ferrol, de Vigo, de Pamplune.

Par leur caractéristiques d'organismes unitaires, les Commissions Ouvrières constituent le cadre privilégié capable de rendre possible pareille généralisation. Par ailleurs, l'expérience quotidienne des luttes nous enseigne que malgré les fortes tendances spontanées, favorables à l'unification, qui existent à la base, il y a encore de nombreuses luttes qui restent isolées, par manque de coordination des différentes commissions ouvrières. Voilà la cause de nombreuses défaites. A l'inverse, lorsqu'une coordination de différentes Commissions Ouvrières se réalise sur une plateforme unitaire (comme ce fut le cas dans la métallurgie, à Pamplune), même de manière fort conjoncturelle et au niveau d'une seule zone ou d'une seule région, la classe ouvrière est capable d'obliger le patronat à céder et obtient des améliorations sensibles.

Dans la province de Guipuzcoa, qui est une de celle qui, depuis plusieurs années, se trouve à la pointe du combat, ce phénomène est particulièrement sensible. Malgré la pression unitaire constante de la base, la division entre les différents comités de coordination est maintenue, quelquefois de manière sectaire, chacun d'eux axé sur tel ou tel courant du mouvement ouvrier. En réponse au désir de la base, diverses organisations dont la nôtre, ont entrepris les démarches nécessaires pour surmonter la division existante. Vu les enseignements qui peuvent être dégagés de cette expérience pour d'autres régions espagnoles, où le problème se pose avec une urgence analogue, nous résumons ici l'analyse faite à ce propos par nos camarades d'Euzkadi (basques).

* 1. La "carte" des commissions ouvrières et des comités ouvriers de la province de Guipuzcoa

Il y a trois comités de coordination qui s'autointitulent "provinciales": les "Commissions Ouvrières Guipuzcoa Ouvrière"; les "Commissions Ouvrières Biltzar" et les "Comités Ouvriers".

La première est axée sur l'influence du MCE maoïste dans une mesure beaucoup moindre, de l'ORT (tendance socialiste d'origine chrétienne - INPRECOR). C'est l'organisme à implantation majeure dans la zone qui va de San Sebastian à Irun (c'est-à-dire la zone à concentration industrielle majeure de la province de Guipuzcoa). La deuxième est sous l'hégémonie du PC espagnol; elle coordonne certaines commissions ouvrières dans diverses zones, mais réduites en nombre et en implantation. La troisième est influencée par des secteurs des diverses minorités ex - ETA, et par les Noyaux Ouvriers Communistes (N.O.C.). Son influence s'étend sur la zone qui va de San Sebastian à Irun, et au triangle Andeain - Hernani - Lasarte.

En marge de ces trois "comités de coordination" provinciales, il y a une série de comités de coordination de zones plus restreintes, non coordonnés entre eux, ni coordonnés avec les trois "fédérations" mentionnées plus haut. Ces coordinatrices sont cependant unitaires et appuyées par toutes les organisations ouvrières de chaque zone, à l'exception du PC qui maintient ses propres "commissions ouvrières" séparées de manière sectaire.

Il y a finalement des comités de coordination au sein desquels se mêlent des secteurs appartenant aux "Comités Ouvriers" et d'autres qui n'y appartiennent pas: celle de la zone Andeain-Hernani-Lasarte, et celle d'Irun.

Il faut ajouter que tout cela s'est produit dans la province la plus petite de l'Etat espagnol. On peut donc se faire une idée pour quelles raisons le mouvement ouvrier fort combatif et l'avant-garde fort ample qui y existent n'ont pas pu trouver le cadre adéquat pour unifier leurs luttes.

* 2. Premiers pas vers l'unification des commissions ouvrières

Les luttes de l'hiver dernier autour du renouvellement des conventions collectives ont posé de manière incontestable la nécessité de rompre avec la dicition régnante. D'innombrables luttes ont éclaté le même jour, y compris souvent sur des revendications pratiquement identiques. La répression a pu frapper brutalement (plus de 200 ouvriers licenciés; de nombreuses arrestations), parce qu'aucune des organisations existantes n'avait la capacité de centraliser toutes ces luttes partielles en un puissant mouvement unitaire, contre le patronat et contre la Dictature.

Curieusement, le chemin vers l'unité a débuté par une scission (bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler, d'une rupture totale) au sein de "Guipuzcoa Ouvrière", entre la fraction majoritaire du MCE et la fraction de l'O.R.T. Malgré l'évidence des faits qui clamèrent le contraire, la fraction majoritaire continuait à maintenir son intransigeance sectaire, selon laquelle l'unification des Commissions Ouvrières ne pourrait s'effectuer que par l'entrée de toutes les autres dans la commission coordinatrice de "Guipuzcoa Ouvrière". Cette position fut graphiquement décrite dans la revue publiée par cette commission en décembre 1973: "Nous appelons les camarades de Biltzar, qui se tiennent volontairement en marge des commissions ouvrières de Guipuzcoa, pour que partout où ils se trouvent, ils abandonnent leur attitude anti-unitaire, et se réincorporent dans la lutte pour doter notre classe de solides commissions ouvrières". En d'autres termes: les seules commissions ouvrières en Guipuzcoa sont les nôtres; tous ceux qui refusent d'y entrer sont adversaires de l'unité de la classe ouvrière...

Sans abandonner la commission coordinatrice "Guipuzcoa Ouvrière", le secteur O.R.T. prit l'initiative d'entamer des conversations avec quelques autres organismes et avec les organisations qui défendirent la nécessité d'une unification totale des commissions ouvrières de la province. O.R.T. et L.C.R.-ETA VI ont tenu une première réunion, et décidèrent d'unifier leurs efforts dans la voie de l'unification des commissions ouvrières. Plus tard, un secteur des "minorités ex-ETA", ladite "fraction léniniste", ainsi que la L.C., ont appuyé cette initiative. Il y eut une première convocation lancée à toutes les commissions ouvrières et comités ouvriers en vue de se rencontrer et d'entamer la discussion: Les commissions ouvrières unitaires de zone se déclarèrent prêtes à commencer immédiatement le processus d'unification. Les commissions ouvrières de la coordinatrice "Biltzar" (les moins nombreuses et celles dont les forces sont les plus réduites) affirmèrent qu'aucun des organismes ici présents n'est représentatif du mouvement (!) et décidèrent de se retirer pour cette raison. Quant aux "comités ouvriers", ils parurent indécis. En pratique, uns de leurs sous-fraction (ex

-ETA minoritaire) approuva l'unification, tandis qu'une autre (celle de la N.O.C.) la rejeta. Lors de cette première réunion, le secteur M.C.E. de la coordinatrice "Guipuzcoa Ouvrière" se tint de manière sectaire sur sa position initiale, décrite plus haut.

Au cours des réunions postérieures, certaines divergences initiales commencèrent à être limées. Mais le fait qu'on n'arrivera à aucun accord sur la préparation unitaire de l'Aberri Eguna (fête nationale basque) ni du Premier Mai, exprime les difficultés et les réticences qui subsistent sur la voie de l'unification des commissions ouvrières.

* 3. Un problème central

En fait, il y a une base réelle et objective à ces difficultés. C'est le fait que "Guipuzcoa Ouvrière", "Biltzar" et "Comités Ouvriers" représentent trois tendances différentes du mouvement ouvrier, de même que les forces que la LCR-ETA VI regroupe ou influence, représente une autre tendance réelle du mouvement ouvrier.

Mais ce fait ne doit pas empêcher l'unification immédiate des commissions ouvrières. Chacune de ces tendances peut penser que la sienne propre est la seule "réellement révolutionnaire" et que les autres sont "révisionnistes", "spontanéistes", "syndicalistes" ou "gauchistes".

Tout cela est normal et doit conduire à une lutte idéologique saine entre toutes ces tendances au sein du mouvement ouvrier. Mais justement parce qu'il s'agit de tendances réelles au sein du mouvement ouvrier, ce fait ne doit pas empêcher son unité dans l'action, ni empêcher la réunification des commissions ouvrières.

Pour arriver à cette fin, la seule voie est celle qui n'oblige aucune de ces tendances à disparaître par "décret". Elles doivent avoir le droit de se structurer et de s'exprimer en tant que tendances, mais au sein de commissions ouvrières unitaires. C'est-à-dire que le droit démocratique de se structurer en tendance doit être institutionnalisé dans les commissions ouvrières.

Le problème est clair. Que cela nous plaise ou non, ces tendances existent. Aujourd'hui, elles sont séparées les unes des autres dans des commissions ouvrières et des comités ouvriers distincts. Nous proposons que leur existence soit reconnue, mais dans le cadre d'un seul et unique réseau de commissions ouvrières unifiées.

Le droit à l'élection et à la ééevocation, de bas en haut, de tous les organismes et coordinatrices des commissions ouvrières, est absolument indispensable. Mais cela ne suffit pas en lui-même. Il ne s'agirait encore de commissions ouvrières non réellement démocratiques aussi longtemps que les tendances minoritaires du mouvement restent dans l'impossibilité de s'exprimer.

Le droit de tendance signifie fondamentalement trois choses: d'abord qu'elles puissent se structurer en tant que telles, et maintenir des contacts, des réunions régulières, etc... entre leurs membres; ensuite qu'elles aient le droit de critiquer des décisions majoritaires, avant, pendant et après les luttes, campagnes, etc...; finalement, qu'elles aient accès aux organes publics (revues etc.) des commissions ouvrières, pour pouvoir y exprimer leurs points de vue en tant que tendance minoritaire.

Nous ajouterons comme dernier point que la ligne officielle des commissions ouvrières doit être celle déterminée par la majorité, après confrontation démocratique au sein des commissions. Par conséquent, l'expression publique de la minorité doit conserver le double caractère d'être celle d'une minorité apparaissant comme telle, et d'être faite au sein des commissions ouvrières.

* 4. Le manque de logique des positions de "guipuzcoa ouvrière", de "biltzar" et des "comités ouvriers"

Au fur et à mesure que les réunions unitaires se multiplient, la fraction M.C.E. de "Guipuzcoa Ouvrière" a changé sa position initiale, vu que la majorité des participants était fermement résolue à mettre en marche le processus d'unification, même si cette force importante qui concerne un secteur décisif du mouvement ouvrier organisé, n'y aurait pas participé. Oscillant entre le "oui" et le "non", elle paraît finalement se rallier quand même au projet d'unification.

Mais à ce moment surgit le brulôt des "tendances". La fraction M.C.E. de "Guipuzcoa Ouvrière" refusa de reconnaître le droit à la structuration des tendances (espérant sans doute fermement qu'elle constituerait elle-même la fraction majoritaire des commissions ouvrières unifiées de Guipuzcoa). Finalement, elle accepta de reconnaître ce droit, à condition que les commissions ouvrières au niveau des entreprises en décident ainsi à la majorité.

"Il faut utiliser toutes les occasions pour démontrer qu'il n'y a point une unité idéologique et politique de fait dans le mouvement général des commissions ouvrières, qu'il y a diverses lignes politiques en lutte les unes avec les autres"... "Les bulletins rédigés par nos militants et nos alliés... doivent expliquer que les commissions ouvrières sont aujourd'hui divisées entre différentes tendances"... "Les camarades qui se trouvent à la tête de divers organismes ne doivent pas chercher à y rester seuls; ils doivent agir de manière radicalement différente."

Ils doivent assurer que tous les courants qui ont une certaine influence au sein des commissions de base soient représentés à la direction"... "Comment peut-on différencier les commissions, et y renforcer le camp de ceux qui n'acceptent pas la politique de M. Carillo? En premier lieu, en donnant un caractère de tendance plus prononcé à notre travail".

Ces citations proviennent de l'organe de la direction du M.C.E., "Servir el Pueblo" (Servir le Peuple); la dernière fait partie du n° de décembre 1973. Il est donc élémentaire de demander au M.C.E. pourquoi il s'obstine de nier à d'autres courants le droit de tendance qu'il réclame pour lui-même! Cependant, ces camarades ajoutent qu'au cas où le droit de tendance serait accepté, les tendances devraient s'exprimer non dans les organes et revues des commissions ouvrières, mais en-dehors de ces publications; non pas en tant que tendances des commissions ouvrières, mais sous d'autres étiquettes. Une publication récente de la commission de Luzziaga de "Guipuzcoa Ouvrière" résuma cette position de la manière suivante: "La minorité - qui ne défend pas nécessairement des positions fausses parce que minoritaires - pourrait appliquer l'indépendance et exprimer ses positions par tous les moyens à sa disposition (tracts, bulletins, assemblées, etc...) mais toujours de manière externe à la commission d'usine: par exemple comme "travailleurs de l'usine" etc..."

Voilà ce qui manque totalement de logique. Comment ces camarades croient-ils pouvoir démontrer aux travailleurs qu'il n'y a qu'une seule commission ouvrière unique et unitaire, si publiquement apparaît

d'une part la publication de la commission ouvrière et d'autre part la publication signée "travailleurs de l'usine" ? Comment peuvent-ils simultanément affirmer qu'il y a le droit de tendance et nier aux tendances le droit de s'exprimer en tant que telles ? Et lorsqu'ils posent pour eux-mêmes la formation d'un bloc ou d'une tendance, projettent-ils de s'exprimer en tant que "travailleurs d'usine" et non comme tendance au sein de la commission ouvrière ?

Nous croyons avoir le droit de demander à ces camarades ouvriers, et aux dirigeants du M.C.E., un minimum de réflexion et de suite dans les idées, pour qu'ils laissent de côté ce type de manoeuvres contraires à toute tradition de démocratie ouvrière, au moment où ils nous présentent leurs positions, s'ils sont vraiment prêts à aller jusqu'au bout du chemin qui mène vers l'unification des commissions ouvrières de Guipuzcoa.

Malheureusement, on ne peut dire grand-chose à propos de la coordinatrice "Biltzar". Imposant la force de son appareil aux militants et sympathisants qu'elle contrôle, la direction du PC espagnol réitère une fois de plus ses positions sectaires et anti-unitaires. Malgré notre proposition adressée tant à la direction qu'à la base du PC et à toutes les commissions ouvrières, "Biltzar" continue à fonctionner séparément.

En ce moment, un grand pas en avant s'effectue vers l'unité du mouvement ouvrier de Guipuzcoa. Nous nous engageons à défendre avec la dernière énergie le droit des camarades de "Biltzar" à exprimer et à défendre ce qu'est aujourd'hui leur ligne politique, publiquement et en tant que telle, au sein des futures commissions ouvrières unifiées. Nous nous engageons à défendre le droit de "Biltzar" de se structurer en tant que tendance au sein des commissions ouvrières unifiées. Le fait que nous soyons en désaccord total avec cette ligne politique n'est pas et ne sera pas un obstacle pour que nous défendions ce droit démocratique élémentaire. Mais partant de là, nous croyons que ce serait un attentat contre les intérêts et l'unité du mouvement ouvrier si ces camarades maintenaient l'attitude sectaire à laquelle ils s'accrochent jusqu'ici.

Nous avons déjà indiqué comment les positions de "Comités ouvriers" devant les réunions en cours sont relativement inadéquates et contradictoires. Cela est dû en premier lieu au caractère spécifiquement typique de ces "comités". En réalité, il ne s'agit pas d'organismes ouverts et unitaires comme les commissions ouvrières.

D'une certaine façon, ils constituent un mélange d'organisation politique et de commission ouvrière. Ils représentent en réalité, plus clairement que n'importe quel autre des organismes surgis des entreprises, une tendance du mouvement ouvrier, celle du syndicalisme révolutionnaire, structurée en tant que telle, mais séparée du reste du mouvement ouvrier organisé. Cette séparation leur donne un caractère hybride, à mi-chemin entre l'organisation politique et la commission ouvrière.

De la part d'une des fractions hégémoniques au sein des "comités" celle des "minorités" ex-ETA le maintien de cette situation contradictoire est le résultat du passé, de la manière dont ces "comités" sont nés, et de la survie des déviations syndicalistes qui caractérisèrent cette fraction au moment de sa rupture avec ETA VI EN 1972. Mais de la part de l'autre fraction des comités, celle des N.O.C., il s'agit d'une position théorisée. Cette fraction défend la thèse qu'aucune unité

n'est possible avec les réformistes, et qu'on ne pourra réaliser l'unité de la classe ouvrière que lorsque la majorité de la classe sera passée sur des positions révolutionnaires.

Une telle attitude nous paraît comme fondamentalement sectaire. D'une part, à l'échelle historique, il est incontestable que si le renversement de l'Etat bourgeois exige l'action unitaire des masses ouvrières les plus larges, cette nécessité doit être préparée antérieurement par l'unité du front prolétarien, malgré l'inévitable division entre partis ouvriers. D'autre part, au niveau très concret, les divergences avec les organisations réformistes n'empêchent point que nous puissions combattre côte à côte, dans les luttes de tous les jours, avec les militants de ces organisations. En fin de compte, le seul moyen pour amener ces militants à rompre avec leurs directions traîtres, c'est que leur propre expérience, faite conjointement avec les révolutionnaires, dans un combat unitaire et commun, les amène à la conviction que la position défendue par les révolutionnaires soit meilleure que celle de leurs propres dirigeants.

* 5. Nos propositions

La première tâche c'est de faire discuter par l'ensemble de l'avant-garde et, avant tout, par tous les militants propres des commissions ouvrières et des comités ouvriers, tous les problèmes surgis au cours des réunions unitaires.

A partir de cela, il faut déjà mettre en marche l'unification des commissions ouvrières: élection démocratique des représentants au sein de chaque commission pour les "coordinatrices" locales; partant de celles-ci, agir de même pour les "coordinatrices" de zone, et ensuite de même pour la coordinatrice au niveau de toute la province.

Pour que cette unification soit pleinement efficace il est nécessaire de conquérir l'appui des commissions ouvrières "Biltzar" et de l'ensemble des "comités ouvriers". Nous appelons toutes les organisations politiques, les "coordinatrices" et les commissions ouvrières qui appuient déjà le projet d'unification à lancer une campagne publique interne dans le but d'obtenir l'adhésion de ces divers courants ouvriers.

Pour l'obtenir effectivement, il est nécessaire de joindre à cet objectif la proposition d'une démocratie réelle et véritable au sein des commissions ouvrières, proposition qui doit comporter le droit de tendance. Nous insistons sur le fait qu'un courant minoritaire du mouvement ouvrier ne peut accepter sa dissolution de fait en tant que tel. Un courant majoritaire pourra encore moins l'imposer.

Si la majorité des courants et des "coordinatrices" qui acceptent aujourd'hui l'unification des commissions ouvrières devaient nier ce droit démocratique élémentaire, nous accepterions de toute manière l'unification immédiate. Mais nous le ferions en critiquant et en dénonçant politiquement de telles manoeuvres bureaucratiques. Nous le ferions, conscients du fait que cette unification ne reposerait que sur des pieds d'argile, et risquerait de s'effondrer au premier conflit que le déroulement de la lutte de classe provoquerait au sein des commissions ouvrières unifiées, c'est-à-dire conscients de ce qu'il ne s'agirait pas encore d'une unité consolidée. Nous le ferions en faisant attention à ne pas critiquer ceux qui, sur la base de

leur volonté unitaire ne seraient pas disposés à accepter leur disparition en tant que courant, ni l'annulation des garanties démocratiques minima qui devraient correspondre à la dissolution des réseaux des "commissions" autonomes.

Mais nous insistons sur le fait que nous accepterions de toute façon l'unification. Parce que nous sommes convaincus qu'au delà des attitudes bureaucratiques de tel ou tel secteur, un pas en avant dans la possibilité d'offrir un cadre unitaire aux luttes

ouvrières est positif. Ce seront finalement ces luttes elles-mêmes qui, à l'avenir, poseront devant une avant-garde beaucoup plus ample que celle que nous pouvons convaincre aujourd'hui de ce que devrait être la démocratie au sein des commissions ouvrières, la nécessité de rompre avec des attitudes bureaucratiques qui rendent extrêmement difficiles les progrès du mouvement et des luttes ouvrières.

Carmen Ayesteran.

ALLEMAGNE

LA FIN DE LA STABILITE

L'hebdomadaire ouest-allemand "Der Spiegel" publia dans son numéro du 15 juillet 1974 un article de fond qui éclaire de manière frappante la situation politique et économique en République Fédérale Allemande. L'article est intitulé : "Conjoncture : tout tremble." On peut y lire : "Helmut Schmidt (Chancelier Fédéral ouest-allemand - INPRECOR) a peur de la grande crise. Toutes les personnes qui eurent des entretiens avec le chancelier durant les premières semaines de son gouvernement furent averties par lui qu'il y avait un danger que les marchés financiers internationaux instables pourraient s'effondrer demain, et qu'un chaos économique mondial pourrait éclater... Le chancelier s'occupe de plans pour écarter un chaos économique global plus que des programmes de réforme de la coalition social-libérale."

Jusqu'à quel point peut-on prendre cela au sérieux ? Y-a-t-il vraiment menace de crise grave, dans le pays jusqu'ici le plus stable d'Europe occidentale ? Ou bien les difficultés actuelles de l'économie ouest-allemande sont-elles de courte durée ? Seront-elles éliminées par les réformes social-démocrates ? La réponse à toutes ces questions exige tout d'abord un bref rappel des traits particuliers de l'impérialisme ouest-allemand au cours des dernières décennies.

Le mouvement ouvrier ouest-allemand de 1945 à 1965

Le fascisme et la 2ème guerre mondiale avaient interrompu la continuité du mouvement ouvrier ouest-allemand. Cela s'exprima déjà de manière négative durant les luttes des années 1945-1952. La bureaucratie syndicale et la social-démocratie purent canaliser la revendication ouvrière d'exproprier le grand capital responsable du nazisme vers le mot d'ordre anodin de "co-gestion en tant que premier pas". Le PC ouest-

allemand, jadis un des partis communistes les plus puissants de la IIIème Internationale, ne fut plus que l'ombre de lui-même pendant cette période. Suivant strictement la ligne de la politique extérieure de Moscou, le KPD défendit la nécessité d'un "large front populaire anti-fasciste", ligne qui était souvent à la "droite" de la ligne de la social-démocratie. Après avoir justifié les tentatives de démontage de l'industrie de la Ruhr à des fins de réparation, il maintint la ligne du "front populaire anti-fasciste" même après la réforme monétaire de 1948 et la création de la RFA en 1949, lorsque la consolidation du capitalisme ouest-allemand était déjà apparente et lorsque le boom d'après-guerre se préparait.

Sous la direction de ces organisations réformistes et stalinienne, la classe ouvrière fut de plus en plus refoulée sur la défensive et subit une grave défaite en 1952, avec l'adoption de la loi sur les conseils d'entreprises (Betriebsverfassungsgesetz). La défaite électorale du SPD (Parti social-démocrate) en 1953, l'établissement d'un fort gouvernement bourgeois, enterrèrent également le rêve du "socialisme réalisé par la voie électorale". Les années 1952-53 représentent de ce fait un véritable tournant. Avant ce tournant, il y eut plusieurs grèves à caractère clairement politique, même si elles étaient défensives. Au cours des deux décennies suivantes, cela ne devait plus se reproduire.

L'histoire de la classe ouvrière ouest-allemande de 1954 jusqu'au milieu des années soixante est marquée par une séparation pernicieuse entre des grèves économiques "pures", dirigées par les syndicats (dont les plus importantes furent les grèves des métaux de Bavière en 1954, de Schleswig-Holstein en 1957-58, et de Bade-Wurtemberg en 1963), et des luttes politiques pacifistes contre le réarmement. Cette séparation correspondait à la politique avouée de la bureaucratie syndicale et de la bureaucratie du Parti Socia-

liste. Toutes les deux avaient affirmé ouvertement après 1953 qu'elles étaient prêtes à reconnaître sur le plan politique les seules décisions du parlement bourgeois comme valables. En adoptant son programme de Bad-Godesberg en 1959, le SPD fit un pas de plus. Il approuva le système bourgeois existant comme "économie sociale de marché" et abandonna le but politique du socialisme. Le KPD avait manœuvré dans un tel isolement qu'il put être interdit par l'Etat bourgeois en 1956 sans qu'il y eut des actions de la classe ouvrière ouest-allemande pour le défendre.

Deux facteurs importants doivent être mentionnés comme arrière-fond de toute cette évolution : le boom de longue durée de l'économie ouest-allemande, et l'évolution en République Démocratique Allemande (RDA).

Pour diverses raisons que nous ne pouvons pas analyser ici en détail, le capital ouest-allemand connut un essor d'ampleur extraordinaire qui ne peut être comparé qu'avec celui d'une période du siècle passé. Les taux de croissance de l'économie ouest-allemande étaient en moyenne largement supérieurs à ceux de l'économie impérialiste internationale. Même si la classe bourgeoise profita le plus de ce boom, le niveau des salaires réels, qui avait été très bas au lendemain de la deuxième guerre mondiale et de la réforme monétaire de 1949, connut une augmentation considérable.



Brandt, Guillaume.

En Allemagne de l'Est par contre, un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé fut construit sous la protection de l'armée soviétique, dans des conditions de départ extrêmement défavorables, en partie à cause des réparations de guerre imposées par la bureaucratie soviétique sur la production courante jusqu'en 1953. Le niveau de vie des travailleurs était beaucoup plus bas qu'en RFA. En outre, cet Etat opprima ses propres travailleurs et écrasa par l'action militaire l'insurrection ouvrière du 17 juin 1953. Cette situation créa une base importante pour l'anti-communisme spécifique en Allemagne occidentale et son enracinement partiel dans la classe ouvrière.

Tout cela aboutit à la situation politique suivante :

1. La conscience de classe du prolétariat ouest-allemand fut encore davantage abaissée. Même la base du réformisme commença à être ébranlée. Les

rares grèves se déroulèrent séparées de toute revendication politique.

2. Le Parti social-chrétien CDU-CSU put acquérir une base dans certains secteurs de la classe ouvrière, même sans participation gouvernementale du SPD.

3. Le SPD conçut son rôle comme celui d'une solution de rechange oppositionnelle au gouvernement des sociaux-chrétiens sur un plan purement parlementaire. Il n'offrit aucune solution de rechange sur le plan social. En fonction de cela, la classe ouvrière vota pour lui dans sa majorité, mais sans engagement ou conviction majeure.

Le début d'un tournant

La récession de 1966-67 a causé un million de chômeurs et une chute de 1% de la production industrielle. Des apologistes endurcis du régime capitaliste ne seront pas ébranlés par de tels chiffres. Néanmoins, cette récession commença à ébranler la société ouest-allemande.

Pour la bourgeoisie, il s'agissait d'un avertissement sérieux. Elle comprit que les instruments de politique économique dont elle disposait ne correspondaient pas à la crise du capitalisme en déclin. Elle se vit par ailleurs obligée de remplacer son instrument de domination politique, la CDU par un instrument d'intégration classique. En s'orientant vers une "grande coalition" CDU-SPD, elle obtint simultanément deux résultats : d'abord une expansion des instruments d'intervention de l'Etat dans la conjoncture économique; ensuite, une "intégration" plus grande de la classe ouvrière dans le régime grâce à la participation du SPD au gouvernement.

Ce dernier résultat devait surtout servir à faire accepter par les travailleurs le fait qu'ils avaient payé les frais de la récession. A court terme, cette stratégie fut couronnée de succès. Jusqu'au milieu de l'année 1969, la classe ouvrière fut traumatisée par les effets de la récession, ce qui permit au patronat de réaliser d'énormes profits lors du nouveau "boom", alors que les salaires n'augmentèrent que modérément.

Mais, à plus long terme, la récession de 1966/67 signifia pour la classe ouvrière ouest-allemande la fin de l'illusion que le capitalisme pourrait assurer une prospérité économique permanente et une hausse constante des salaires réels.

Au même moment se produisit en RFA le plus grand mouvement de radicalisation des étudiants et de la jeunesse en général de toute l'Europe occidentale. Partant d'un mouvement de protestation radical-démocratique, un large mouvement socialiste se développa dans les universités de 1965 à 1969, puis s'étendit à l'ensemble du système scolaire et à des secteurs de la jeunesse ouvrière. Malgré son hétérogénéité politique, ce mouvement réussit à gagner une influence politique directe sur la société ouest-allemande, par exemple lors de la campagne contre le projet de loi d'exception, lors du congrès pour le Vietnam de février 1968, et lors des troubles causés par l'attentat contre son dirigeant Rudi Dutschke. Le mouvement étudiant a surtout pu gagner cette force de frappe politique parce que l'Etat bourgeois ne fut pas préparé, ni du point de vue politique, ni du point de vue de la répression pour l'affronter.

L'aspect tragique du mouvement résulta en premier lieu de l'absence de simultanéité de la radicalisation dans la jeunesse scolarisée et dans la classe ouvrière.

A l'opposé de ce qui est arrivé en Mai 68 en France, où "l'étincelle" des barricades étudiantes fit détonner la combativité d'une classe ouvrière aguerrie par des luttes économiques et disposant d'un niveau d'éducation politique beaucoup plus élevé, il n'y eut pratiquement pas d'interaction en Allemagne occidentale (la seule exception fut celle de la lutte contre le projet de loi d'exception, où les syndicats se virent obligés de répondre à des impulsions émanant du mouvement étudiant, en vue de les canaliser dans quelques actions de protestation.)

Les deux facteurs, la récession de 1966-67 et la radicalisation de la jeunesse scolarisée de 1965-69 ont une grande importance pour comprendre l'évolution de la RFA. Ils créèrent en quelque sorte les fondements d'un tournant économique et politique de la société ouest-allemande -- le premier depuis 1952. La foi dans la permanence du "miracle économique" fut ébranlée. Une première solution de rechange par rapport à la société bourgeoise fut articulée par le mouvement étudiant. Une critique radicale, contestant les fondements mêmes de cette société se fit de nouveau entendre. Même si ce mouvement de protestation ne fut pas prolétarien dans sa grande majorité, il renouela le courant révolutionnaire brisé depuis la victoire du fascisme. De ce fait furent jetées les bases pour l'élimination des facteurs négatifs et de freins, rassemblés au cours de trois décennies d'histoire et de défaites du mouvement ouvrier allemand.

Le "tournant" du prolétariat ouest-allemand

En fait, un tournant dans le comportement du prolétariat ouest-allemand s'est effectivement produit quelques années plus tard. Il s'est surtout exprimé sur le terrain des luttes économiques. La classe ouvrière ouest-allemande a commencé à faire grève sans et même contre la bureaucratie syndicale. Depuis septembre 1969, les "grèves sauvages" occupent une place importante comme moyen de lutte de la classe ouvrière (la dernière vague a eut lieu en été 1973). Elles ont d'ailleurs obligé les syndicats à adopter, eux aussi, une tactique de lutte plus offensive, pour conserver l'hégémonie sur la classe ouvrière (voir par exemple la grève des services publics au début de l'année 1974.)

Dans le domaine politique ce "tournant" s'est exprimé par un rapprochement avec la social-démocratie, plus exactement par un appui massif et actif à la social-démocratie ouest allemande et à ses projets de réforme, ainsi que par une rupture massive et claire avec les sociaux-chrétiens en tant que "parti patronal". Le "tournant" politique de la classe ouvrière ouest-allemande a donc renforcé et non affaibli le parti ouvrier de masse traditionnel. L'expression la plus claire de cet appui accentué se manifesta lors de la tentative des sociaux-chrétiens de renverser le gouvernement Brandt-Scheel en achetant quelques voix de parlementaires, au moyen d'un "coup d'Etat à froid". Des dizaines de milliers de travailleurs réagirent sur le champ par une grève spontanée : des centaines de milliers se réunirent dans des manifestations de rue pour protester contre le "putsch de Barzel" (Barzel fut le candidat chancelier opposé par la CDU-CSU à Willy Brandt - INPRECOR).

listes prirent ouvertement position pour la CDU-CSU à l'opposé de ce qu'ils avaient fait en 1969. Le SPD mena sa campagne sous des mots d'ordre démagogiques mais à signification sociale très nette, comme "des millions d'électeurs contre les millionnaires". La classe ouvrière s'engagea fortement pour le SPD, qui put également gagner des nouveaux électeurs dans les classes moyennes. Ceci aboutit à une victoire claire du SPD et à une nouvelle coalition SPD-FDP (le FDP, parti Démocrate Libre est le deuxième parti bourgeois d'Allemagne occidentale, libéral-bourgeois -INPRECOR).

Ce que l'on a noté auparavant au sujet de la radicalisation des jeunes et de la classe ouvrière se répéta cette fois-ci de nouveau. Il y avait absence de simultanéité entre la radicalisation ouvrière sur le plan des luttes économiques et celle sur le plan de la conscience politique. Dans les faits, les travailleurs rompirent massivement par des grèves avec les bureaucraties ouvrières du SPD, de la DGB (Confédération Ouvrière Allemande - INPRECOR); mais rien ne correspond encore à cette rupture sur le plan politique.

Néanmoins, il y a un fond progressif même dans ce "tournant" vers le réformisme politique : les travailleurs perdent progressivement la foi dans la capacité auto-régulatrice du capitalisme. Ils perdent leur croyance dans la supériorité de ce système par rapport à celui de l'économie planifiée. Il en découla une conviction qu'il fallait changer ce système, et l'absence d'un courant révolutionnaire large dans la classe ouvrière aboutit à l'espoir d'un changement par voie de réformes.

De là le caractère ultra-sectaire de l'attitude adoptée par une grande partie des révolutionnaires ouest-allemands, qui appelèrent au boycott des élections parlementaires de 1972. Autant il fut juste de dénoncer les illusions réformistes des sociaux-démocrates à l'occasion de ces élections, autant il fut erroné de présenter le processus d'un engagement plus actif de la classe ouvrière pour la social-démocratie en premier lieu comme un processus négatif. Appeler les travailleurs à boycotter les élections, moment d'un engagement plus actif de la classe ouvrière organisée contre la CDU-CSU en tant que parti patronal, était compris par les travailleurs les plus engagés comme un appel à l'indifférence, voire comme un appui indirect au parti du patronat.

Les difficultés économiques du capitalisme ouest-allemand et leur généralisation

Entre temps, il s'est avéré que la récession de 1966-67 ne fut point un "accident" ou une "erreur" due à une politique conjoncturelle inadéquate, mais au contraire, une caractéristique de la nouvelle étape ouverte pour le capital ouest-allemand.

Cinq facteurs illustrent les difficultés économiques actuelles du capitalisme ouest-allemand :

1. Depuis le début des années soixante, et surtout depuis la récession de 1966-67, la technologie la plus avancée a été introduite sur grande échelle dans l'économie ouest-allemande. Celle-ci avait eu auparavant un fondement plutôt démodé par rapport aux critères internationaux. Il en résulta donc un accroissement de la composition organique du capital en Allemagne occidentale.

2. L'accroissement prononcé des salaires réels en RFA a conduit dans la période 1960-65 à une augmentation de la part des salaires et traitements dans le revenu national. Le niveau très bas du chômage jusqu'à

De ce fait, les élections législatives de 1972 eurent un caractère d'affrontement social beaucoup plus clair. Effrayés par la vague de grèves sauvages, les capita-

la récession ne permit plus d'exercer une pression sur les salaires.

Ces deux premiers facteurs expliquent la pression dans le sens de la baisse sur le taux de profit.

3. Depuis le début des années 60, il y a des difficultés croissantes d'écoulement de la production courante pour le capital ouest-allemand. Ces difficultés ont été temporairement "recouvertes" par une expansion colossale du crédit, qui impose une lourde hypothèque sur l'évolution future. La dette publique qui représentait 6,1% du produit national brut en 1950, représentait 13,8% de ce PNB en 1970. Le volume de la dette privée s'élevait en 1950 à 38% du PNB et à 63% en 1970. Ces deux pourcentages se sont encore accrus entre 1970 et 1974. Le résultat provisoire qui en découle est un taux d'inflation de 8%. A plus long terme, ce sera ou bien une inflation galopante, ou bien l'éclatement ouvert de la surproduction.

4. Le "boom" ouest-allemand a été fondé dans une large mesure sur l'insuffisance criante des investissements d'infrastructure, du système de santé et d'enseignement, etc., ainsi que sur la détérioration rapide de l'environnement. Cela se paye aujourd'hui par l'aggravation de ces conditions de vie. Voilà l'arrière-fond réel des mots d'ordre du SPD et de la DGB en faveur d'une "amélioration de la qualité de la vie". Les énormes investissements sociaux rendus aujourd'hui nécessaires en fonction de ce qui ne fut pas fait au cours des 25 années précédentes, ne peuvent pas être intégralement réalisés, vu la situation économique globale difficile. Résultat : une crise aggravée de l'environnement, des transports, des villes, du secteur de l'enseignement, etc. Les "réformes", les investissements effectivement réalisés ne sont que des interventions de chirurgie esthétique, et non une véritable guérison.

5. L'économie ouest-allemande dépend en grande partie des exportations. Le long boom lui-même était fondé sur une croissance des exportations plus rapide que celle des ventes sur le marché intérieur. Des branches industrielles aussi importantes que l'industrie automobile, l'industrie chimique, l'industrie d'appareils électriques, dépendent des exportations pour vendre de 30 à 50 % de leur production. Vu la récession dans la CEE (Voir l'article d'Ernest Mandel "Le Marché Commun en crise", No 2 de INPRECOR), vu la synchronisation croissante des cycles économiques, vu la crise générale croissante de l'économie capitaliste internationale, ce facteur devient de plus en plus explosif. Le patronat ouest-allemand craint à juste titre que le surplus très élevé de la balance des paiements de la RFA ne sera plus accepté par ses "partenaires" et qu'il entraînerait des mesures protectionnistes.

Aujourd'hui déjà, les grands exportateurs de l'industrie automobile ouest-allemande payent à chaque ouvrier qui abandonne volontairement son emploi jusqu'à 10.000 D.M. La Opel AG, une succursale de la General Motors Corp. a ainsi réduit son personnel de 3.000 personnes, au prix de 20 millions de D.M., ce qui lui a d'ailleurs fait économiser de l'argent car cela a permis de tourner les règlements en vigueur concernant les licenciements, le chômage partiel, etc.

En gros, il s'avère que la situation économique en Allemagne occidentale ne diffère que de manière quantitative de la situation générale de l'économie des pays impérialistes. Cet écart résulte de quelques réserves qui subsistent en RFA, accumulées au cours du long "boom". A moyen terme, la deuxième puissance industrielle du monde s'oriente vers une récession grave. L'ampleur de cette récession et son impact sur le mar-

ché mondial, seront d'une importance considérable pour la conjoncture de l'économie mondiale. Le Chancelier Schmidt que nous avons cité au début de cet article, semble l'avoir compris, lui aussi.

La bourgeoisie à la recherche d'une solution

La participation gouvernementale du SPD signifia d'une part pour la bourgeoisie allemande une tentative d'"intégrer" la classe ouvrière au moyen de "l'action concertée" (entre syndicats, patronat et gouvernement -- INPRECOR) et de lier les syndicats à des taux maxima d'augmentation annuelle des salaires. Elle signifia, d'autre part, pour la classe ouvrière, l'espoir de réaliser des réformes sociales et d'améliorer la "qualité de la vie." Vu le caractère contradictoire des intérêts sociaux en jeu, non seulement l'effort d'"intégrer" la classe ouvrière mais encore la politique du SPD étaient condamnés à l'échec.

Conformément à la pression du patronat, la social-démocratie s'opposa ouvertement aux revendications salariales avancées par les syndicats lors de la dernière négociation pour le renouvellement des contrats collectifs. Mais elle fut incapable d'agir effectivement contre ces revendications, vu son imbrication avec la bureaucratie syndicale. Mais c'est précisément pareille action efficace que la bourgeoisie attend de l'Etat bourgeois dans la situation actuelle.

De son côté, la classe ouvrière a abandonné ses espoirs d'obtenir des réformes sociales importantes et donc son appui offensif au SPD, vu la situation économique aggravée et l'attitude ouvertement pro-capitaliste du gouvernement dirigé par le SPD. La résignation et la déception ont remplacé l'appui euphorique des travailleurs au SPD de 1972. Témoignage : les réactions minimales de la classe ouvrière lors de la démission de Brandt, comparées aux réactions au "coup d'Etat à froid" de 1972.

La bourgeoisie ouest-allemande intensifie à présent sur deux plans ses efforts pour se préparer de la manière la plus adéquate à une confrontation avec la classe ouvrière. Sur le plan parlementaire, la CDU-CSU utilise à fond sa possibilité de bloquer les décisions du Bundestag (Chambre des Députés - INPRECOR) à l'aide de la majorité d'une voix qu'elle détient au sein du Bundesrat (la deuxième chambre du Parlement ouest-allemand, composée d'après la structure fédérale de la RFA par des représentants des Diètes des Länder - INPRECOR). Il n'y a pratiquement pas de projet de loi proposé par le gouvernement qui n'est pas remis en question, ou dont l'application n'est pas retardée, par suite de cette initiative du Bundesrat. Le but de cette politique est d'obliger le SPD à passer progressivement sur une ligne encore plus hostile aux intérêts ouvriers, d'écarter les réformes réelles (et chères), et surtout d'accentuer une "ligne dure" en matière de "sécurité intérieure", contre la gauche révolutionnaire. Le partenaire libéral de la coalition, le FDP, joue à ce propos souvent le rôle de "cheval de Troie" de l'opposition au sein de la coalition. Lorsque ces moyens parlementaires s'avèrent insuffisants, l'opposition a recours au Tribunal Constitutionnel dans le but de déclarer "non-constitutionnel" une loi ou une réforme. C'est ce qui arriva par exemple avec la loi légalisant l'avortement pendant les trois premiers mois de grossesse.

On ne se limite cependant pas à agir sur le seul plan parlementaire. Le capital mobilise son "opposition extra-parlementaire". Quelques milliers de patrons

participant à un grand meeting à Cologne entendirent des discours enflammés les appelant ouvertement à la "lutte de classe". Une "rencontre nationale des artisans" fut organisée à Hanovre, où des représentants du gouvernement furent accueillis par des cris tels que "Il faut les fusiller", "Allez dans la zone orientale" (c'est le terme avec lequel la RDA est désignée par les partisans de la guerre froide). Lors d'un meeting de masse de paysans, tenu récemment à Dortmund, la peur compréhensible des petits paysans, et leur colère contre la "restructuration" capitaliste proposée par le Marché Commun furent "réorientées" au profit de la bourgeoisie, contre le gouvernement de la RFA. C'est dans ce même contexte qu'il faut placer les déclarations "viriles" du représentant numéro 1 de l'Etat fort en RFA, Franz Josef Strauss, prononcées en juillet 1974, lors de la conclusion du congrès de la CDU-CSU : il s'agirait de mener une lutte offensive contre "l'influence du marxisme", de l'"écarter" en Allemagne (!) et en Bavière, et d'arrêter le "bradage de l'Allemagne à la RDA par le SPD". Cette offensive extra-parlementaire n'a pas manqué d'aboutir à un regroupement de forces néo-fascistes, qui se caractérisent par un militantisme accentué et une démagogie sociale prononcée.

La démission de Willy Brandt et l'arrivée au pouvoir de Schmidt, "le réalisateur"

La chute du "chancelier de la paix" Willy Brandt fut le premier résultat éclatant de cette double offensive de la part de la bourgeoisie. Elle fut l'aveu par le SPD de l'échec d'une "politique des réformes" et d'une "politique d'intégration". La grève des services publics de début 1974 marqua nettement les termes de cet échec. Brandt affirma que les augmentations de salaires dépassant 10% aboutiraient à une inflation dépassant 10% et à une augmentation du chômage. Il proclama que de telles augmentations étaient intolérables pour le gouvernement. Sous la pression de la base, le syndicat des services publics Oe. T. V. fut cependant obligé de déclencher des grèves -- et gagna haut la main sans que le gouvernement ose agir massivement contre les grévistes, comme les patrons l'avaient espéré. Cette victoire syndicale avait des conséquences pour toutes les négociations salariales en cours. Par-tout, les nouvelles conventions inclurent des augmentations de salaire dépassant 10%.

Les élections pour les diètes des Länder en 1974 reflétèrent également l'échec de la politique du SPD. Ses pertes furent partout sensibles, quelque fois il perdit jusqu'à 10% des voix. L'appui de la classe ouvrière avait baissé. Vu la situation économique aggravée, des couches moyennes et des fractions arriérées de la classe ouvrière commencèrent à identifier la CDU-CSU avec la stabilité et la prospérité économiques.

L'occasion pour la démission de Brandt fut créée par l'affaire d'espionnage Guillaume. Elle fut saisie par Brandt pour admettre l'échec de sa politique. Elle fournit suffisamment de munitions au patronat et à la CDU-CSU pour éliminer Brandt comme "homme faible", "risque de sécurité", etc. On peut supposer qu'au moins le moment où l'affaire Guillaume fut révélée n'est pas le produit du hasard...

Le successeur de Willy Brandt est Helmut Schmidt, ci-devant ministre des finances et ami de Giscard d'Estaing. Il savait comment se procurer un répit, fut-il de courte durée. Au lieu d'annoncer des réformes il proclama dans sa déclaration ministérielle que le

cabinet "allait se concentrer sur ce qui est réalisable". Ce qui est "réalisable" pour Helmut Schmidt, c'est avant tout la violation des promesses électorales de 1969 et de 1972, avec lesquelles la classe ouvrière avait été gagnée. A l'opposé de Brandt, qui s'efforce de concilier, au sein du SPD, les différentes ailes contradictoires de ce parti, Schmidt représente l'aile ouvertement pro-capitaliste de ce parti, qui ne se sent pas lié par des décisions de congrès du parti, et qui est prêt à sévir contre les Jeunes Socialistes et l'aile "gauche" du SPD.

Mais Schmidt a encore moins de chance que Brandt pour surmonter les contradictions du SPD en tant que parti gouvernemental. Il est obligé d'oeuvrer en vue de sa propre chute en 1976, l'année des prochaines élections législatives. Il n'a de chances d'obtenir du crédit auprès de la bourgeoisie que s'il réussit à imposer un "accord de stabilité" aux syndicats.

A cette fin il a réalisé une réforme fiscale. L'inflation accélérée avait pour résultat de réduire le revenu net des travailleurs par une progression accentuée de l'impôt sur les salaires. En fait, sur chaque DM gagné par les ouvriers comme augmentation des salaires au cours de 1973, presque la moitié a été reperdue par la progression de l'impôt sur le revenu.

Mais la réforme fiscale n'aboutira que pour la seule année 1975 à une réduction minime des impôts payés par les ménages de travailleurs. Même si le taux d'inflation n'augmente pas, la progression intolérable de l'impôt sur les salaires recommencera à oeuvrer dès 1976. En plus, cette réforme ne comportait qu'un seul point où le patronat aurait subi une détérioration de sa ponction fiscale par rapport à la législation en vigueur. Et ce point fut éliminé sous l'offensive des patrons et de la CDU-CSU... La réforme fiscale telle qu'elle est finalement adoptée correspond d'ailleurs même aux intérêts à court terme de la bourgeoisie, car elle assure un certain accroissement de la demande sur le marché intérieur pour l'année 1975, qui sera une année de mauvaise conjoncture.

L'idéal pour la bourgeoisie, ce serait évidemment qu'en échange de cette réforme fiscale misérable, les syndicats acceptent de "modérer", voire de bloquer leurs revendications salariales. Pareil succès accroîtrait sans aucun doute le prestige de Schmidt aux yeux de la bourgeoisie mais le discréditerait aux yeux de la classe ouvrière, avec des résultats électoraux à l'avènement.

La recherche d'une solution à la crise de direction par la bourgeoisie ouest-allemande s'effectue sur un arrière-fond différent de celui des autres pays d'Europe occidentale. Vu la déception et le manque de perspective de la classe ouvrière, et la faiblesse de la gauche révolutionnaire, la bourgeoisie a bien plus de marges de manoeuvre en RFA qu'ailleurs. Sa pression peut obliger le parti ouvrier bourgeois qu'est le SPD à glisser à droite, sans payer comme prix de ce glissement une poussée immédiate à gauche du prolétariat. Car à la gauche du SPD il n'y a encore aucun pôle révolutionnaire crédible qui pourrait être considéré par une couche de travailleurs comme solution de rechange par rapport aux bureaucraties du SPD et de la DGB.

La situation au sein du mouvement syndical

Les prochaines négociations salariales marqueront une étape importante dans la lutte de classe en RFA, étant donné que Schmidt a pratiquement repris la thèse patronale. Il faudra donc que la classe ouvrière

s'oppose ouvertement à la politique gouvernementale, si elle veut défendre ses propres intérêts. Cela implique qu'elle passe d'une phase de déception et de désorientation à une phase de défense plus combative de ses intérêts, et qu'elle commence à prendre ses distances par rapport au SPD.

Ce qui reste ouvert, c'est de savoir si des couches importantes de travailleurs pourront se dégager de l'influence de la bureaucratie syndicale, et si la gauche révolutionnaire réussira à étendre son influence au sein de la classe ouvrière, surtout dans la nouvelle avant-garde ouvrière dans les entreprises, en voie de formation depuis 1969.

En effet, depuis les grèves sauvages de septembre 1969 se produit au sein des entreprises un processus de remplacement progressif des dirigeants ouvriers gagnés à la collaboration de classe au cours des années 50 et 60, par des dirigeants plus combattifs. Ceux-ci s'avèrent cependant incapables de prendre les initiatives nécessaires en face des nouvelles tâches suscitées par le chômage partiel, l'accélération des cadences, les licenciements et les fermetures d'usines. Cet état de fait reflète à la fois le peu de progrès réalisé au cours des 5 dernières années par la conscience de classe même chez les ouvriers les plus avancés, et le développement inégal de la radicalisation au sein de la classe ouvrière. Car cette même avant-garde ouvrière nouvelle était fort capable de diriger les luttes salariales de 1969 et de 1973 sans, et même partiellement contre la bureaucratie syndicale.

Cette bureaucratie n'est pas restée inactive et s'efforce de renforcer ses positions affaiblies au cours des dernières années. Jusqu'au milieu des années 60 elle avait essayé de s'appuyer sur les "Hommes de confiance" (Vertrauensleute, partiellement comparables aux shop stewards britanniques ou aux délégués syndicaux belges), au sein des entreprises, pour neutraliser les membres des conseils d'entreprises trop enclins à adopter des positions autonomes de collaboration de classe, s'identifiant avec l'intérêt du patronat. Ces "hommes de confiance" furent aussi les promoteurs d'une nouvelle direction ouvrière au niveau des entreprises. La direction syndicale s'efforce donc d'en freiner l'essor par de nouvelles dispositions réglementaires, qui dissolvent notamment les canaux de communication inter-entreprises des "hommes de confiance" au niveau local.

La bureaucratie passe par ailleurs à des mesures disciplinaires plus marquées en introduisant, parallèlement aux interdictions gouvernementales d'employer des socialistes dans les services publics, des résolutions dites d' "incompatibilité". Celles-ci stipulent que l'appartenance à des organisations révolutionnaires, généralement choisies de manière arbitraire, est incompatible avec l'appartenance au syndicat. Le prétexte trouvé, ce fut la ligne défendue par des groupes maoïstes de créer une "Opposition Syndicale Rouge" indépendante de la DGB. En pratique ces mesures disciplinaires sont prises contre toute opposition syndicale, contre toute tentative de créer une tendance syndicale.

Tout cela constitue un ensemble de préparatifs non négligeables de la part de la bureaucratie. Il faut y ajouter le fait qu'elle a partiellement réhaussé son prestige aux yeux d'une partie de la classe ouvrière, en passant à la politique salariale "active" qui lui a été imposée par les grèves sauvages de 1969 et de 1972. Le renouvellement des conventions collectives en 1973/74 et la lutte menée par le syndicat des métallistes de Bade-Wurtemberg pour améliorer les conditions de travail

à la chafne, marquèrent les étapes principales de cette réactivation des syndicats. De ce fait, la bureaucratie syndicale aborde les conflits de classe qui s'annoncent de manière fort bien armée. Mais seules les luttes de classe concrètes démontreront si tous ces préparatifs suffisent pour bloquer le processus de mûrissement politique au sein des organes syndicaux de base.

Les militants syndicalistes combattifs devront s'efforcer de déclencher rapidement la discussion à la base sur des revendications à avancer afin d'atteindre une mobilisation anticipée par rapport au renouvellement des contrats collectifs. S'ils réussissent à ce propos, il y a deux possibilités : ou bien la bureaucratie cède devant la pression de la base, et agit ouvertement contre la politique patronale et celle du gouvernement dirigé par le SPD; ou bien une nouvelle vague de grèves sauvages éclate et conduit à une nouvelle perte de prestige pour la bureaucratie syndicale.

La situation économique pointe clairement vers l'aggravation de la récession. La dépendance croissante du marché mondial sape la conjoncture en RFA; l'aggravation de la récession en RFA est lourde et Schmidt est certainement l'homme qui connaît ces dangers, mais tout aussi certainement, il n'est pas l'homme qui pourrait les éliminer. En tant que parti ouvrier bourgeois, le SPD a confirmé son caractère ambivalent au cours des derniers événements. Cette nature ne lui permet pas d'imposer une politique heurtant ouvertement et agressivement de front les intérêts immédiats de la classe ouvrière. Pareille politique peut être appliquée avec beaucoup plus d'efficacité par la CDU-CSU, ou par une dictature militaire. Le SPD dépend plus que jamais de l'appui électoral de la classe ouvrière.

La situation de la classe ouvrière semble à brève échéance dépourvue de perspectives. Elle se détourne partiellement du SPD sans savoir dans quelle direction avancer; les secteurs les plus arriérés retournent même vers la CDU-CSU. C'est en partie le résultat d'une situation dans laquelle la gauche révolutionnaire ne représente pas encore une solution de rechange crédible par rapport au SPD, et dans laquelle elle est en outre hégémonisée par certains groupes maoïstes sectaires.

Dans la période à venir, il s'agit non seulement de trouver une solution de rechange pratique par rapport à la "modération" de la bureaucratie syndicale au niveau de la lutte salariale "pure". Il s'agit aussi et surtout de trouver une réponse aux questions-clés posées par la situation présente, à savoir la solution de rechange par rapport à la politique syndicale "active" fondée exclusivement sur les revendications salariales en période de "boom", et par rapport à la conception qui n'entrevoit pas d'autre moyen d'agir sur le terrain politique que l'appui électoral au SPD, "représentant des intérêts des salariés".

Les révolutionnaires doivent s'efforcer d'introduire dans la nouvelle avant-garde ouvrière au sein des entreprises et dans les couches progressistes des syndicalistes, des revendications qui permettent d'organiser la lutte solidaire contre la réduction des salaires réels, contre les licenciements et le chômage partiel, contre l'inflation et les fermetures d'entreprises. Si cet effort est couronné de succès, il est possible d'unifier toute la classe ouvrière et d'empêcher la démoralisation et la passivité qui menace les travailleurs. Dans ce cas, une nouvelle flambée de luttes ouvrières déjouera les projets du patronat, du chancelier Helmut Schmidt et de la bureaucratie syndicale.

Les mots d'ordre doivent être :

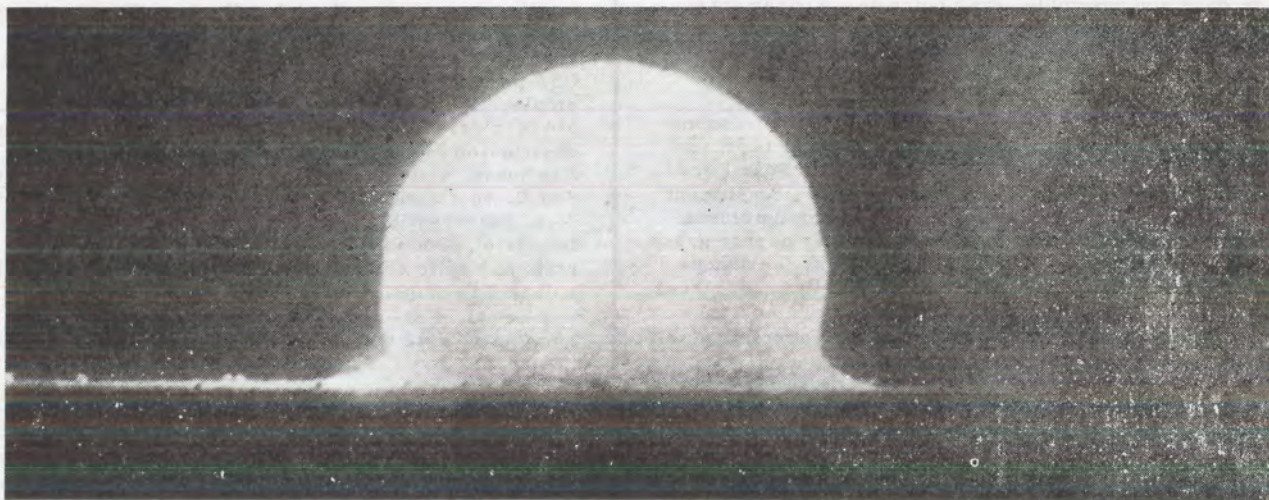
- Pas de crédit pour H. Schmidt !
- Pour un syndicalisme de lutte de classe !
- Pour que la classe ouvrière défende ses intérêts en prenant ses distances par rapport à la social-démocratie !
- Pour un programme de revendications transitoires : contre l'inflation, échelle mobile des salaires; contre

les licenciements, échelle mobile des heures de travail; contre l'accélération des cadences, contrôle ouvrier sur la production !

Winfried Wolf
Werner Hülsberg
22 juillet 1974

SALT

SALT, MIRV, MAD,...



détente?

La presse mondiale est pratiquement unanime : la 3ème grande bouffe de Nixon avec le premier secrétaire du PC soviétique, Leonid Brejnev, a été un four. L'hebdomadaire américain Newsweek écrit : "Malgré toute l'excitation et toutes les manchettes qui entourèrent la conférence au sommet, MM. Nixon et Brejnev n'ont pas réussi à résoudre le problème principal auquel ils étaient confrontés : limiter davantage la prolifération d'armes nucléaires offensives. Cet échec projette la perspective d'une escalade alarmante dans la course aux armements sur l'avenir de la détente."

De l'autre côté de l'Atlantique, l'hebdomadaire The Economist qui exprime l'avis d'un secteur non insignifiant du capital financier britannique, était tout aussi franc : "Lors de sa troisième rencontre avec Mr. Brejnev, Mr. Nixon a obtenu juste assez de résultats pour se défendre contre l'accusation qu'il n'aurait pas dû aller à Moscou du tout. Mais il n'a pas atteint ce qu'il désirait le plus, et ce qu'il pensait encore il y a peu de temps pouvoir obtenir. La concurrence nucléaire entre les super-puissances n'a pas

été arrêtée. Aucun nouvel accord en vue de l'arrêter d'une quelconque façon efficace n'a résulté de ces conversations."

Ce que Nixon apparemment croyait pouvoir atteindre, c'était un nouvel accord sur la limitation des armes nucléaires, ou du moins une "percée conceptuelle" sur un accord possible pour étendre celui qui fut conclu lors de la première rencontre au sommet en URSS en mai 1972. Cet accord fut le résultat du premier tour des "conversations sur la limitation des armes stratégiques" (SALT I) qui avaient commencé à Helsinki en novembre 1969 et qui s'étaient prolongées pendant deux ans et demi avant de produire des résultats.

Pour l'essentiel les accords SALT I limitent le nombre de fusées porteuses d'armes nucléaires qui peuvent être déployées par Moscou et Washington. Ils doivent rester en vigueur jusqu'en 1977. Conscients de la nécessité d'élaborer un accord faisant suite à SALT I longtemps avant l'expiration de l'accord de mai 1972; conscients également de la durée nécessai-

ie à la négociation d'un tel accord, les gouvernements américain et soviétique ont initié le deuxième round des conversations (SALT II) à Genève en novembre 1972. Jusqu'ici cependant, ce nouveau tour des négociations n'a point fait de progrès. Ni la visite de Kissinger à Moscou en mars 1974, ni celle de Nixon de juin 1974 n'ont permis de mettre SALT II sur orbite.

Pourquoi SALT ?

Il est évident que la classe dominante américaine de même que la bureaucratie soviétique ont intérêt à introduire une certaine limite à la course aux armements. Dans le monde capitaliste, et spécialement aux Etats-Unis, les dépenses gouvernementales massives pour acquérir des armes coûteuses constituent un facteur important d'exacerbation de l'inflation. En plus, le budget "de la défense" en expansion constante rend plus difficile l'augmentation de dépenses pour des projets tendant à canaliser la radicalisation de la communauté noire et d'accorder des concessions à la classe ouvrière dans son ensemble. D'un point de vue purement économique, l'impérialisme américain aurait beaucoup à gagner en stabilisant au moins ses dépenses visant l'acquisition des armes stratégiques.

Quant à la bureaucratie soviétique, les gains économiques qu'elle peut faire en réduisant le budget militaire quelque peu sont encore plus évidents. Pour l'économie soviétique, les dépenses nucléaires constituent un gaspillage total. Alors qu'un secteur de la classe bourgeoise américaine réalise d'énormes profits grâce aux contrats pour la fabrication d'armes, les dépenses militaires ne sont qu'une diversion des ressources économiques en URSS. Aucun secteur de la société n'en tire un profit quelconque. Techniquement, les armes produites sont absolument inutiles pour le maintien de la domination de la bureaucratie sur l'Europe orientale, ou dans le cadre de sa politique à l'égard du monde capitaliste pris dans son ensemble.

La demande accrue de biens de consommation de la part de la classe ouvrière soviétique, qui est aujourd'hui la majorité de la société et une majorité qui s'accroît même, soumet la bureaucratie à une pression constante pour qu'elle modifie sa politique d'investissements. La course aux armements représente l'obstacle principal sur cette voie. Du point de vue de la bureaucratie soviétique, il vaudrait mieux en finir complètement avec cette course aux armements nucléaires.

Le début même des conversations SALT exprime donc le désir mutuel de Moscou et de Washington de chercher à limiter l'escalade des dépenses pour des instruments de destruction nucléaire. Mais ce désir mutuel est limité à son tour par l'opposition fondamentale entre la nature de classe des deux Etats. En tant que puissance impérialiste dirigeante, l'impérialisme américain a besoin d'une supériorité nucléaire sur les Etats ouvriers. A l'époque nucléaire, la capacité de jouer le gendarme mondial implique la capacité d'utiliser, ou du moins de pouvoir menacer d'utiliser une force de frappe nucléaire. Et la bureaucratie qui gouverne l'Union Soviétique, quand bien même elle reste disposée à écraser ou à trahir des soulèvements révolutionnaires de par le monde en vue de conserver ses propres privilèges, n'a pas de choix et doit donc se défendre contre l'hégémonie nucléaire des Etats-Unis. Chaque innovation technologique made in USA, en vue d'accroître la capacité de l'impérialisme américain à faire jouer le chantage nucléaire doit donc être suivie d'une innovation défensive correspondante en URSS. Indépendamment des désirs des deux côtés, de la prétendue détente, ou de tout autre facteur secondaire, il en résulte précisément une course aux ar-

mements nucléaires. En dernière analyse, celle-ci est le produit de la contradiction irréconciliable entre le système social qui prévaut aux Etats-Unis et celui qui existe en URSS.

Tout cela peut paraître plutôt évident pour des marxistes-révolutionnaires, bien que ce soit indispensable pour comprendre l'importance et les limites des SALT. Malheureusement, ce n'est pas si évident que cela pour tout le mouvement ouvrier, y compris pour toute son avant-garde. La bourgeoisie et ses porte-paroles formulent en général ces discussions sur la course aux armements nucléaires dans les termes de ce qui est généralement appelé la "théorie du jeu", une des excroissances théoriques les plus décadentes de l'époque de l'agonie du capitalisme. Mais la terminologie et l'idéologie de cette "théorie" appliquée au domaine des armes nucléaires ne prévaut pas seulement dans les revues bourgeoises, mais encore dans beaucoup d'organes du mouvement ouvrier. La formule la plus communément utilisée, qui reflète l'utilisation de cette "théorie" est celle qui affirme, que, sous-jacente aux conversations SALT, il y a la question de "l'équilibre nucléaire de la terreur entre les deux super-puissances". Le jargon spécialisé utilisé aux USA pour référer à cette "équilibre de la terreur" emploie le vocable appelé de manière appropriée MAD, c'est-à-dire "mutual assured destruction" (la destruction mutuelle assurée - INPRECOR). John Newhouse, auteur d'un livre consacré à l'histoire de SALT, en a résumé le sens dans la phrase que voici : "Les conversations ont été entamées non sous une impulsion commune pour réduire les armements, mais par suite de la nécessité mutuelle de rendre plus solennel le principe de la parité -- ou, pour le dire autrement, d'établir que chaque côté accepte le fait que l'autre côté est capable d'infliger des représailles inacceptables en réponse à une attaque nucléaire."

Mais la vérité est fort différente. Depuis que le monopole américain des armes nucléaires fut brisé par le développement d'armes similaires en Union Soviétique, ce fut la stratégie de Moscou de s'assurer un principe solennel de parité comme moyen d'éviter l'holocauste nucléaire, alors que la stratégie de Washington fut celle de renverser chaque fois la parité au moyen d'innovations technologiques, dans le but de transformer la guerre nucléaire en option de politique réaliste pour l'impérialisme. En d'autres termes, et pour utiliser de nouveau la technologie des vautours de "l'industrie des gros cerveaux" aux USA, Washington cherche toujours à obtenir une "capacité de porter un premier coup nucléaire", alors que la politique nucléaire de l'URSS a consisté dans la recherche d'un potentiel de contre-attaque suffisant pour rendre les risques d'un "premier coup nucléaire" trop grands pour l'impérialisme américain.

Technologie et négociations

Il y avait deux aspects principaux de l'accord résultant des conversations SALT I. D'abord, on limita le nombre de fusées défensives à déployer par les deux côtés. Chaque puissance fut autorisée à construire un système de fusées anti-fusées autour de sa capitale et autour d'une seule de ses bases de lancement de fusées. Le nombre total de ces "fusées anti-fusées" ABM (anti-ballistic missiles) était fixé à 200 pour chacun des deux pays. Il y avait déjà pas mal de doute sur l'efficacité de l'ABM. Historiquement la technologie offensive a toujours été en avance sur la technologie défensive, ce qui a produit une situation dans laquelle la plupart des systèmes de fusées anti-fusées étaient déjà démodés avant même d'être installés. Aux USA il y eut une opposition massive, à la fin des

années 60 et au début des années 70 à la création d'un système étendu d'ABM proposé par le Pentagone. Cette opposition ne provint pas seulement du mouvement anti-guerre mais de larges secteurs de la classe dominante elle-même. La preuve du manque d'importance de l'aspect ABM des accords SALT I est apportée par le fait que ni les Etats-Unis, ni l'Union Soviétique n'ont entrepris quoi que ce soit en vue d'installer le deuxième système de fusées anti-fusées permis par l'accord (chacun d'eux ont installé le premier système ABM autour de leur capitale). Lors de la 3ème conférence au sommet, on s'est mis d'accord pour abandonner l'installation du deuxième système ABM. Le second aspect des accords SALT I fut de limiter le nombre de fusées offensives à construire des deux côtés. Chaque côté gèlerait le nombre de fusées dont il disposerait, les Etats-Unis s'en tiendraient à 1000 fusées terre-terre et à 710 fusées mer-terre, la plupart d'entre elles montées sur des sous-marins Polaris ou Poséidon. L'URSS s'en tiendrait à 1.410 fusées terre-terre et à 950 fusées mer-terre.

La comparaison entre ces chiffres de fusées peut cependant induire en erreur. Ils ne reflètent point la puissance de destruction présente dans chaque camp. En effet, depuis la fin des années 60, Washington a introduit une innovation technologique appelée MRV (multiple re-entry vehicle - véhicule à rentrée multiple -- INPRECOR). Il s'agit d'un système de fusées capables de faire tomber, chacune, plusieurs bombes nucléaires sur des points d'impact éloignés les uns des autres de quelques kilomètres, selon un modèle fixe.

Aux MRV succédèrent les MIRV (multiple independently targeted re-entry vehicles -- INPRECOR), fusées dont chacune est capable de lâcher plusieurs bombes nucléaires sur des objectifs éloignés les uns des autres de centaines de kilomètres. Des MIRV devinrent opérationnelles dans le système nucléaire offensif des USA dès 1969. L'URSS, de son côté, n'a pu entamer sérieusement la fabrication des MIRV qu'après que ces systèmes furent déjà complètement achetés aux Etats-Unis; la première expérience soviétique d'un MIRV n'eut lieu qu'en août 1973.

SALT I n'a pas réduit le nombre de têtes nucléaires que chaque côté pouvait utiliser; l'accord ne limita que le nombre de fusées porteuses de têtes nucléaires. Si donc l'URSS détient un nombre plus élevé de fusées, les USA détiennent une supériorité écrasante en matière de têtes nucléaires; on estime leur nombre à présent à 7.900. En 1977 lorsque l'accord SALT I viendra à expiration, ils en auront 9.700. Même si elle devait réussir avec tous ses projets MIRV en cours, l'URSS ne disposerait que d'environ 4000 têtes nucléaires en 1977. En mars 1974, le secrétaire américain de la Défense, Schlesinger, estima que l'URSS pouvait à présent délivrer quelque 2.600 têtes nucléaires.

Le problème posé par l'accord SALT I fut donc celui-ci: Moscou n'avait pas de raison pour laisser Washington développer des MIRV sans limites, ce qui permettrait à l'impérialisme américain d'accroître sa capacité offensive en matière de fusées à têtes nucléaires. En 1973, l'URSS expérimenta quatre fusées nouvelles, dont trois peuvent lâcher des MIRV. L'impérialisme américain a riposté aux tentatives soviétiques de le rattraper en annonçant au début de 1974 que de nouvelles installations militaires soviétiques seraient ajoutées aux objectifs prévus pour les MIRV américains. Washington fit simultanément savoir qu'il s'appropriait à passer à une troisième phase de développement des fusées à têtes nucléaires multiples, les MARV (manoeuvrable re-entry vehicle -- véhicules à rentrée

manoeuvrable -- INPRECOR). Les MARV incorporent le système MIRV, mais les têtes nucléaires individuelles lâchées sur des objectifs fort distants les uns des autres seraient en outre capables de changer de cours en plein vol, ce qui les rendrait évidemment beaucoup plus précis et beaucoup plus difficiles à intercepter.

Il en résulta une "panne" dans les négociations pour SALT II, que le numéro de *Newsweek* du 15 juillet 1974 a formulé de la manière suivante: Il s'agirait "de tomber d'accord sur une formule qui égaliserait la puissance nucléaire des deux pays en équilibrant la supériorité soviétique en matière de nombre de fusées (2.358 contre 1.710) par l'avance américaine en matière de têtes nucléaires (7.940 contre 2.600)". Washington a proposé d'étendre l'accord SALT I pour deux ou trois ans, et d'aboutir à une déclaration qui limiterait "en principe" l'expansion ultérieure des MIRV. Comme Washington a déjà équipé pratiquement toutes ses fusées de MIRV, alors que l'URSS a à peine commencé d'installer les siens, cela équivaudrait à un monopole virtuel américain de têtes nucléaires multiples, une des principales avances techniques en matière de technologie nucléaire. Moscou a naturellement rejeté ces propositions. D'où l'impasse et l'échec de la 3ème conférence au sommet, qui n'a même pas produit la "percée conceptuelle".

Deux stratégies

Dans son numéro du 8 juillet 1974, *Newsweek* examine l'importance pour l'impérialisme US d'empêcher l'URSS de combler la différence en quantité de MIRV. "Pendant des années," écrit ce magazine, "l'Union Soviétique a favorisé les fusées lourdes telles que les SS-9, capables de délivrer un épouvantable coup de 25 megaton (c'est-à-dire une bombe à fusion avec une puissance explosive équivalente à 25 millions de tonnes de TNT -- INPRECOR), alors que les Etats-Unis ont fait confiance à des missiles plus petits et très précis qui visent à remplir la même fonction avec une puissance explosive inférieure en mégaton. Mais avec les MIRV, le Kremlin aura également acquis un énorme avantage en "puissance de charge" (la capacité de délivrer des charges plus lourdes et un plus grand nombre de MIRV), qui fera plus qu'annuler la supériorité américaine actuelle en têtes nucléaires. Les experts du Pentagone s'attendent à ce que Moscou se dote de 8000 têtes nucléaires au cours de la décade à venir, donnant ainsi aux Russes un avantage en "puissance de charge" d'environ 6 à 1. Une attaque surprise de cette puissance, affirment-ils, pourrait balayer l'ensemble des 1000 minuteman III ICBM (Intercontinental Ballistic Missiles - Missiles balistiques intercontinentaux -- INPRECOR) existant actuellement aux USA."

L'implication, bien sûr, est que, étant donné que l'URSS favorisait précédemment les missiles lourds, le développement des MIRV par Moscou représenterait un changement qualitatif dans les rapports de force, auquel Washington devrait répondre en développant de nouvelles armes, puisque la "parité" aura été détruite quand l'URSS aura acquis la capacité de frapper la première. Le seul problème avec cette théorie c'est qu'il n'existe pas de preuve à l'appui et qu'il y a beaucoup de preuves pour la contredire.

Actuellement les Etats-Unis ont -- en plus des 1000 minuteman III - 41 sous-marins Polaris et Poséidon et 496 bombardiers à longue portée équipés avec des armes nucléaires. Une bonne partie de la flotte de bombardiers est en permanence en vol ("pénurie de carburant" ou non), volant des bases US jusqu'au cer-

cle polaire et retour. Chacun des sous-marins Polaris et Poséidon transporte 16 missiles, chacun des missiles a 16 têtes nucléaires MIRV (puissance de charge 1.200 livres) et une portée de 2.750 miles. Mais ce n'est pas tout. Le secrétaire à la Défense, Schlesinger, a proposé (et le Congrès a approuvé) la construction d'un nouveau sous-marin appelé le Trident. Chaque Trident transportera des missiles avec 24 MIRV d'une portée de 5.000 miles. De plus il existe des plans pour construire 244 nouveaux super-bombardiers B.I (coûtant \$42 millions chacun), le B.I. représentant une amélioration des B 52 utilisés contre le Vietnam du Nord lors des bombardements de Hanof et de Haiphong à Noël 1972. Les conséquences de tout cela sont assez évidentes. Même Newsweek notait : "Même si l'Union Soviétique devait prendre le risque d'un cataclysme par une première attaque surprise contre les installations militaires américaines et les sites de ICBM, une proportion suffisante de cette armada aérienne survivrait pour détruire les centres de population soviétiques." Détruire n'est pas le mot approprié. 41 sous-marins portant chacun 16 missiles représentent 656 missiles. Et tant donné que chaque missile porte 10 MIRV, le nombre total de têtes nucléaires sur les sous-marins est de 6.560. D'après Newsweek, 100 têtes nucléaires peuvent tuer 100 millions de personnes. Cela signifie que les missiles de la flotte sous-marine américaine transportent assez de têtes nucléaires pour détruire 5.560 millions de personnes, c'est-à-dire plus du double de la population terrestre. Sans compter les bombardiers aériens, les projets de bombardiers et les nouveaux sous-marins en construction. Ainsi l'argument selon lequel l'acquisition des MIRV donnerait à l'URSS la possibilité de lancer une "première attaque" paralysante contre les Etats-Unis est totalement ridicule. MIRV ou non, même avec sa puissance actuelle, l'impérialisme US serait capable de répondre à une attaque soviétique en tuant toute la population mondiale -- deux fois. Peut-être cela constitue-t-il une puissante arme préventive !

Le fond du problème est que, en cas d'attaque nucléaire directe entre les Etats Unis et l'URSS, la capacité de porter le premier coup devient réelle seulement si un des pays est capable, dans ce premier coup, de paralyser la capacité de riposte de l'autre pays. Il est absolument clair que l'Union Soviétique ne dispose pas d'une telle capacité de paralyser la riposte américaine et qu'elle n'aura jamais cette capacité, et il n'y a pas le moindre signe qu'elle soit tentée de l'obtenir. Les bombardiers américains qui sont constamment en vol ne peuvent pas être éliminés par un premier coup nucléaire de l'URSS. La flotte sous-marine américaine, entièrement mobile et capable de frapper l'Union Soviétique à partir d'une distance de plusieurs milliers de miles, ne pourrait pas être détruite par une attaque de l'Union Soviétique. Il ne faut pas non plus oublier que l'impérialisme US dispose d'un vaste réseau de bases étrangères -- certaines dans des pays frontières de l'Union Soviétique -- qui sont équipées d'avions capables de lancer des représailles contre l'URSS même en cas de destruction totale des Etats-Unis par une attaque soviétique. Tous ces faits étaient réels à l'époque de la guerre froide et continuent à être réels à l'ère de la "détente".

Si l'on considère la situation de l'angle opposé, on arrive à des conclusions plutôt différentes. Les missiles offensifs américains "plus petits" mais "très précis" et équipés de nombreuses têtes nucléaires, sont capables de lancer des attaques sur des cibles plus petites que des villes. Plus spécifiquement, il a été tenté de construire des missiles qui pouvaient frapper les installations de missiles soviétiques en

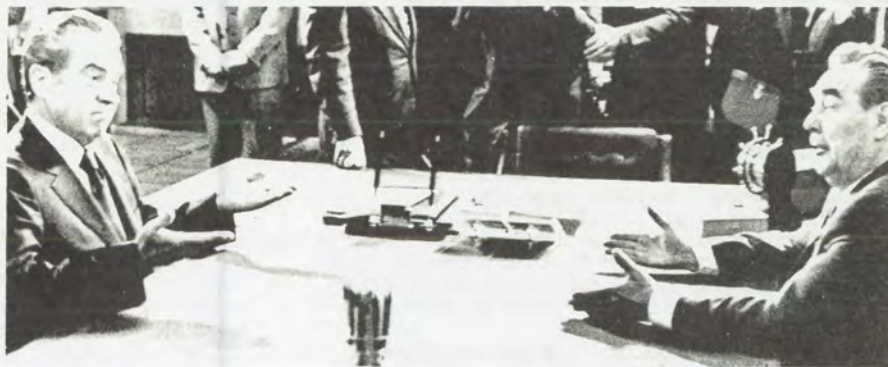
paralysant la capacité de riposte de l'URSS ou en détruisant des larges centres industriels ou d'autres cibles "limitées". A la fin des années 50 et au début des années 60, avant le développement extensif de la flotte lance-missile de l'Union Soviétique, l'URSS était particulièrement vulnérable à ce genre d'attaque. (Une des raisons du refus catégorique par l'URSS des propositions américaines d'une inspection "sur place" des installations nucléaires à cette époque se basait sans aucun doute sur le fait que la vulnérabilité de l'URSS serait grandement augmentée si Washington était capable de déterminer la situation et l'étendue des bases soviétiques). La tendance constante des américains à développer des systèmes offensifs toujours plus précis et pratiquement invulnérable du type du MRV, est exactement un produit de la tentative de l'impérialisme de se doter d'une capacité de lancer la première attaque nucléaire.

Dans ce sens, il est intéressant de voir que des "scénarios" pour une guerre nucléaire "limitée" sont une fois de plus discutés dans la presse américaine. Newsweek du 22 avril décrivait un tel scénario. Il parlait d'une occupation de Berlin par l'URSS (ainsi les "russes" sont clairement les agresseurs), et décrivait une éventuelle réponse américaine : "Le Président est déterminé à faire comprendre aux dirigeants russes qu'il est très sérieux -- qu'ils risquent la guerre nucléaire. Il demande qu'on lui apporte une téléphoto d'une usine hydroélectrique dans une région isolée de l'URSS -- satisfait de voir qu'une attaque éclair contre cette cible causera un minimum de pertes civiles, il déclenche le signal de lancement d'une seule ICBM. Puis il regarde, sur un écran de télévision placé devant lui, la destruction de l'usine hydroélectrique.

"Impossible ? Pas du tout. En 1980, les USA posséderont un réseau de satellites de communication, des stations de relais inter-spaciales et le système Survsatcom (Survivable Satellite Communications) capable de transmettre au Président des films de n'importe quel coin de la planète."

La différence de stratégie entre les deux pays est claire. La course aux armes nucléaires fut lancée par l'impérialisme américain, qui espérait, au début, que son monopole nucléaire serait le facteur déterminant dans l'établissement de la Pax Americana après la seconde guerre mondiale. Quand le monopole nucléaire américain fut brisé, Washington modifia sa tactique mais maintint sa stratégie d'ensemble, qui était de se doter de la capacité de lancer la première attaque nucléaire contre l'URSS, de telle sorte que le recours aux armes nucléaires soit toujours une option politique réelle pour l'impérialisme. Ainsi les Etats-Unis prirent la première place dans le domaine des bombardiers supersoniques, des sous-marins lanceurs de missiles, des MRV et de leurs dérivatifs, et tous les autres systèmes basés sur un grand nombre de missiles petits, mais précis. En réponse, l'URSS développa les têtes nucléaires massives, certaines d'une puissance de 100 megaton, et des missiles gigantesques capables de propulser ces têtes nucléaires contre les USA. Tandis que la technologie américaine était orientée vers le développement d'armes petites, précises et variées, la technologie soviétique était orientée vers la création de terrifiantes bombes "funestes". Ces deux orientations ne furent pas prises en fonction d'une différence de tempérament ou d'inclinations esthétiques différentes. La stratégie américaine correspondait à une tentative visant à développer une capacité de lancer la première attaque nucléaire; la stratégie soviétique est fondée sur le développement de moyens de destruction si massifs qu'ils seraient susceptibles de décourager

Quelle détente ?



Washington de lancer la première attaque puisque la capacité de riposte de l'URSS pourrait détruire l'ensemble des Etats-Unis.

Dans tous les cas, ce sont les Etats-Unis qui ont ouvert la voie aux innovations technologiques, accélérant la course aux armements (sous-marins lanceurs de missiles, MRV, etc.), l'Union Soviétique essayant simplement de suivre. Puis la réponse soviétique était suivie par un nouveau développement technologique. C'est cette dynamique qui est à la base de la course aux armements nucléaires et non une tentative mutuelle de renverser le "principe de parité" ou "l'équilibre de la terreur nucléaire".

Dans ce sens la continuation de la course aux armements nucléaires malgré la "détente" internationale confirme le fait que quels que soient les accords conjoncturels qui puissent être atteints par Moscou et Washington, basés sur la trahison de la révolution mondiale par Moscou, le conflit entre l'Etat impérialiste américain et l'Etat ouvrier soviétique se maintiendra. Ce conflit trouve sa base dans la différence fondamentale de classe entre la société soviétique et la société américaine. Et il se manifeste non seulement dans des affrontements sur les accords de limi-

tation de l'armement, mais en manoeuvres politiques et militaires permanentes, dans la mesure où Moscou et Washington essaient d'étendre leur influence au dépens l'une de l'autre. (La nouvelle pénétration américaine au Moyen-Orient, menée contre la bureaucratie soviétique et fort peu appréciée au Kremlin, et l'incapacité flagrante de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération Européenne à donner le moindre résultat sont des exemples récents, à des niveaux très divers, du conflit fondamental d'intérêts entre les Etats américain et soviétique.

La "détente" n'a pas éliminé ce conflit. Elle a tout juste modifié sa forme. Dans ce sens, la détente n'est qu'une extension de la guerre froide des années 50 et 60. La course aux armes nucléaires -- lancée et intensifiée par la détermination de l'impérialisme de préserver son hégémonie militaire -- fait donc tout autant partie du système social dominant aux USA que le racisme ou l'exploitation du travail. Tant que l'impérialisme et le capitalisme ne seront pas détruits par la révolution prolétarienne, la guerre nucléaire, avec toutes les menaces qu'elle fait peser sur la survivance de l'humanité, restera une option "pensable" pour Washington.

- Jon ROTHCHILD -

BRUIT DE BOTTES A LA FRONTIERE SINO-SOVIETIQUE

Sur la toile de fond de la fameuse "détente internationale", de multiples foyers de tension, où les mouvements de troupes ou de navires reflètent les dangers de conflagrations internationales. Un des plus menaçants - et le plus tragique du point de vue des intérêts de la classe ouvrière internationale - c'est le foyer de tension en Asie centrale, aux frontières sino-soviétiques.

Bien que la grande presse ne la mentionne pas souvent, une activité fébrile règne à ce propos dans

les milieux diplomatiques et para-diplomatiques de certains pays. L'inquiétude n'est pas seulement répandue par les manoeuvres de la diplomatie brejnevienne et maoïste, elle monte aussi dans les capitales d'Europe orientale et d'Asie de l'Est. Si à Washington, on s'en frotte les mains, les dirigeants des pays impérialistes d'Europe occidentale et du Japon adoptent une attitude hésitante. L'espoir de voir les "pays communistes" s'entre-déchirer et le mouvement ouvrier international en subir, par contrecoup, un affaiblissement décisif

est mitigé par la crainte de retombées, y compris de retombées militaires, dans divers points du globe y compris aux frontières de leurs propres pays.

Les préparatifs d'une nouvelle conférence internationale des P.Cs fidèles à Moscou sont le plus souvent mis en rapport direct avec le bruit de bottes en Asie centrale. Il s'agit, pour le Kremlin, de condamner d'avance les " rationalistes " et " sociaux chauvins " de Pékin comme les " agresseurs ", formule qui justifierait en fait une intervention militaire ouverte ou déguisée, et accroîtrait la pression sur les " partis frères " d'Europe orientale pour qu'ils joignent leurs troupes à la démonstration de force actuellement en cours aux confins de la R.P. de Chine. A défaut d'obtenir ce " maximum ", auquel de nombreux P.Cs rechignent, il faudrait pour le moins mettre au ban du " mouvement communiste international " les " scionnistes chauvins " de la " clique de Mao ", étape idéologique préparatoire à quelque chose de plus sinistre.

Si des alarmistes de tout bord, aux intentions qui ne sont pas toujours pures et qui frisent quelquefois la provocation délibérée, présentent les faits comme si on trouvait à la veille d'un conflit militaire de grande envergure entre l'URSS et la R.P. de Chine, dans de larges secteurs du mouvement ouvrier international, y compris de son aile révolutionnaire, règne par contre une passivité étonnante à ce propos, faite d'un mélange d'ignorance, d'apathie complaisante ou de foi naïve dans la tendance qu'auraient les conflits d'Etat à l'époque nucléaire à " s'arranger toujours avant qu'il ne soit trop tard ". Les uns exagèrent la gravité du conflit; les autres le sous-estiment manifestement.

Une escalade inquiétante

Pour abandonner le domaine des spéculations et se baser sur celui des faits, il faut commencer par mettre en lumière deux traits prédominants de la tension qui règne depuis des années à la frontière sino-soviétique en Asie.

D'abord le Kremlin a progressivement rassemblé sur place une force militaire colossale et impressionnante. Ce déploiement de force a impliqué une redistribution territoriale sur grande échelle de l'armée soviétique. Selon les estimations du *Times* de Londres (13 juin 1974), il y avait 16 divisions soviétiques à la frontière chinoise en 1968 et 21 divisions en 1969. Ce nombre est passé à 33 divisions en 1971, 44 divisions en 1972, 45 divisions en 1973. Il atteindrait aujourd'hui le chiffre de 50 (certaines sources américaines affirment même 60).

Les forces armées soviétiques ont construit quelque 70 champs d'aviation dans cette région, la plupart au cours de la toute dernière période ainsi que de nombreuses bases de lancement pour des fusées tactiques et des fusées " à portée intermédiaire ". Des stockages d'armes nucléaires tactiques ont été également signalés.

Autre trait significatif: alors qu'initialement, lors des conflits le long de l'Oussouri de l'hiver 68-69, le déploiement de troupes soviétiques s'effectuait le long de la frontière dans son ensemble, avec concentrations particulières aux " points chauds " où la souveraineté territoriale soviétique était contestée par les Chinois, aujourd'hui, il semblerait y avoir concentration du côté de la R.P. de Mongolie, où il y aurait une demi-douzaine de divisions soviétiques blindées avec équipement ultra-moderne et bases de lancement de fusées.

Or, entre la frontière de la Mongolie extérieure et la ville de Pékin, il y a un couloir étroit de moins de 700 km: c'est là le point où les forces

FEVRIER 1967 :

Des effigies de dirigeants soviétiques sont brûlées devant l'ambassade de l'URSS à Pékin.



armées d'URSS s'approchent le plus d'un centre vital de la R.P. de Chine.

Le 10 juin 1974, parlant devant le plenum du Comité Central du Parti Révolutionnaire du Peuple de Mongolie, le chef de ce parti et nouveau président de la République Populaire de Mongolie, Tsedenbal, accusa les dirigeants de Pékin de nourrir des visées " armées " à l'égard de la R.P. de Mongolie, et de " préparer ouvertement la guerre contre l'URSS et la R.P. de Mongolie ". Ces affirmations laissent un écho inquiétant si on les place dans le contexte des concentrations de troupes mentionnées plus haut.

De toute évidence, la direction maoïste, fidèle à son habitude de " répondre du tac au tac ", a rassemblé de son côté de la longue frontière sino-soviétique des forces passablement équivalentes en nombre à celles de l'URSS; il est question de 45 à 50 divisions de l'Armée de Libération Populaire déployées dans la région. Ces forces se sont progressivement rapproché de la frontière. Si les champs d'aviation sont plutôt disposés en profondeur, les préparatifs pour une " guerre populaire " sur une grande échelle sont multiples. Pas le moindre de ces préparatifs est la construction de gigantesques " cités souterraines " dans de nombreuses grandes villes de la Chine septentrionale et centrale, qui devraient servir de refuge à la population, à l'administration, aux stocks de vivre et même à l'industrie en cas de bombardements massifs, y compris d'une attaque nucléaire. Selon un observateur indien qui visita la ville de Talien (Darien), l'ensemble de la population d'un million d'habitants de ce centre industriels pourrait trouver refuge et subsistance dans une telle ville souterraine en cas d'attaque nucléaire (*Financial Times* 19 juin 1974).

Par ailleurs les dirigeants chinois accélèrent la mise au point de leur propre arsenal nucléaire. Ils ont récemment effectué leur 16^{ème} expérience nucléaire. Ils disposeraient déjà d'un nombre limité de fusées pour atteindre des objectifs dans la partie européenne de l'URSS. Ils seraient en train de disperser leurs forces nucléaires afin d'éviter qu'une attaque nucléaire préventive ne détruise d'un seul coup l'ensemble de leur arsenal.

Il est clair que ces préparatifs, de part et d'autre, qui coûtent l'équivalent de milliards de dollars, mobilisent (et immobilisent!) des fractions consi-



dérables des ressources des deux pays, ne peuvent être considérées comme de simples "gestes de propagande". Il s'agit bel et bien d'un déploiement de forces militaires, sur le terrain, qui y accroît incontestablement les risques d'accidents. Et qui dit risque d'incidents dit aussi risques de réactions en chaîne et d'emballement.

Exemple récent d'un tel incident: au mois de mars 1974, des forces armées chinoises ont abattu un hélicoptère soviétique de reconnaissance armé qui, selon Moscou, s'était égaré accidentellement au-dessus du territoire chinois. La version chinoise, c'est qu'il avait délibérément et à des fins d'espionnage militaire "pénétré profondément dans la région autonome Uighour du Sinkiang chinois". Depuis lors, le gouvernement de Pékin a refusé de renvoyer en URSS l'équipage de l'hélicoptère pris prisonnier à cette occasion. La tension a augmenté considérablement à la suite de tous ces événements.

L'idéologie suit et justifie

Ce déploiement de forces militaires est accompagné, il est vrai, d'un déploiement de propagande tendant à le prolonger et à le justifier. Mais ce serait prendre les apparences pour la réalité que de réduire le premier au second.

Du côté soviétique, la machine de propagande est axée avant tout sur le "chauvinisme-social" ou le "nationalisme grand-han" des dirigeants de Pékin. L'oppression des minorités nationales qui habitent le nord et l'ouest de la Chine est dénoncée. Des "visées annexionnistes" par rapport à la RP de Mongolie sont mises en lumière. L'accusation principale reste cependant celle de "semer la division et la subversion" au sein du camp socialiste. Les dirigeants soviétiques mongoles utilisent à ce propos un terme nouveau et curieux, celui d' "agression idéologique" et de "sabotage idéologique".

Ce terme fait référence au contenu de la campagne de propagande chinoise, qui n'est pas moins intense et violente que celle du Kremlin. On y lance les accusations les plus tranchées contre les "socio-impérialistes" de Moscou, qui pratiqueraient des méthodes "néo-colonialistes" et à l'égard des

peuples d'Europe orientale et de Mongolie qu'ils maintiennent sous leur joug sanglant, et à l'égard des "pays du tiers-monde" dans son ensemble. Il y a également des références multiples aux "nationalités opprimées" au sein même de l'Union Soviétique, tant en Asie soviétique qu'en Europe. Des postes-émetteurs puissants transmettent cette propagande, à partir du territoire chinois, dans les langues et les directions les plus diverses, y compris vers l'Ukraine.

Vu la violence du ton et l'absence totale de rigueur (ne disons pas de rigueur scientifique marxiste) dans le vocabulaire employé, il est difficile de séparer la fonction "défensive" de la fonction "offensive" de telles campagnes de propagande. Craignant manifestement une attaque militaire soviétique - personne ne pourrait concevoir une invasion chinoise en URSS, indépendamment d'opérations limitées dans des zones frontalières en contestation -, les dirigeants maoïstes sont prêts à utiliser tous les moyens "idéologiques" pour affaiblir l'adversaire présumé. Provoquer des rébellions, voire des insurrections et des actions de guérillas, dans le dos de l'armée soviétique, tel est l'objectif à peine voilé de cette croisade de propagande. Elle aurait déjà atteint son but si elle obligeait le haut commandement soviétique à utiliser une partie de ses forces pour renforcer préventivement les garnisons de surveillance dans les régions dont la population est considérée "peu sûre". Elle serait pleinement couronnée de succès si, en outre, les lignes de communication derrière le front soviétique se trouvaient perturbées voire coupées, par des soulèvements locaux ou nationaux.

De leur côté, les dirigeants soviétiques prennent appui sur ces préparatifs propagandistes de Pékin pour démontrer aux dirigeants des PC (à commencer par ceux d'Europe orientale) que les maoïstes sont devenus "objectivement et subjectivement" des "ennemis de l'Union Soviétique et du camp socialiste"; que pour s'accrocher au pouvoir, ils sont prêts à utiliser n'importe quel moyen, y compris l'appui à des mouvements de dissidence "anti-soviétiques" et "anti-communistes" manifestes, l'appui au "nationalisme bourgeois", aux "survivances religieuses et féodales". Et il s'avère démontré que Mao et "sa clique" se comportent comme des "saboteurs et diversionnistes contre-révolutionnaires", "ennemis jurés de l'Union Soviétique", alors une action-éclair pour les mettre hors d'état de nuire et pour rétablir l'unité du camp socialiste ne serait-elle pas justifiée ?

Comme pareille "action-éclair" est jugée être une "agression impérialiste fasciste" par les dirigeants de Pékin, ceux-ci se croient justifiés d'y riposter par tous les moyens. Et ainsi la boucle est fermée.

La double logique du stalinisme

Un militant communiste honnête mais ignorant l'histoire du stalinisme et de la bureaucratie soviétique, prenant à la lettre les affirmations concernant le caractère socialiste de la société soviétique, ne pourrait pas ne pas réagir devant cet enchaînement sinistre avec une consternation effrayée. Pour les marxistes-révolutionnaires, il y a là moins de raisons de s'étonner.

Depuis que la bureaucratie soviétique est montée au pouvoir en URSS et a bureaucratisé - et de ce fait détruit dans sa substance prolétarienne - le PCUS une des principales caractéristiques de son comportement a été l'emploi systématique de méthodes policières, puis de la violence et de la terreur physiques pour "régler" des conflits idéologiques et "éliminer" des groupes ou des cadres du Parti qui étaient considérés comme gênants pour la fraction au pouvoir. De l'emploi de mouchards infiltrés dans

l'opposition de Gauche jusqu'à l'assassinat de Blumkin, de l'arrestation ou de la déportation des militants oppositionnels jusqu'aux purges meurtrières des années '30 et à l'assassinat de Trotsky, Staline et le stalinisme sont devenus synonymes de l'emploi du chantage, de la violence et de la terreur comme armes principales de la lutte politique au sein du mouvement communiste.

Lorsque des partis communistes prirent le pouvoir en dehors des frontières soviétiques, le transfert de ces méthodes au niveau international (qui s'était déjà produit au cours de la guerre civile espagnole et de la campagne d'assassinats de militants révolutionnaires de par le monde après 1936) devait inévitablement transformer des conflits idéologiques en conflits d'Etat. Cela se manifesta de manière spectaculaire après l'excommunication du PC yougoslave par le Kominform, en 1948. A ce moment-là, les dirigeants du Kremlin ne se contentèrent pas non plus de déclencher une vaste campagne idéologique (faite de mensonges et de calomnies, essentiellement) contre les communistes yougoslaves. Ils décrétèrent le blocus économique contre la RPF de Yougoslavie. Ils concentrèrent d'importantes forces armées à ses frontières. A plusieurs reprises, on fut à deux doigts d'une intervention militaire. Celle-ci ne s'est cependant pas produite.

Dans le cas de la révolution hongroise de 1956, comme dans celui du "printemps de Prague" de 1968, le conflit idéologique entre des fractions dirigeantes des PC hongrois (Nagy) et tchécoslovaque (Dubcek) d'une part, et la fraction dirigeante de la bureaucratie soviétique, d'autre part, s'est soldé par une intervention militaire foudroyante du Kremlin (l'intervention des forces d'occupation soviétiques contre la révolte ouvrière en Allemagne orientale en 1933 avait un caractère formellement différent, puisque la fraction dirigeante du SED, celle d'Ulbricht, appuya pleinement cette intervention. La volonté de réprimer un mouvement devenu incontrôlable et s'orientant vers un véritable pouvoir des conseils ouvriers fut dans tous les cas le mobile politique fondamental de l'intervention.

On pourrait se poser la question pour quelles raisons il y eut l'intervention militaire en Hongrie et en Tchécoslovaquie, et pour quelles raisons cette intervention n'eut pas lieu contre la Yougoslavie. La raison qui semble la plus évidente c'est que l'intervention en Hongrie et en Tchécoslovaquie était pratiquement une promenade militaire, vu les forces militaires et politiques en présence.

En Yougoslavie, au contraire, le Kremlin était convaincu de devoir faire face à une résistance longue et dure, se prolongeant sans doute par une guerrilla populaire. Le prix militaire et politique à payer pour une telle aventure, indépendamment des succès à court et moyen terme, semblait trop élevé.

Facteur concomitant mais sans doute pas déterminant fut le fait qu'en fonction de la situation géographique de la Yougoslavie, la possibilité d'une intervention active de puissances capitalistes à l'appui de la Yougoslavie était beaucoup plus prononcée que dans le cas de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, que Yalta et Postdam avaient clairement placées dans la zone d'influence exclusive du Kremlin. A ce propos aussi, le risque était trop élevé aux yeux de la bureaucratie soviétique.

A la lumière de tous ces précédents, la démonstration de force que la bureaucratie soviétique entreprend depuis plusieurs années aux confins de la RP de Chine n'est donc pas étonnante. Tenant compte du précédent yougoslave, on pourrait conclure qu'une intervention militaire effective serait plus qu'improbable. Plus encore qu'en Yougoslavie, les diri-

geants du Kremlin ne peuvent espérer effectuer une simple "promenade militaire" en Chine. Ils s'engageraient dans une aventure extrêmement coûteuse et longue, qui ne pourrait qu'affaiblir leur puissance, et profiter à tous leurs ennemis intérieurs et extérieurs. Une tentative d'intervention par des moyens classiques semble pure folie du point de vue militaire. Une tentative d'intervention nucléaire, plus payante du point de vue militaire, serait du point de vue politique et sociale encore plus démentielle, et porterait un coup mortel à l'influence internationale du Kremlin, à commencer par celle au sein des PC et des mouvements pour la libération nationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Le but de la démonstration de force soviétique en Asie centrale est donc essentiellement politique. Il s'agit d'exercer une pression sur la bureaucratie chinoise, de l'obliger à consacrer une partie des ressources à des fins militaires, de démontrer le prix très lourd que la RP de Chine doit payer pour l'attitude hostile à l'égard du Kremlin, et de favoriser ainsi, le moment venu (p ex. après la mort de Mao), l'apparition d'une fraction au sein de la direction du PC chinois qui serait prête à un compromis idéologique et politique avec Moscou et à arrêter toutes les attaques publiques contre le Kremlin. Ce calcul inclut une certaine évaluation de la possibilité de voir se précipiter en RP de Chine l'apparition de centres militaires autonomes (l'équivalent du "warlordism" classique). Il pourrait à la limite inclure l'éventualité d'une intervention militaire rapide au cas où les conflits au sein du PC chinois et le développement explosif du mouvement de masse, provoquerait aux yeux de la bureaucratie le risque de voir "l'anarchie" (c'est-à-dire un véritable pouvoir des travailleurs.

Il va sans dire que si l'improbable devait quand même se produire, et si la bureaucratie soviétique devait couronner ses crimes contre l'humanité" par une intervention militaire contre la RP de Chine, les marxistes révolutionnaires le condamneraient de la même manière décidée dont ils ont condamné les interventions contre-révolutionnaires contre les travailleurs allemands, hongrois et tchécoslovaques, et appuyeraient de toutes leurs forces la juste guerre de défense de la révolution chinoise et de l'Etat ouvrier chinois.

Aujourd'hui cependant, il n'y a pas de guerre sino-soviétique et répétons-le, celle-ci est extrêmement improbable. Aujourd'hui, il y a une épreuve de force politique qui s'est engagée dans laquelle les démonstrations de force aux frontières sont utilisées comme moyens de pression et de chantage, de même que lors du conflit Staline-Tito.

On ne peut nier au gouvernement de la RP de Chine le droit d'entreprendre toutes les mesures nécessaires pour contrecarrer la pression et la menace militaire que le Kremlin fait peser en Asie Centrale. Mais on peut et doit juger comme néfaste, irresponsable et inefficace l'orientation politique qu'a prise son intervention dans cette épreuve de force.

La diplomatie maosiste, jetant par dessus bord les principes marxistes élémentaires, ne catégorise plus les Etats d'après leur nature de classe. Elle considère maintenant qu'il y a trois groupes de pays dans le monde: les deux "super-puissances", les USA et l'URSS, tous les deux "les plus grands exploitateurs" et oppresseurs internationaux de notre époque"; les pays dits du tiers-monde, appelés maintenant comme le font les idéologues bourgeois "pays en voie de développement"; et entre les deux s'intercalaient "les pays développés qui ne sont pas des superpuissances", c'est-à-dire les pays capitalistes d'Europe occidentale, les pays de l'Europe orientale, le Japon, l'Australie, le Canada etc (il serait curieux de savoir où cette théorie place l'Afrique du

Sud et Israël). Tout cela a été développé en détail dans le discours de Teng Siao-ping devant l'Assemblée générale de l'ONU, au début d'avril de cette année (voir INPRECOR n°2 - 20 juin 1974 et "Pekin-Information" n° du 15 avril 1974).

Il en découle une politique de collaboration de plus en plus étroite avec les gouvernements de tous les pays semi-coloniaux, indépendamment de leur nature de classe ou de leur nature politique. Le Shah d'Iran, l'empereur d'Ethiopie et d'autres sinistres bourreaux sont brusquement élevés au niveau de "combattants anti-impérialistes courageux". La bourgeoisie coloniale devient aussi la force révolutionnaire principale". Il en découle aussi une position de plus en plus équivoque à l'égard des gouvernements impérialistes d'Europe occidentale, qui sont encouragés à "résister" aux "menaces d'agression du "social-impérialisme", à "s'unir", à dépasser l'état de dépendance dans lequel les "superpuissances" les auraient réduits.

De là à accepter le principe de défendre ces Etats bourgeois impérialistes contre l'Union Soviétique il n'y a qu'un pas, que divers groupes maoïstes dans des pays comme la Suède ou la RFA ont déjà allègrement franchis. Dans la dénonciation des "menaces d'agression soviétiques" ils s'approchent des milieux d'extrême-droite de leurs pays respectifs. Quand des maoïstes suédois organisent des manifestations contre la visite d'un navire de guerre soviétique; quand des maoïstes ouest-allemands titrent dans un de leurs journaux "Brejnev est pire qu'Hitler"; quand d'autres groupements maoïstes

affirment qu'il faut préférer une victoire de Giscard à celle de Mitterand dans les élections présidentielles en France, ce n'est pas seulement la ligne de classe qui est franchie. De telles aberrations ne peuvent que jeter de l'eau sur le moulin de la campagne anti-chinoise des dirigeants de la bureaucratie soviétique. Allez aidant le Kremlin à convaincre des dirigeants des PCs que pour Mao, l'alliance avec l'impérialisme est devenue préférable à un compromis avec l'URSS, même au niveau des rapports d'Etat.

Les dirigeants maoïstes ne font, à ce propos, que suivre, eux aussi, la logique de Staline et du stalinisme. La conception de la diplomatie en tant que Realpolitik qui permet tous les mensonges et toutes les tromperies, qui fait fi des intérêts élémentaires des travailleurs, qui sème la confusion extrême et la démoralisation parmi ses propres adhérents, provient en ligne droite de celui qui crut "utile et nécessaire" de "lever son verre à la santé du Führer, puisqu'il savait combien le peuple allemand aimait celui-ci". Cela n'a pas retardé d'une minute l'invasion nazie de l'URSS. Mais cela a affaibli - et combien ! - la capacité des communistes de dresser des 1940-41 contre Hitler la nécessaire mobilisation des masses laborieuses en Allemagne et dans de nombreux pays d'Europe, facilitant ainsi la concentration de la formidable machine de guerre nazie en 1941 aux frontières de l'URSS et le déclenchement de l'agression.

En désorganisant et frappant dans le dos le mouvement révolutionnaire de nombreux pays semi-coloniaux, les dirigeants de Pékin n'obtiendront pas une aide quelconque du Shah ou de Mme Bandaranaike au cas très hypothétique où un conflit militaire devrait les opposer aux maîtres du Kremlin. Mais ils affaiblissent sinon perdent le seul allié sûr qu'ils possèderaient pour cette éventualité-là: la masse des militants communistes et révolutionnaires de par le monde, la masse des peuples opprimés.

L'impérialisme et le conflit sino-soviétique

Aussi bien Moscou que Pékin s'efforcent dans la mesure du possible de "neutraliser" Washington au cas d'un conflit militaire en Asie centrale. Des émissaires de Moscou ont utilisé à cette fin un langage particulièrement ignoble, présentant l'armée soviétique comme "dernier rempart devant la barbarie chinoise", affirmant que Moscou défendrait "l'Occident aussi" contre la "menace terrible que des armes nucléaires entre les mains des fanatiques fous de Pékin ferait peser sur la paix mondiale".

Des porte-paroles maoïstes répondent dans un style analogue appelant l'Occident à s'opposer aux visées d'"hégémonie mondiale" d'URSS et expliquant cyniquement que les USA auraient davantage l'intérêt à un affaiblissement de l'URSS qu'à celui de la Chine, qui n'est point en mesure de menacer ses positions essentielles de pas le monde.

Cet étalage d'appels du pies est passablement écoeurant. En fait, les gouvernements impérialistes sont insensibles à ces arguments "idéologiques" très pauvres qu'on avance de part et d'autre. Ils s'orientent en fonction de leurs intérêts de classe et de leurs intérêts particuliers qui diffèrent pour chaque puissance impérialiste.

D'un point de vue d'intérêt de classe, la bourgeoisie impérialiste dans son ensemble a un intérêt manifeste à ce que les deux principaux Etats ouvriers bureaucratisés, les deux principales parties du monde arrachées à l'exploitation directe du capital international, s'affaiblissent mutuellement l'une l'autre. Les gains qu'elle en tirerait sont évidents, tant sur le plan politique et social que sur le plan stratégique-militaire.

Pendant toute une période, l'impérialisme américain avait considéré la RP de Chine comme l'ennemi n°1 surtout en fonction de la confrontation directe entre les forces impérialistes dirigées par Washington et les forces anti-impérialistes, qui se déroulait dans le Sud-est asiatique. L'idée d'étendre l'agression contre la RD du Vietnam vers une agression (y compris une agression nucléaire) contre la RP de Chine fut longtemps débattue dans les sphères dirigeantes du Pentagone.

La diplomatie de Kissinger effectua par la suite un tournant qui aboutit à la suppression du blocus américain contre la Chine (datant de la guerre de Corée) et de l'entrée de la RP de Chine aux Nations-Unies. En contre-partie, les dirigeants maoïstes réduirent ou supprimèrent l'aide aux mouvements de guérilla dans le sud-est asiatique et contribuèrent à exercer une pression "modératrice" sur les dirigeants communistes indochinois. Leur alignement général sur la bourgeoisie et les gouvernements des pays semi-coloniaux ne pouvait évidemment que plaire à Washington.

Aussi, l'impérialisme nord-américain adopte-t-il aujourd'hui une attitude de "neutralité bienveillante" dans le conflit étatique sino-soviétique, allant jusqu'à offrir ses bons offices pour calmer d'éventuelles ardeurs guerrières. Si un conflit armé devait malgré tout éclater, son attitude la plus probable s'inscrirait dans la même logique. Cela pourrait comporter une aide discrète, économique et technique à Pékin, directement ou par personnes interposées, suffisante pour prolonger sa résistance, mais insuffisante pour renverser radicalement les rapports de forces militaires. Cela pourrait même comporter des fournitures aux deux camps. Epuiser les ressources des deux pays "communistes" en prolongeant leur combat fratricide serait la ligne de fond adoptée dans cette éventualité par l'impérialisme américain.

Les impérialismes européens et japonais auraient fondamentalement intérêt à suivre une orientation analogue. Celle-ci serait cependant partiellement modifiée en fonction de leurs intérêts particuliers.

En ce qui concerne les pays capitalistes d'Europe, il y a une crainte évidente d'un renforcement du dispositif militaire de l'URSS en Europe orientale, conjointement à la démonstration de force à la frontière sino-soviétique. Ce renforcement, qui pourrait avoir pour but fondamental d'"assurer les arrières" et d'éviter des mouvements de dissidence et des soulèvements en cas de conflit militaire en Asie entraîne cependant des développements - le bruit a couru récemment que Moscou aurait réclamé à Ceausescu un "corridor" permettant aux troupes soviétiques de traverser la Roumanie pour se rendre en Bulgarie - qui modifieraient les rapports de forces militaires sur l'ensemble du continent européen.

De là la poussée des puissances impérialistes européennes vers un renforcement militaire, voire une "force de frappe nucléaire européenne". De là aussi une inclination à réagir à un éventuel conflit militaire sino-soviétique en fonction des développements politico-militaires en Europe même.

Il en va de même pour le Japon. Puissance asiatique, le Japon pourrait difficilement rester insensible aux réactions violentes qu'une invasion de la RP de Chine par une puissance considérée comme "européenne" déclencherait dans une bonne partie des peuples d'Asie. Par ailleurs, une pénétration de l'armée soviétique et de la flotte soviétique sur les côtes chinoises et dans la Mer de Chine modifierait complètement la situation stratégique de l'impérialisme japonais. Il serait alors amené à réagir, lui aussi, en fonction de ses intérêts particuliers.

Les fruits amers de la théorie du "socialisme dans un seul pays"

Un examen même superficiel des conséquences d'un conflit militaire prolongé entre l'URSS et la RP de Chine suffit pour fixer la position de classe que les marxistes révolutionnaires doivent adopter à ce propos: l'intérêt du prolétariat mondial et de la révolution internationale réclame que ce conflit armé soit évité.

Ce n'est d'ailleurs qu'un prolongement de l'attitude que les marxistes révolutionnaires avaient adoptée dès le début du conflit sino-soviétique. Autant ils ont considéré comme salutaire l'éclatement du débat idéologique et politique, qui a porté des coups durs au monolithisme révisionniste des partis stalinien, autant ils ont condamné toute extension du débat et du conflit idéologiques vers le plan d'un conflit entre Etats. Le maintien ou le rétablissement d'une unité d'action indispensable pour l'aide à la révolution indochinoise; le maintien d'une solidarité commune à l'égard de l'impérialisme voilà une exigence que nous n'avons cessé d'avancer, et qui correspond incontestablement à la préoccupation de la grande majorité des militants communistes de base.

La responsabilité initiale de cette rupture de solidarité incombe, faut-il le rappeler, à la bureaucratie soviétique. Le retrait de l'aide et des techniciens de Chine; le refus d'aider l'armement nucléaire de la RP de Chine face à la menace américaine; la tentative d'entourer la Chine d'un "cordon sanitaire"; l'appui accordé à cette fin à la bourgeoisie indienne: tous ces actes contraires aux intérêts

de la révolution chinoise et de la révolution internationale se trouvent à la base de l'aggravation des relations entre les deux Etats. Les dirigeants maoïstes ont par la suite riposté par des paroles et des actes tout aussi inadmissibles ce qui fait qu'aujourd'hui, la responsabilité pour la rupture de l'unité du front des Etats ouvriers face au capitalisme international est manifestement partagée entre Moscou et Pékin.

Jamais auparavant le caractère de la bureaucratie régnant dans ces deux capitales, en tant qu'obstacle et entrave à la consolidation de l'acquis révolutionnaire ne s'est manifesté de manière aussi éclatante qu'à la lumière des risques d'un conflit militaire sino-soviétique.

Le mouvement communiste international récolte aujourd'hui les derniers fruits amers de la théorie du socialisme dans un seul pays dont il avait déjà eu un avant-goût pendant les terribles mois d'été et d'automne 1941. En rompant le fondement théorique et politique de l'internationalisme prolétarien qui est l'orientation ferme vers la révolution socialiste mondiale, la subordination des intérêts de n'importe quelle partie du mouvement aux intérêts de la révolution dans son ensemble, et la conscience nette de l'unité mondiale de la lutte de classe prolétarienne, la bureaucratie soviétique a créé une identification entre "intérêts du mouvement communiste" et "intérêts de l'Etat-bastion" (ou de l'"Etat guide" - qui impliquait fatalement le risque que plusieurs "Etats-bastions" apparaîtraient et que leurs intérêts apparents, médiatisés par la particularité des intérêts des bureaucraties qui les gouvernent, entreraient en conflit violent les uns avec les autres.

Les dirigeants des PCs pro-Moscou accusent les maoïstes de "nationalisme chinois" parce qu'ils subordonnent les intérêts du mouvement communiste international aux intérêts de "grande puissance" de la Chine. Mais en défendant le concept selon lequel la contradiction entre le "camp socialiste" (dirigé par l'URSS) et le "camp impérialiste" se serait substituée à la contradiction entre le prolétariat mondial et la bourgeoisie mondiale, ou en serait devenue l'expression principale; que font-ils d'autre sinon défendre une "théorie" identique à celle des dirigeants de Pékin, où "Union soviétique" (ou "camp socialiste") prend simplement la place de "RP de Chine" ?

Le nationalisme petit-bourgeois qui guide l'attitude des dirigeants soviétiques et des dirigeants chinois dans leurs relations mutuelles, est l'expression des intérêts particuliers de la bureaucratie, à mille lieux de ceux du prolétariat et de la révolution internationale. Les implications graves du conflit sino-soviétique sur le plan des relations d'Etats démontrent une fois de plus qu'il s'oppose également aux intérêts véritables de l'Etat ouvrier soviétique et de l'Etat ouvrier chinois. Il ne sert objectivement, en dernière analyse, qu'à renforcer la capacité contre-révolutionnaire de l'impérialisme.

15 juillet 1974

A.Miles

PAKISTAN ET BANGLA DESH: DE MAL EN PIRE



Mujibur et Bhutto :
amis de nouveau ?

Afin de détourner l'attention des masses dans leurs pays respectifs, les dirigeants bourgeois de l'Asie du Sud-Est cherchent traditionnellement à remporter des victoires dans le domaine des rapports internationaux. Jusqu'ici la tentative la plus réussie -- bien que de courte durée -- fut l'intervention militaire du régime indien d'Indira Gandhi au Bangla Desh en 1971. Depuis cette période, le premier ministre pakistanais, Zulfikar Ali Bhutto s'est placé au premier rang pour les succès en politique extérieure, en obtenant la libération de tous les prisonniers de guerre pakistanais (90.000 officiers et soldats) sans faire de concessions importantes; en réunissant un sommet islamique au Pakistan en février 1974, qui lui permit de faire passer la reconnaissance du Bangla Desh par l'armée pakistanaise, et, enfin, en visitant personnellement la capitale du Bangla Desh récemment, Indira Gandhi a riposté en faisant exploser une bombe atomique dont les retombées se sont faites sentir à Islamabad et à Dacca, sans parler de Pékin. Parmi les trois principaux dirigeants politiques bourgeois de l'Asie du Sud-Est, celui qui a rencontré l'échec le plus fragrant et le plus cuisant est le Sheikh Mujibur Rahman. En politique intérieure comme extérieure il a été incapable de remporter la moindre victoire et il n'a fait que passer d'une crise à l'autre.

Bangla-Desh : le maillon faible

La racine de la crise actuelle au Bangla Desh est l'incapacité du régime de stimuler le développement d'une classe bourgeoise forte et stable et de mettre en place les institutions correspondantes, ce qui aurait fourni une base matérielle solide permettant de stabiliser l'appareil d'Etat. En conséquence, l'armée du Bangla Desh, sa police et sa police spéciale dépendent en grande partie de l'Etat indien pour survivre. Mujibur Rahman tente désespérément de réduire sa dépendance par rapport aux Indes. Ses émissaires ont été à Pékin et il est probable que la Chine va bientôt reconnaître le régime et commencer à établir des relations commerciales avec lui. L'invitation faite à Bhutto de venir à Dacca représente une tentative supplémentaire de Rahman pour diversifier son soutien international. Juste avant l'arrivée de Bhutto, Rahman se rendit compte qu'il risquait de recevoir un appel un peu trop enthousiaste. Deux jours avant le départ de Bhutto d'Islamabad, la presse et la télévision bengalaises commencèrent à republier et à rediffuser des articles et des films sur les atrocités commises par les trou-

pes pakistanaises durant l'occupation. Mais il semble que l'effet de cette propagande fut minime. Des milliers de personnes vinrent accueillir Bhutto aux cris de "Pakistan Zindabad" (Vive le Pakistan). Ceci représente le principal échec du régime de la Ligue Awami qui est au pouvoir depuis la création du Bangla Desh.

Cette réaction favorable à Bhutto, qui était un des principaux partisans de la guerre de génocide d'Islamabad au Bangla Desh, reflétait la perte d'illusion croissante de la population par rapport à la Ligue Awami. Sans doute, des milliers de personnes se rappellent que le coût de la vie était moins élevé quand le Pakistan était uni. Incapable d'avoir une perspective d'avenir -- et, étant donné l'état de la gauche ce n'est pas surprenant -- de larges sections des masses se tournent avec nostalgie vers le passé. Le fait que la reprise du commerce avec le Pakistan entraînerait une baisse du prix des biens de consommation (sucre, légumes, huile, farine, textiles) a également joué un rôle dans l'accueil fait à Bhutto. Mais le dirigeant pakistanais n'a pas compris qu'en faisant un certain nombre de concessions il aurait pu agrandir le nombre de ses partisans au Bangla Desh. En conséquence l'équipe pakistanaise joua serré et le Bangla Desh ne peut pas se targuer de véritables gains. Ainsi, dans le futur immédiat le Sheikh Rahman n'aura pas d'autre choix que de continuer à compter sur l'aide des Indes. La profondeur de la crise économique et sociale combinée à l'incapacité de l'extrême-gauche d'exploiter la situation politiquement a entraîné une croissance massive des courants d'extrême-droite, même au sein de la Ligue Awami.

La réponse donnée par Rahman à la crise a été simple : une intensification de la répression. La plupart des 36.000 prisonniers arrêtés pour avoir collaboré avec l'armée pakistanaise durant la guerre de libération ont été relâchés afin de faire de la place dans les prisons pour les 20.000 gauchistes emprisonnés sans procès. En février 1974, la Ligue Awami alla plus loin que les deux dictateurs qui l'avaient précédée, Ayub et Yahya, en publiant le Special Powers Act (Décret des Pouvoirs Spéciaux) par lequel tout journal publiant des reportages "préjudiciables" peut être interdit et ses rédacteurs poursuivis et emprisonnés. Afin de décourager encore plus les désaccords, la formation paramilitaire privée de la Ligue Awami, la Jatiya Rakhi Bahini, reçut des pouvoirs spéciaux du Parlement lui permettant d'arrêter et de détenir sans procès n'importe quel citoyen du pays. "Arrestation et déten-

tion" sont évidemment des euphémismes ! La véritable fonction de la Bahini est de liquider les opposants politiques, fonction qu'elle remplit assez efficacement pour le moment. Et afin de s'assurer qu'aucun citoyen intelligent ne fera appel contre les brutalités arbitraires de ces bandits de la Ligue Awami en uniforme, le décret gouvernemental donne les précisions suivantes : "Aucun procès, poursuite ou autre mesure légale ne sera prise contre les membres de la Bahini pour aucun de ses actes accomplis en toute bonne foi, ou en processus d'être accomplis dans l'application des mesures prévues par ce décret."

Les principales victimes de la répression ont été les partisans et les membres du Samajtantrik Dal -- parti socialiste national -- dirigé par d'anciens membres de la Ligue Awami qui participèrent à la guerre de guérilla et scissionnèrent de la Ligue, dégoûtés par sa politique droitiste et son encouragement à la corruption. Le JSD est sans aucun doute le principal parti d'opposition au Bangla Desh aujourd'hui et ses principaux dirigeants ont déjà subi de nombreuses tentatives d'assassinats. Certains groupes maoïstes ont également perdu des militants à cause de la répression à grande échelle qui s'est développée. Les stalinien pro-Moscou ont, jusqu'ici, donné leur soutien acritique à la Ligue Awami (tout comme leurs camarades aux Indes qui soutiennent le Parti du Congrès) et ont participé à la répression contre "l'aventurisme de gauche". Ayant une vue à très court terme, ils ne réalisent pas que la répression sera un jour dirigée également contre eux, indépendamment de leur politique réformiste.

Cependant, la répression sert de couverture à la véritable faiblesse du régime qui fait face à une absence totale de perspectives. La seule issue possible impliquerait des mesures qui sonneraient le glas pour la Ligue Awami et la petite-bourgeoisie bengali et ne seraient jamais acceptées par les armées indienne et pakistanaise. Car la véritable solution serait d'unifier la nation bengali. Socialement, économiquement et culturellement c'est la seule issue sérieuse à la crise, mais cela implique une rupture totale avec la bourgeoisie et la politique bourgeoise. En large mesure, la gauche du Bangla Desh est encore prisonnière de sa stratégie et de ses conceptions erronées du passé. Le JSD, le seul courant de masse de gauche qui est apparu après l'établissement du Bangla Desh est toujours en processus de formation. En conséquence, bien que le Bangla Desh soit le maillon le plus faible de la chaîne capitaliste du Sud-Est asiatique, il est peu probable qu'il soit brisé, étant donné la faiblesse de la gauche.

Que reste-t-il au Pakistan ?

La position de Bhutto dans ce qui reste au Pakistan n'est que légèrement meilleure. Etant donné l'industrialisation plus avancée et la population plus réduite, on pouvait s'y attendre, mais, néanmoins, la crise s'est développée et s'est même reflétée au sein du People's Party (Parti Populaire -- parti au pouvoir) quand J. A. Rahim, le plus ancien ministre du Cabinet et un proche associé de Bhutto a récemment démissionné afin de protester contre le "manque de socialisme et de laïcisme" au sein du gouvernement. L'issue que Bhutto tente de donner à la crise est également la répression, mais elle s'est développée sur une base un peu plus sélective. Si cette solution échoue l'alternative n'est pas le socialisme mais un nouveau coup d'Etat, empêché pour l'instant par les succès de Bhutto en politique étrangère. Afin de comprendre le pourquoi de la faiblesse de la gauche, il est essentiel d'expli-

quer les circonstances et le contexte dans lesquels elle s'est développée.

Historiquement, dans les régions qui forment aujourd'hui le Pakistan, une tradition marxiste n'a jamais été capable de se développer. La forte emprise du tribalisme et du féodalisme, l'absence d'industrialisation, la non-existence même d'une forte tradition nationaliste bourgeoise (avec l'exception partielle de la province de la frontière Nord-Ouest), tout cela a joué un rôle important dans cette question. Cependant au cours des 30 dernières années, deux éléments nouveaux ont aidé à annuler les quelques pas en avant qui avaient pu être faits : la migration de centaines de communistes Sikh et Hindous aux Indes après 1947 et après la création du Bangla Desh en 1971.

La séparation enleva la plupart des cadres communistes. Il n'y eut pas d'entrée correspondante au Pakistan d'un nombre important de communistes d'origine musulmane venant des Indes. Ceux qui vinrent furent forcés par le Parti Communiste Indien (PCI). Mais là également, le PCI fit du gâchis en n'envoyant pas des syndicalistes et des cadres paysans, mais des intellectuels comme Sajjad Zaheer et Sibte Hassan. Ils étaient tous deux d'excellents critiques littéraires et écrivirent des brochures politiques en excellent Urdu, mais en tant que dirigeants communistes -- bien que dévoués -- ils étaient désespérément incapables. Leur arrivée, avec quelques autres, fit du minuscule Parti Communiste Pakistanais (PCP) une organisation si élitiste qu'elle ne fut jamais capable de gagner une base de masse. En désespoir de cause les dirigeants communistes commencèrent à chercher des raccourcis. Une tentative de putsch menée par un groupe très douteux de militaires, dont l'un avait des liens avec les dirigeants du PCP parce qu'il fréquentait les mêmes salons, sembla offrir une issue. Les militants communistes se précipitèrent dans cette aventure pour reculer aussitôt avec effroi quand ils réalisèrent que certains de ces militaires étaient de virulents chauvinistes musulmans. Ils se retirèrent immédiatement, mais leur naïve tentative de "conspiration" avait déjà été découverte. Sajjad Zaheer, Sibte Hassan, Faiz Ahmed Faiz et plusieurs autres furent accusés de "haute trahison" et emprisonnés. Ils restèrent peu de temps en prison. Sajjad Zaheer avait décidé qu'il en avait assez, et, grâce à ses liens familiaux avec le clan des Nehru, il fut libéré sur intervention personnelle de Jawaharlal et reçut la permission de retourner aux Indes où le milieu culturel et politique est bien plus à son goût.

L'alliance avec les nationalistes bourgeois

Pendant ce temps-là au Pakistan, le Parti Communiste était interdit. Ce parti qui avait fonctionné avec difficulté dans la légalité fut totalement paralysé après son interdiction. Il se décomposa rapidement et ses "cadres" s'engagèrent à aider à former des fronts larges d'organisations au sein desquels les communistes pourraient participer. Le premier de ces fronts fut formé par Mian Iftikharuddin et s'appela le Azad Pakistan Party. Il eut une existence brève et sans gloire et fut finalement remplacé par une alliance entre les communistes et les nationalistes bourgeois au sein du National Awami Party -- Parti National Awami, PNA --. A l'époque de la scission sino-soviétique les communistes au sein du PNA opérèrent une scission. A différentes reprises Maulana Bashani (scissionniste pro-Pékin) et le dirigeant nationaliste Pathan Wali Khan (scissionniste pro-Moscou) se sont plaints publiquement et en privé de ce que "ces damnés communistes" qui n'étaient pas capables de former

leur propre parti avaient ainsi fait scissionner un parti parfaitement démocratique,

La division du PNA à partir de 64-65, durant la période de la dictature de Ayub (1958-69) a certainement affaibli l'opposition libérale-démocratique au régime, mais elle eut des conséquences bien plus grandes : elle élimina totalement la possibilité de développement d'une opposition marxiste indépendante au régime de Ayub. La décision du régime de Ayub de développer des relations amicales avec la Chine offrit aux maoïstes pro-Pékin au sein du PNA une occasion en or pour quitter l'opposition. Ayub était tout à coup transformé en un militant anti-impérialiste et la tâche des maoïstes pakistanais devint celle de soutenir la dictature militaire contre ses ennemis à l'intérieur et à l'extérieur. Ils firent cela avec une ferveur toute retrouvée -- certains maoïstes allant jusqu'à décrire le système de "démocratie à la base" de Ayub comme le fourrier de la démocratie soviétique -- et, en conséquence, ils sabotèrent toute possibilité de développement d'une opposition anti-Ayub de gauche. C'est ce vide qui fut comblé par deux politiciens qui utilisèrent la même démagogie malgré leurs origines différentes : Zulfiqar Ali Bhutto et Mujibur Rahman.

Tant que le Pakistan resta un Etat unifié, l'influence d'une série de marxistes benglais sur l'ensemble de la gauche pakistanaise fut relativement positive, malgré toutes les aberrations de l'intelligentsia maoïste. La création du Bangla Desh détruisit tout contact avec les vestiges de ce que l'on pourrait caractériser une tradition révolutionnaire. Durant la lutte au Bangla Desh, les maoïstes au Pakistan occidental devaient faire face à un cruel dilemme. Pékin avait donné un soutien public et total à Yahya Khan, soutien exprimé par la célèbre lettre de Chou En-lai et par la visite d'une délégation chinoise pendant les massacres du Bengale oriental. Parallèlement de nombreux maoïstes bengalis souffraient de la répression comme tous les autres et de nombreux ripostaient. La large majorité des maoïstes du Pakistan occidental décidèrent de soutenir la répression au Bengale oriental et de justifier les atrocités. L'expansionnisme indien et le social-impérialisme soviétique furent rendus responsables du soulèvement au Bangla Desh. L'oppression nationale infligée aux masses bengalis par la bourgeoisie pakistanaise et son appareil d'Etat était considérée comme inexistante. Comprendre son importance et ses répercussions aurait signifié une rupture avec le chauvinisme musulman et toute la conception réactionnaire de l'Etat confessionnel. La seule pensée d'une telle hérésie faisait reculer d'horreur les maoïstes du Pakistan occidental.

Les chauvinistes indiens au Pakistan

La capitulation totale des maoïstes au national-chauvinisme contrastait avec la position et le rôle tout aussi bizarre-joué par les communistes pro-Moscou travaillant au sein du PNA. Ils pensaient qu'une révolution socialiste au Pakistan n'était ni possible ni souhaitable à cette étape particulière. Ce dont le Pakistan avait besoin c'était d'un régime comme celui qui existe aux Indes. En d'autres termes un régime qu'ils pourraient appuyer et qui serait considéré amicalement par Moscou, envers qui la majorité des communistes manifestaient encore une loyauté en partie sentimentale et en partie financière. L'amitié de la dictature pakistanaise et de la Chine était une barrière évidente et, ainsi, le PNA pro-Moscou s'opposa à la répression au Bangla Desh menée par l'armée pa-

kistanaise. Ses membres accueillirent, en privé, favorablement l'intervention de l'armée indienne. La seule critique faite par quelques uns contre les Indes fut de regretter que l'armée indienne n'ait pas mené une opération de nettoyage au Pakistan occidentale alors qu'elle était d' "humeur libératrice". Si les Indes avaient été un pays socialiste, un tel point de vue aurait pu être compréhensible, mais les hommes de Moscou choisirent délibérément d'ignorer les conditions qui prévalaient aux Indes : à savoir que l'économie était aux mains des capitalistes et que le gouvernement du Congrès, malgré toutes ses prétentions, était prêt à aller très loin pour maintenir le statu quo, l'intervention au Bengale oriental et la violente répression au Bengale occidental n'étant que deux manifestations éclatantes de cette volonté.

La venue au gouvernement du Parti Populaire sous la direction de Bhutto n'a pas modifié substantiellement la position particulière de la gauche pakistanaise. Aujourd'hui la principale opposition ne vient pas du Parti Mazdoor Kisan (maoïste) dirigé par Major Ishaq (un parti qui, soit dit en passant commence toutes ses réunions privées et publiques par des récitation du Coran et dont le manifeste est assaisonné de citations de cette même oeuvre!) mais du Parti National Awami de Wali Khan. Bien sûr cette opposition se situe dans le cadre bourgeois fixé par Bhutto lui-même, mais il n'y a rien d'autre d'offert aux masses. Le PNA, dont des représentants ont été élus par deux districts de la Province de la Frontière du Nord-Ouest et par le Baluchistan a vu ses ministres sommairement démis par Bhutto. Au Baluchistan, où la population locale a continuellement subi la répression militaire, l'ancien gouverneur et l'ancien ministre en chef, Bizenjo et Mengal, sont en prison, comme au Khair Bakhsh Marri le président de la section du Baluchistan du PNA et un membre important de l'assemblée nationale. Leurs partisans sont partis dans les montagnes et une guerre de guérilla se développe avec des pertes croissantes pour l'armée. Tikha Khan, le boucher de Dacca a rendu de nombreuses visites au Baluchistan tout comme son patron Bhutto.

Jamais la rébellion ne s'était emparée de rebelles aussi peu disposés que les dirigeants du PNA. Ils supplièrent Bhutto de ne pas les démettre et l'avertirent des conséquences s'il le faisait. Il ne tint pas compte de leur avertissement et préféra écouter les paroles de son vieil ami et allié Reza Pahlavi, le dictateur iranien qui refusa de tolérer un gouvernement du PNA au Baluchistan qui aurait, même malgré lui, pu stimuler un soulèvement nationaliste dans le Baluchistan iranien. Les dirigeants du PNA et Bhutto cherchèrent un compromis puisque la mission envisagée de "raid et destruction" avait manifestement échoué.

Tandis que le PNA continue à lutter, que font ses opposants maoïstes ? Alors que le Parti Mazdoor-Kisan a été réduit à l'impuissance par le régime de Bhutto dans le sens où il a volontairement réduit ses activités, les maoïstes du Parti Populaire, qui pensaient soit pouvoir convertir Bhutto soit prendre la direction du Parti, se sont fait écraser. Leur principal porte-parole, Mairaj Mohammed Khan, qui est probablement le meilleur agitateur avec une influence de masse dans le pays, fut pendant de nombreux mois membre du gouvernement de Bhutto. Il fut surnommé le "Ministre des Fatitahs" par ses opposants, dans la mesure où sa principale fonction était d'aller prier sur les tombes des ouvriers qui avaient été tués par la police du gouvernement du Parti Populaire. (Les Fatitahs sont les sept vers d'ouverture du Coran -- INPRECOR). Une fois qu'il eut épuisé son utilité pour le régime, Mairaj fut démis sans plus de cérémonie. Ses parti-

sans dans différentes sections locales du Parti Populaire furent traités de la même façon, et les principaux partisans de Bhutto, Mustafa Kar et Mumtaz Bhutto (tous les deux de gros propriétaires terriens) expulsèrent de nombreux gauchistes du parti.

En juin Mairaj fut lui-même arrêté alors qu'il parlait à un meeting d'enseignants en grève. Le cercle s'est ainsi refermé !

Ainsi la gauche pakistanaise est en plein désarroi. Il n'y a pas d'organisation révolutionnaire digne de ce nom dans le pays. A côté du Parti Mazdoor-Kisan il y a le Parti socialiste pakistanais dirigé par les anciens maoïstes C.R. Aslam et Abid Minto qui ont rompu avec Pékin et sont plus favorables à Moscou, ainsi que le petit Parti pakistanais des travailleurs dirigé par le vieux syndicaliste Mirza Ibrahim et le vieux stalinien Sardar Shaukat Ali. Mais ces deux partis représentent la voix du passé. Très discrédités ils ont très peu d'influence, et même ce peu-là est en train de diminuer rapidement.

Dans cette situation il est important de souligner deux nouveaux éléments. Des militants ouvriers à Karachi commencent à rejoindre des groupes syndicalistes comme la Muttahid Mazdoor Federation, qui est très respectée précisément parce qu'elle est militante et n'a aucun lien avec les organisations de gauche discréditées. Ses dirigeants, dont quelques uns sont marxistes, sont soit clandestins, soit en prison. Différentes tentatives d'écraser la Fédération ont échoué et elle représente sans doute aucun l'avant-garde prolétarienne à Karachi. Deuxièmement des groupes d'études se sont formés dans tout le pays et ils commencent à analyser les leçons de l'échec de la gauche et du "communisme" pakistanais. Ils sont de nature diverse et sans coordination entre eux, et sont différents d'une ville à l'autre, mais un signe salutaire est qu'ils ont abandonné les vieilles phobies du

stalinisme indien et leurs lectures comprennent des noms interdits depuis longtemps par Moscou et Pékin: Trotsky, Preobajenski, Bukharin, Rosa Luxemburg, ainsi que Lukacs, Korsch, Althusser, Sweezy et Mandel. Des perspectives intéressantes existent donc aujourd'hui, même si la tendance de ces cercles est encore théoricienne et académicienne. Ce sont des déviations que le mouvement révolutionnaire peut se permettre aujourd'hui, à condition qu'il sache les dépasser demain en faisant ses premiers pas vers la pratique révolutionnaire. La seule question qui demeure est de savoir que le Pakistan, en tant qu'Etat, durera assez longtemps pour que cette nouvelle orientation révolutionnaire soit testée en pratique.

Au cours de la dernière décade l'impérialisme a cherché à unifier les différentes forces bourgeoises du sous-continent indien. De façon assez curieuse, la partition du Pakistan et la création du Bangla Desh ont rendu cette tâche plus facile, car elles ont fait comprendre aux classes dirigeantes que si elles ne s'unifiaient pas politiquement elles ne seraient pas capables de faire face aux mouvements de masses dans la meilleure position stratégique. Et, tandis que les divisions inter-bourgeoises (à nouveau stimulées par l'explosion de la bombe indienne) irritent le Département d'Etat américain, Washington est prêt à opérer dans ces limites tant que le mouvement révolutionnaire du sous-continent est faible, désorganisé et brisé par la répression. (Il y a environ 70.000 prisonniers politiques en Asie du Sud Est aujourd'hui, dont 30.000 aux Indes). Ainsi des tendances à long terme vers l'unité militaire et politique, sinon territoriale, existent pour le sous-continent. La façon dont elles se développeront dépendra en large mesure de la montée du mouvement de masse, et, plus encore, du développement des partis révolutionnaires, éléments essentiels pour la victoire de ces mouvements de masse.

- Tariq ALI -

KURDES

le parti communiste irakien et la révolution kurde: une histoire de trahison

Une fois de plus la guerre civile a éclaté en Irak du nord entre les forces armées du mouvement de libération kurde -- dirigé par le Parti Démocrate kurde (PDK) sous la direction de Mulla Mustafa Barzani -- et le régime du parti Baas de Bagdad. La cause immédiate de la guerre fut le refus par le gouvernement de respecter les termes des accords signés le 11 mars 1970 "garantissant" l'autonomie aux Kurdes. Cette nouvelle guerre civile doit être resituée dans toute une série d'événements dont l'histoire remonte

à la division impérialiste du monde arabe juste après la première guerre mondiale.

L'explosion actuelle a, cependant, un aspect unique : la première offensive contre les Kurdes fut menée par la fraction du Comité Central du Parti Communiste Irakien (PCI). On voit là les restes d'un Parti communiste agissant sous le drapeau de l'unité nationale" avec l'aile irakienne du parti Baas (ce même parti qui décima le PCI en 1963 et 1968) et ou-

LES COMBATTANTS DU KURDISTAN



vrant la voie pour que la bourgeoisie irakienne lance une guerre de génocide contre le peuple kurde. Cette distorsion de l'histoire soulève trois questions importantes. Tout d'abord, la question nationale au Moyen-Orient est extrêmement complexe. Sa solution révolutionnaire exige non seulement une lutte infatigable contre l'impérialisme et le sionisme, mais également une lutte concomitante et liée contre le nationalisme arabe. Comment cela se reflète-t-il dans le cas de la lutte des Kurdes en Irak ?

Le Kurdistan est une région montagneuse de l'Asie occidentale qui a été le pays du peuple Kurde -- un des plus anciens peuples de la région -- depuis plus de 5.000 ans. Après la première guerre mondiale, le Kurdistan (comme tout le Moyen-Orient) fut divisé par l'impérialisme. La population Kurde fut éparpillée entre la Turquie (qui avait à l'époque une population kurde de 2 millions de personnes), l'Iran (2 millions), l'Irak (1 million) et la Syrie (1 1/2 million). La question de l'indépendance nationale pour ce peuple fragmenté et soumis se posait ainsi comme une tâche démocratique de la révolution kurde. Durant plus d'un demi siècle le Kurdistan divisé a été la scène de soulèvements armés perpétuels, généralement menés par des directions tribales, féodales ou bourgeoises. En Turquie et en Iran la centralisation rapide des structures de l'Etat entraîna des massacres brutaux des combattants kurdes et un effacement provisoire du mouvement de libération kurde. L'établissement, en 1946, d'une éphémère République Mahabad dans le Kurdistan iranien, fut suivi par un de ces plus infâmes massacres organisés par l'Etat. En Irak la situation était différente. La taille relativement importante de la population kurde (qui formait 25 % de l'ensemble de la population irakienne), le haut niveau d'organisation des kurdes, les régions extrêmement montagneuses du Kurdistan irakien, et la longue période d'instabilité politique menèrent les différents régimes irakiens à une impasse dans leurs différentes tentatives de liquider la révolution kurde.

La complexité de la question nationale dans cette partie du Moyen-Orient est le résultat du fait que le Kurdistan fragmenté fait partiellement partie d'une autre création impérialiste artificielle : l'Etat irakien lui-même. Ainsi, tandis que la lutte de classe de la partie arabe de la population irakienne s'orientait vers une lutte pour la réunification du monde arabe contre ses diviseurs -- l'impérialisme et le sionisme --, la lutte de libération nationale kurde s'orientait objectivement vers la séparation d'avec l'Etat irakien.

Mais la bourgeoisie irakienne ne veut en aucune cir-

constance perdre les riches puits de pétrole et les ressources agricoles du Kurdistan. Ainsi pour la bourgeoisie irakienne la question devint de savoir comment détourner la lutte de classe en Irak et en même temps stimuler l'opposition des masses arabes d'Irak contre la révolution kurde, portant ainsi des coups contre la lutte de libération kurde tout en affaiblissant la lutte des masses arabes, qui avaient un puissant allié potentiel dans le mouvement kurde ?

La réponse de la bourgeoisie irakienne fut de tenter de mobiliser les masses irakiennes derrière l'idéologie du nationalisme arabe (sous sa forme Baasiste) -- idéologie qui apparaît aux masses arabes comme dérivant de leurs aspirations progressives à l'unification de la nation arabe.

Afin de miner les projets de la bourgeoisie irakienne sur cette question, les révolutionnaires arabes doivent montrer que ce sont justement les partisans de ces formes de conscience et d'action bourgeoises qui se sont montrés incapables d'unifier le monde arabe et de lutter efficacement contre l'impérialisme et le sionisme. Les armes idéologiques de la bourgeoisie arabe sont tournées en Irak contre la seule force qui peut non seulement réaliser, mais dépasser les tâches démocratiques auxquelles sont confrontés les peuples arabe et kurde : l'unité des travailleurs et des paysans arabes et kurdes.

Mais cette unité objectivement nécessaire ne peut être réalisée que sur la base d'une lutte sans compromis contre l'oppression du peuple kurde et l'idéologie qui cherche à justifier cette oppression, le nationalisme arabe. Les révolutionnaires arabes doivent faire ceci en soutenant, en paroles et en actions, le droit de la nation kurde à l'auto-détermination, y compris le droit de sécession de l'Etat irakien. Pour les révolutionnaires arabes ceci représente un moyen de s'opposer à la fois aux desseins de la bourgeoisie arabe et d'aider à forger des liens avec les révolutionnaires kurdes en minant la base de l'hégémonie de la bourgeoisie et des dirigeants féodaux kurdes sur les masses kurdes.

Le second problème important soulevé par la guerre civile actuelle en Irak est précisément l'échec des directions du mouvement communiste traditionnel dans le Moyen-Orient à comprendre ces processus liés. Le Parti Communiste Irakien fut fondé en 1934. Contrairement à ses partis frères en Egypte, au Liban et en Syrie (y compris la Palestine) il a joué un rôle important dans la vie politique depuis les années 40. Il a survécu aux sérieuses difficultés de la vie clandestine sous la monarchie Hashemite qui avait été installée en Irak par l'impérialisme britannique dans les années 30. Après le renversement de la monarchie et l'établissement de la République irakienne en 1958 le PCI devint un parti de masse ayant une influence déterminante dans la classe ouvrière, les paysans, les étudiants, spécialement au Kurdistan, où, pendant une période, il réussit à prendre la place du Parti Démocrate Kurde comme principal pôle d'attraction pour les militants kurdes. Mais, plus tard, quand il appuya le régime contre le soulèvement kurde de 1961, il perdit cette position et il va même maintenant jusqu'à lancer ce qui promet d'être une des guerres les plus barbares lancées contre le peuple kurde.

En 1967, le PCI scissionna en une aile réformiste pro-Moscou (appelée la fraction du Comité Central) et un courant révolutionnaire (la Fraction de la Direction Centrale). Mais cette dernière ne fut pas capable de rompre de façon décisive avec son passé stalinien, et elle devint victime du spontanéisme et du

maoïsme. La tendance du Comité Central entra dans le gouvernement baasiste d' "unité nationale" tandis que la tendance de la Direction Centrale commença à prendre une position suiviste par rapport à la direction bourgeoise du mouvement kurde.

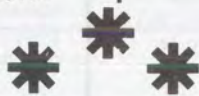
L'article que nous publions ci-dessous étudie de façon détaillée l'histoire de ces événements. Il suffit de souligner ici que la capitulation pratique à la bourgeoisie irakienne ou kurde fut évidemment accompagnée d'élaborations théoriques apologétiques. Dans le cas d'un parti historiquement important comme le PCI cette apologie exerce une forte pression sur la conscience des révolutionnaires kurdes et irakiens. Ainsi, une critique vigoureuse de la théorie et de la pratique du PCI sur la question kurde est un élément important dans la lutte pour la construction d'une direction communiste-révolutionnaire dans le monde arabe.

Finalement, le troisième élément soulevé par la nouvelle guerre civile découle des 2 premiers. La clique de propriétaires terriens de Barzani doit son hégémonie sur le mouvement kurde en grande partie à la politique du PCI. Ceci apparaît clairement dans l'article ci-dessous. Les différents échecs des soulevé-

ments kurdes sont liés à la nature de cette direction qui, à cause de ses intérêts de classe ne peut pas se permettre de se lier aux forces de la révolution arabe, dont la participation est essentielle pour la libération du Kurdistan. Les récentes déclarations de Barzani appelant une aide militaire américaine et israélienne et promettant d'accorder des concessions aux compagnies pétrolières américaines dans un futur Kurdistan libre le montrent clairement. Ainsi la rébellion actuelle au Kurdistan est vouée une fois de plus à l'échec. Au mieux elle débouchera sur de nouveaux compromis qui prépareront le terrain pour les nouvelles attaques. Les masses arabes et kurdes paieront donc de leur sang les défauts de leurs directions respectives.

L'article ci-dessous qui analyse de façon détaillée la position du Parti Communiste Irakien par rapport au mouvement kurde fut originalement publié en deux parties dans le journal *el Mounadil* (Le Militant) d'octobre, novembre et décembre 1973. (*el Mounadil* est le journal du Groupe Communiste Révolutionnaire, organisation arabe sympathisante de la IVème Internationale, basée au Liban). Cette traduction est légèrement abrégée.

INPRECOR



En août 1945, deux ans après l'apparition d'un mouvement de lutte armée dans le Kurdistan irakien (la région de Barazan), sous la direction de Mulla Mustafa Barzani, le gouvernement irakien, appuyé par l'aviation britannique stationnée à Kirkurk et el Habamya, lança une offensive contre les centres de la révolution kurde. De nombreuses petites villes et des centaines de villages furent détruits. Un blocus fut établi sur presque tout le Kurdistan. Sous l'impact de cet assaut barbare et de la défection d'un grand nombre de "dirigeants" kurdes -- y compris de dirigeants des propriétaires terriens -- qui passèrent activement dans le camp du gouvernement central, les révolutionnaires kurdes furent obligés de se retirer vers la région iranienne du Kurdistan, dans des régions où les armées soviétiques étaient encore stationnées. C'est ainsi que la République Démocratique du Kurdistan (la République Mahabad) fut créée le 22 janvier 1946. Mais après le retrait des troupes soviétiques, selon les termes de l'accord de Postdam, les armées persanes se précipitèrent et écrasèrent la jeune République isolée le 15 décembre 1946.

Avec la défaite du soulèvement de Barzani la révolution kurde achevait une longue phase de son développement qui avait été marquée par l'hégémonie des classes de propriétaires au sein du mouvement de libération kurde. Cette direction avait été incapable d'élaborer un programme nationaliste révolutionnaire et avait utilisé le mouvement des masses kurdes pour faire avancer ses intérêts de classes. Des luttes et des heurts permanents absorbaient les énergies du mouvement et permettaient souvent au régime de Bagdad d'isoler les soulèvements révolutionnaires des paysans dans le Kurdistan et de les limiter à un cadre local restreint.

Ceci fut particulièrement important dans la mesure où la campagne était la principale source des soulèvements révolutionnaires pendant cette période de la révolution kurde. Les relations tribales et familiales jouèrent un rôle décisif pour l'orientation du développement du mouvement et ceci amena un approfondisse-

ment de l'hégémonie des directions existantes, qui étaient elles-mêmes appuyées par des cercles religieux et par le clergé. Si la défaite du soulèvement de Barzani marqua la fin d'une phase de la révolution kurde, elle ouvrit également de nouvelles opportunités durant la période de près de 16 ans de calme relatif qui se développa au Kurdistan irakien. C'est durant cette période transitoire que les conditions objectives se cristallisèrent et que les cadres qui devaient prendre la tête du nouveau soulèvement kurde de l'automne 1961 se formèrent.

La crise de direction

Après la division du Kurdistan, les classes dirigeantes d'Iran, d'Irak, de Syrie et de Turquie, avec l'aide des impérialismes français et britannique, essayèrent d'unifier les différentes régions du Kurdistan, économiquement et politiquement, à leurs structures d'Etat respectives. Ce processus d'intégration prit des formes diverses, allant des attaques aériennes à l'assimilation nationale (turquisation, persanisation, arabisation). L'objectif principal de ce processus était d'intégrer l'économie du Kurdistan et de la lier au marché mondial afin de mieux organiser le pillage impérialiste des ressources et de la force de travail dans cette région.

Dans le Kurdistan irakien, l'impérialisme britannique accorda une attention toute spéciale au processus d'intégration car d'importants dépôts de pétrole sont situés dans le Kurdistan (à Kirkurk, Khanaqain et Ain Zalah). Les principales villes kurdes étaient liées aux parties centrale et sud de l'Irak par tout un réseau de villes et de chemins de fer. Une sous-section de ce réseau servait à relier la campagne kurde -- où sont situées les cultures de tabac, de blé, de fruits et la plus grande partie des ressources animales -- aux centres commerciaux. En même temps, des dizaines de milliers de paysans kurdes furent privés de leurs petits lots de terre, ce qui entraîna le renforcement de l'hégémonie des sheikhs tribaux kurdes. Ce processus vi-

sait à gagner une base sociale et politique pour le régime de Bagdad, qui garantirait le pillage permanent de la campagne kurde.

Ces changements importants dans le mode de production entraînèrent de violents bouleversements dans la société kurde. Les formations socio-économiques traditionnelles étaient sapées et une nouvelle structure de classe commençait à apparaître, amenant une intensification des contradictions entre, d'un côté, des centaines de milliers de paysans pauvres et appauvris et le prolétariat et, d'un autre côté, une poignée de féodaux, de propriétaires terriens et de gros marchands, appuyés, bien sûr, par l'Etat bourgeois bureaucratique. Le processus de développement inégal et combiné se développait ainsi au Kurdistan, car des vastes ensembles industriels modernes, employant des dizaines de milliers de travailleurs dans les champs pétroliers de Baba Kurkur, Jambur et el Wand et dans les services et les communications se développaient, à côté d'une économie agricole "naturelle" et artisanale traditionnelle. Dans un champ on pouvait utiliser la vieille charrue de bois traditionnelle, tandis que, dans un champ voisin, on utilisait des tracteurs modernes et d'autres innovations dans le domaine de la technique agricole.

L'un des résultats probablement les plus importants de ces changements structurels fut une très large émigration rurale vers les villes. Les villes kurdes doublèrent de taille en 10 ans. Les villes avaient déjà commencé à jouer un rôle important dans les luttes de classe et nationales au cours des années 1930. Le 6 septembre 1930 le soulèvement de Sulaymaniyah en donne un exemple. Au milieu des années 30, une direction urbaine appuyée sur des groupements politiques et intellectuels parmi les étudiants, les artisans et le prolétariat urbain commença à apparaître aux côtés des dirigeants tribaux et religieux. Mais ces groupes ne commencèrent pas à avoir une réelle influence sur le mouvement révolutionnaire kurde avant le début des années 40. Ceci se refléta clairement, dans la formation, le 16 août 1946 du Parti Démocrate Kurde (PDK), qui devient alors un pôle d'attraction alternatif.

A côté des partis bourgeois-féodaux, de petits groupes prenant la forme d'organisations culturelles et sociales commencèrent à se former parmi les intellectuels. La première couche de dirigeants révolutionnaires est issue de ce milieu. De plus, la radicalisation générale qui balaya l'Irak au milieu des années 30, spécialement après le coup de Bakr Sidqi en 1936, entraîna un approfondissement de la crise de la direction révolutionnaire au Kurdistan.

Le Parti Communiste Irakien (PCI) fut fondé en 1934. Un grand nombre de militants kurdes rejoignirent bientôt ses rangs et jouèrent un rôle important dans la construction du parti. Dans les villes, la jeunesse kurde était en général attirée par le PCI et les sections communistes locales les plus fortes dans les années 40 se trouvaient à Arbil, Sulaymaniyah, et Rawanduz, toutes des villes kurdes. Mais la position prise par le PCI sur la question nationale kurde désillusionna de larges secteurs des masses kurdes qui avaient vu dans le PCI l'organisation capable de lutter contre la double oppression (nationale et sociale) des kurdes.

Du 1er congrès national à la 2ème conférence du parti

Le 1er Congrès national du PCI qui eut lieu en 1945 renforça la position du parti sur la question kurde. A partir de ce moment toutes les positions du PCI

restèrent dans le cadre défini par la soi-disant Charte Nationale qui avait été élaborée par Yusuf Salman (Fahd). Les innovations théoriques qui furent éventuellement adoptées par la suite restaient en général fidèles à la Charte originale. Le point central de cette Charte était la négation de l'existence de la nation kurde, sur la base du fait que les kurdes n'entraient pas dans la définition de Staline d'une nationalité.

Cette définition expliquait que la division artificielle du Kurdistan a différencié les diverses parties du pays, socialement et économiquement. Dans ce sens, la division artificielle a "changé" la nature du développement de la question kurde, créant une solution qualitativement nouvelle ... Avant la division, et en particulier, immédiatement après la première guerre mondiale, le mouvement de libération kurde mit en avant la revendication d'un Etat kurde comprenant l'ensemble du Kurdistan. " (La Question Nationale Kurde, Majid Abdel Rudha, membre du Comité Central du PCI). Cependant, avec la division du Kurdistan par l'impérialisme " il n'est plus possible de mettre en avant la revendication pour un Etat kurde comme proposition directe et pratique pouvant être réalisée pour tout le Kurdistan ou même pour une partie de celui-ci. "

Mais, en réalité, la division artificielle de la nation kurde par l'impérialisme anglo-français n'annula en aucune façon son existence. Au contraire elle stimula les masses kurdes et éleva leur niveau de conscience de classe et nationale, comme cela se refléta dans la façon dont les kurdes -- spécialement les paysans -- résistèrent par la force à l'opération impérialiste. Le Kurdistan fut la scène d'une série permanente de soulèvements de masse révolutionnaires, commençant au début du XXème siècle, stimulés essentiellement par la conscience nationale et sociale élevée des kurdes. Les impérialistes et leurs agents ont été capables de diviser de nombreuses nations et de consolider ces divisions, mais au Kurdistan, la division ne se réalisa pas. Cela est démontré par l'interrelation sociale et économique permanente entre les différentes parties du Kurdistan, et par le fait que les bourgeoisies arabe, turque et perse n'ont pas été capables d'empêcher les bergers et les agriculteurs kurdes de traverser en permanence les frontières de leurs Etats. Il ne fait aucun doute que la position héroïque du peuple kurde face à la partition est basée sur le profond intérêt commun qui l'unifie. De plus, la formation géographique du Kurdistan offre un obstacle à la dynamique de fragmentation initiée par l'impérialisme. Le PCI voit le Kurdistan comme un butin qui a déjà été partagé entre les voleurs, et il demande donc que les kurdes cessent d'affirmer l'unité du Kurdistan comme cela s'exprime dans leur revendication d'un Etat kurde unifié. Tout cela parce que une "situation qualitativement nouvelle" aurait " au cours des années, créé des liens différents (économiques, politiques et sociaux) entre le peuple kurde dans les différentes parties du Kurdistan et les nations vivant respectivement dans ces parties". (Majid Abdel Rudha)

Il ne s'agit pas de nier ces liens sociaux et économiques. Mais ils sont extrêmement faibles et les classes dominantes ne sont pas assez fortes pour accomplir leur tâche d'assimilation de "leurs" parties respectives du Kurdistan à l'économie de leur pays. De plus, le développement du type de liens dont le PCI parle n'explique en aucune façon les propositions de ces "communistes". Depuis quand des marxistes-révolutionnaires disent-ils que les relations politiques, économiques et sociales entre nations oppresseuses et nations opprimées annulent les droits nationaux des opprimées qui s'expriment dans leur droit à l'auto-détermination ?

La Russie tsariste fut capable d'établir de telles relations avec toutes les nations qui souffrirent sous le joug de sa domination impérialiste au cours de 4 longs siècles. Mais le Parti bolchévique ne présenta pas ces différents "liens" comme une excuse justifiant l'annexion forcée. En fait, les bolcheviks adoptèrent la revendication d'auto-détermination, incluant le droit de sécession totale, pour toutes les nations souffrant sous le poids mort du tsarisme.

Dans le cadre du système capitaliste et du marché mondial, l'existence de telles relations est devenue inévitable. Et justement parce qu'elles apparaîtront inévitablement aujourd'hui de telles relations ne doivent pas devenir une excuse pour nier le droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes.

Tout ce que les bourgeoisies nationales au pouvoir en Irak, en Turquie, en Iran et en Syrie ont réussi à faire jusqu'ici, c'est de voler et de piller le Kurdistan. Les relations économiques ont signifié la destruction de centaines de villages et de petites villes et l'incendie des champs des paysans pauvres; les relations sociales ont amené l'analphabétisation totale et l'extermination massive de la population, combinées à la mutilation de centaines d'enfants et de vieillards. Le véritable sens de la position des staliniens c'est qu'elle appelle à l'assimilation des kurdes aux classes dominantes !

La charte nationale et la question kurde

"Nous luttons pour la véritable égalité des droits de la minorité nationale kurde et des autres minorités comme le Turkuman, les Arman et les Yazidiyyen." (Point 10 de la Charte du PCI - 1945).

Le PCI est-il réellement pour l'égalité des droits de toutes les minorités nationales ? Dans le journal central clandestin du PCI de novembre 1945, el Qa'ida, ces droits sont expliqués de façon très confuse et obscure : "Quelle est notre position sur la question des droits nationaux des kurdes ? Nous luttons pour la liberté de tous, pour la liberté d'organisation, de vie démocratique et pour un régime et un appareil d'Etat démocratiques. Nous luttons pour étendre l'éducation à tous, pour l'égalité totale entre tous les irakiens. En bref nous luttons pour le bonheur (sic!) des kurdes. Les masses travailleuses ont les organisations nécessaires qui leur permettent d'exprimer leur préférence, à savoir rester ensemble ou se séparer, sur la base des intérêts du peuple kurde et des masses travailleuses irakiennes... Mais la revendication de séparation des kurdes de l'Etat irakien est totalement erronée. Les masses kurdes ne peuvent pas en profiter du tout."

Si le droit des kurdes à se séparer de l'Etat bourgeois irakien est considéré erroné et réactionnaire, tous les discours sur la véritable égalité des droits et la liberté pour tous et les "organisations nécessaires" qui permettraient au peuple kurde de s'exprimer sont totalement vides de sens. Les marxistes-révolutionnaires n'aspirent pas à la sécession, mais ils ne se rangent pas non plus aux côtés des bourgeois chauvins qui rejettent le droit à l'auto-détermination d'un peuple, y compris le droit adjoint de se séparer.

Au moment où el Qa'ida exposait les positions du PCI les colonnes de fumée montaient encore des ruines de centaines de villages et de petites villes kurdes dans les régions de Barazan et de Mazoori Bala. Et quelques mois seulement plus tard, les ouvriers kur-

des, arabes et turcs lançaient une lutte révolutionnaire contre les compagnies pétrolières de Kirkurk, lutte qui culmina dans la grève des ouvriers de l'Iraq Petroleum Corporation, et qui se termina par d'horribles massacres de travailleurs à Kawarbaghi. C'est à Kawarbaghi que les ouvriers arabes, kurdes et turcs se prirent la main pour s'opposer à l'appareil d'Etat bourgeois. Voilà la véritable unité ! Elle se développe sur le terrain de la lutte révolutionnaire et non sous l'égide de l'Etat irakien. L'ironie tragique de la position du PCI c'est qu'elle fut élaborée et parfaite au cours des années 1949-51, alors qu'une majorité des membres du Comité Central du PCI étaient kurdes !

En 1953, Baha el Din Nuri, secrétaire du PCI, présenta un projet de programme qu'on appela par la suite le programme de "Bassim". Dans ce programme, Nuri adoptait une position marxiste-léniniste correcte sur la question kurde : le programme reconnaissait "le droit du peuple kurde à l'auto-détermination, y compris le droit à la sécession." Ce programme fut rapidement battu au sein du PCI. Mais sa brève existence aida un certain nombre d'organisations communistes à se développer au Kurdistan.

Durant la seconde conférence du PCI, qui eut lieu en 1956, la vieille position stalinienne sur la question kurde fut affirmée une fois de plus. Une nouvelle revendication fut adoptée : "Autonomie pour le Kurdistan irakien au sein de l'Etat irakien." Mais même cela ne fut pas appliqué dans l'activité politique quotidienne du Parti ou dans ses positions politiques par la suite. En réalité, tout le travail de propagande et d'agitation était limité aux conceptions erronées précédentes sur la question nationale, codifiées au point 10 de la Charte nationale.

Cette reculade totale par rapport au programme de Bassim eut des répercussions sérieuses pour les organisations des communistes kurdes qui ne furent plus capables de réaliser des progrès tangibles, soit au niveau organisationnel interne, soit au niveau du travail de masse. Mais le coup-révolution du 14 juillet 1958 ouvrit une nouvelle situation.

Juillet 1958-- février 1963: confusion et trahison

Les deux années qui précédèrent juillet 1958 furent des années de confusion totale au sein des communistes kurdes. La crise du PCI s'approfondit au fur et à mesure qu'il s'isolait des masses. Cette situation générale amena un certain nombre de formations communistes à entrer dans le PDK au milieu des années 50. De plus, un grand nombre des meilleurs militants kurdes quittèrent le mouvement révolutionnaire, ayant perdu toute illusion. Tout ce que le PCI gardait au Kurdistan c'était un groupe de militants éparpillés dans plusieurs villes kurdes.

Le soulèvement de masse phénoménal qui suivit l'établissement de la République en juillet 1958 permit au PCI de regagner un peu de sa popularité antérieure et de rétablir des bases significatives au Kurdistan. Cela permit de renforcer la position du parti dans ces régions. Ces bouleversements et changements furent accélérés par l'acuité de la lutte de classe qui amena un certain nombre d'amis, de partisans et de membres du Parti Démocrate à se ranger du côté des classes possédantes. Le changement des rapports de forces entraîna des pertes pour le PDK en grande partie en faveur du P.C.I. En hiver 1959, des milliers de paysans pauvres et de prolétaires urbains, sous

la direction des militants communistes, écrasèrent un soulèvement dirigés par les féodaux Rashid Lolan et Salim Agha dans la région de Qala'at Durzah. Cette attitude révolutionnaire affaiblit l'influence du PDK et offrit de nouvelles opportunités pour le PCI.

Mais ce développement ne se prolongea pas beaucoup. L'appui du PCI au régime bonapartiste qui menait une politique anti-kurde renversa la dynamique en faveur du PDK. Sous l'impact de l'alliance du PCI avec le régime bourgeois de Qassim, les masses ont, une fois de plus, tourné leur dos au PCI, ainsi que le firent des centaines de militants communistes qui n'avaient pas réussi à modifier la ligne opportuniste du parti. Ces éléments commencèrent à se battre pour défendre les gains qui avaient été obtenus durant l'"hiver rouge" irakien de 1958-59. C'est exactement durant cette période que le PDK réussit à regagner son influence antérieure, dans la mesure où il s'opposait résolument aux tentatives du régime de priver les masses kurdes de leurs acquis sociaux et démocratiques.

Le troisième article de la constitution irakienne provisoire, publiée seulement 2 semaines après le coup d'Etat du 14 juillet 1958, déclare : "Les arabes et les kurdes sont partenaires dans ce pays." Le PC accueillit favorablement cet article comme un premier pas qui devait être suivi par une politique tangible allant vers l'application de l'autonomie du peuple kurde. Au cours des soulèvements de masse de l'hiver 58/59, le régime bourgeois essaya de séduire les masses kurdes, mais après la venue au pouvoir des forces réactionnaires en été 1959, il commença à essayer de limiter tous les gains nationaux et sociaux qui avaient été obtenus. Tandis que le régime bonapartiste remportait quelque succès dans l'étranglement du mouvement révolutionnaire dans les régions du Sud et du Centre de l'Irak, au Kurdistan, il rencontra une forte résistance. Afin de s'opposer à cette résistance, Qassim fut obligé de militariser un nombre de tribus kurdes dissidentes (les Zibaris, les Rikanis, les Jaaf) et de les lancer contre le mouvement national kurde (Barazanis, le Parti Démocrate), utilisant ainsi les inimitiés tribales traditionnelles au sein des kurdes eux-mêmes. Le PC stalinien garda le silence face à cette situation, se contentant d'appeler à l'"unité du front national" et publiant un avertissement au sujet des "desseins et intrigues impérialistes", soulignant pour la millième fois la nécessité du concept capitulationniste d'auto-restriction.

Quand le PCI perçut finalement l'inévitabilité du conflit armé étant donné la détérioration de la situation dans le Nord, il balança dans le camp du régime et demanda que les "kurdes arrêtent de causer des troubles". La motivation de ce tournant était que le régime existant était patriotique et cela signifiait se ranger aux côtés de la bourgeoisie nationale ! Sur la base de cette action, le PCI appela le mouvement kurde à lutter pour développer le gouvernement national-démocratique et à faire pression sur le gouvernement pour qu'il étende les droits démocratiques ! Cette politique droitiste de la direction stalinienne rencontra une vigoureuse résistance au sein de la base du parti qui appelait à l'adoption d'une position révolutionnaire sur la question kurde et dénonçait violemment la politique réformiste droitiste de la direction du parti. Mais la direction répondit à cette vague de protestation et de dénonciation par une offensive de liquidation et d'expulsions massives qui frappa des centaines de membres et de cadres révolutionnaires.

La déformation des faits concernant les batailles se déroulant au Kurdistan par les journaux du PCI, Itihad el-Sha'at (Unité Populaire) et Azadi (Liberté

en kurde) fut encore pire. L'impression qui ressortait de la presse du PCI était que la lutte au Kurdistan était une lutte inter-tribale entre les tribus Barazanis d'un côté et les tribus Zibaris et Sorgis de l'autre, lutte qui faisait rage dans tous les coins de Qadha'i Muka et Agrah. En réalité cette lutte faisait partie d'un plan de la bourgeoisie visant à soumettre tout le Kurdistan par la force. Il s'agissait du prélude à la guerre civile sanglante qui fut lancée le 11 septembre 1961.

A la fin de 1960, la région des combats s'était étendue et comprenait le territoire allant des rives du Zab Bahvanan à toute la région du Qala't Durzali. Alors que les staliniens maintenaient leur ligne capitulationniste, le PDK, parti bourgeois, se plaçait à la tête des masses révolutionnaires dans toute la campagne kurde. Le PDK menait une lutte armée féroce contre les inspecteurs d'impôts du régime bourgeois qui, après la croissance des forces réactionnaires avaient réapparu une fois de plus pour voler leurs récoltes aux paysans, sous prétexte d'un impôt terrien et de la restriction de la culture du tabac. Quand le gouvernement organisa des expéditions punitives dans quelques centres ruraux afin d'arracher les impôts par la force, des milliers de paysans organisèrent une lutte armée contre les forces gouvernementales. La résistance était dirigée par des membres et des cadres du PDK. Après l'échec de l'opération gouvernementale avec les tribus mercenaires kurdes, le régime était confronté à une dure alternative : accepter le fait accompli ou envahir le Kurdistan. Il choisit cette dernière solution et, le 11 septembre 1961, la guerre la plus vicieuse de l'histoire du Kurdistan irakien était déclenchée.

Le pc et la révolution kurde jusqu'au 8 février 1963

Vers la fin de mai 1961, le PCI publia une déclaration apologétique demandant au "régime patriotique" de mettre fin à la situation extraordinaire en Irak et d'arrêter de persécuter les Barazanis, les patriotes et les communistes. La réponse du "régime patriotique" fut de prendre des mesures supplémentaires dans le sens opposé. Le 22 août 1961 (c'est-à-dire 2 semaines avant l'éclatement des hostilités) le bureau politique du PCI publia une déclaration définissant la politique du parti en cas de guerre. La déclaration expliquait : "Faisant confiance à leurs agents qui travaillent à l'intérieur, les impérialistes anglo-américains, les compagnies pétrolières et leurs alliés, les gouvernements de Turquie et d'Iran, font de leur mieux pour exploiter la nouvelle situation créée au Kurdistan par les actions gouvernementales ; ils tentent d'approfondir les divisions dans les rangs des forces patriotiques... et menacent l'unité et l'indépendance nationale du pays."

En sous main le PCI essayait de suggérer que ce mouvement était dirigé par l'impérialisme et que, en dernière analyse, la lutte armée servait les desseins de l'impérialisme.

Mais voyons un peu. Il est un fait bien connu et évident aujourd'hui que la direction du mouvement kurde n'était pas réellement représentative des aspirations de centaines de milliers de paysans pauvres et d'ouvriers qui formaient les forces du soulèvement du 11 septembre 1961 (que cette direction soit la fameuse aile féodale - tribale ou l'aile bourgeoise et petite-bourgeoise, à savoir le PDK). De plus, les masses kurdes apportèrent leur soutien à cette direction après la trahison du PCI et sa prise de position en faveur du gouvernement "patriote" de Qassim.

Ne s'agissait-il pas des mêmes masses qui avaient

apporté leur soutien aux militants du PCI en été 1959 ? Ne s'agissait-il pas des mêmes masses qui luttèrent sous la direction des militants communistes pour écraser la rébellion des féodaux, précisément parce que les militants du PC avaient prouvé, dans la pratique, leurs capacités de dirigeants révolutionnaires, bien que la plupart d'entre eux furent obligés de quitter le parti et de partir dans les montagnes du Kurdistan afin de défendre leurs villages et leurs récoltes contre les inspecteurs d'impôts envoyés par le gouvernement "patriotique" ?

Le PC demanda aux masses kurdes d'accueillir favorablement les soldats et les unités mobiles de police de Qassim. Il demandait aux travailleurs urbains de "se modérer" sans exprimer la moindre colère contre les nombreux officiers de sécurité et les enquêtes qui "défendaient l'unité des rangs patriotiques". De plus il voulait que les masses quittent les rangs des Pesh Merza et al-Ansar (les forces armées kurdes) et cessent de les appuyer quand elles essayèrent de lutter contre les provocations de la police et des agents de l'administration alors qu'elles libéraient les prisons. Les masses apprennent par l'expérience et non par les intentions des partis. Elles marchent derrière la direction qui montre, en pratique, qu'elle est le véritable défenseur de leurs aspirations nationales et sociales.

En défendant les paysans et en organisant la résistance armée contre les inspecteurs d'impôts et contre les lois restrictives sur la culture du tabac, et en défendant héroïquement le Kurdistan contre les attaques barbares de l'armée gouvernementale, le PDK montra concrètement sa capacité de diriger les masses paysannes et les ouvriers à la fin de 1961. C'est pourquoi la déclaration du PC ne fut reçue que par le mépris et le dégoût.

Cette même proclamation lançait quelques menaces contre la direction kurde si celle-ci s'engageait dans une forme plus développée de lutte armée : "L'isolement du mouvement kurde par rapport au mouvement de l'ensemble du peuple irakien affaiblit en premier lieu le mouvement kurde et le prive de ses puissants alliés, à savoir le mouvement national et démocratique profondément enraciné." Evidemment le "mouvement profondément enraciné" est le PCI lui-même. Et, en fait, la direction du PC stalinien appliqua ses menaces peu de mois plus tard. Elle ne fit d'ailleurs pas seule dans cette action. Les bureaucraties du Kremlin et de Prague se précipitèrent à l'appui de la direction bourgeoise irakienne en lui envoyant des tonnes d'équipement militaire et un grand nombre de Mig soviétiques, qui eurent l'honneur de transformer en ruines 80% de la campagne kurde.

Pendant les années de la guerre (septembre 1961 - février 1963), le PCI maintint sa position traitre de soutien au gouvernement de Qassim et se contenta de publier de temps en temps une déclaration très diluée, appelant à la "paix au Kurdistan" -- mais une paix de capitulation. Au moment où l'armée bourgeoise semait la mort, la destruction et la misère dans tout le Kurdistan, de nombreuses unités de l'armée étaient dirigées par des officiers "communistes".

Le coup réactionnaire de 1963

Une année et demie après l'explosion de la révolte kurde, les forces de Pesh Merza (al-Ansar) avaient réussi à libérer plus de la moitié du Kurdistan irakien. Les forces révolutionnaires infligèrent des coups sévères à l'armée gouvernementale, et ceci approfondit la crise du régime bourgeois. Le mécontentement

et un esprit de mutinerie commencèrent à pénétrer les unités militaires au Kurdistan. Ceci affaiblit la force de frappe de l'armée, à tel point que des sections entières se rendaient face aux attaques du mouvement révolutionnaire kurde. Au milieu des avancées décisives de la révolution kurde éclata le coup d'Etat réactionnaire du 8 février 1963.

Le nouveau régime, dirigé par le parti Baas, lança une campagne terroriste qui obligea la plupart des communistes kurdes et de nombreux autres dirigeants et cadres du PCI à chercher refuge dans les territoires kurdes libérés. La direction kurde, à la recherche de l'aide des pays du "bloc socialiste" reçut ses ennemis d'hier et leur donna refuge. Les réfugiés communistes, dont un bon nombre avaient commandé, sous Qassim, les unités qui attaquaient le Kurdistan.

A partir d'avril 1963 la propagande produite par les pays "socialistes" commença à mentionner le Kurdistan quand elle donnait des nouvelles sur la répression contre les communistes irakiens. La position du PCI commença à changer. Mais la lune de miel ne dura pas longtemps. Le 18 octobre 1963 eut lieu un nouveau coup d'Etat à Bagdad et en février 1964 une armistice fut conclue entre le gouvernement et le mouvement kurde. La direction kurde commença à s'occuper des communistes dans les territoires libérés, en en faisant des soldats d'une armée régulière sous son commandement. Les unités communistes armées s'engagèrent également dans des batailles inégales avec les forces gouvernementales qui tentaient de les liquider, comme cela arriva dans la bataille qui se déroula autour du fort Mawa.

En août 1964, le PCI fit un nouveau tournant sur la question kurde. Afin de se rapprocher des forces nationalistes et nasséristes avec lesquelles le PC cherchait à organiser l'Union Socialiste (et à liquider le PC), les dirigeants du parti cessèrent complètement de mentionner la question kurde. Ce tournant fut sanctionné par la ligne liquidationniste adoptée en août 1964, ligne par rapport à laquelle la fraction du Comité Central dut bientôt prendre ses distances, par suite du refus de la base du parti de l'appliquer. De la mi-64 à septembre 1967, le PCI plaça toute son attention dans la reconstruction de son organisation et la solution à ses propres crises internes qui aboutirent à une scission et à l'apparition de la fraction de la Direction centrale en septembre 1967.

La fraction du comité central

La politique kurde du PC (Comité Central) ne changea pas après le coup d'Etat du 17 juillet 1968. Même au sommet de l'offensive anti-communiste des Baasistes au printemps 1969, la position du PCI ne fut que réaffirmée. Le régime baasiste fut obligé de signer les accords du 11 mars 1970 (accordant une autonomie limitée au Kurdistan), étant donné l'aggravation de sa propre crise interne et le développement de l'opposition dans le centre et le sud de l'Irak. Le comité central appuya sans réserve les accords de mars 1970, malgré le fait qu'ils étaient insuffisants pour résoudre la question nationale kurde et étaient même en opposition avec la ligne et les positions publiques du PCI. Le congrès de 1970 du PCI avait formellement adoptée la ligne d'auto-détermination pour les kurdes, mais, dans la pratique, le PCI s'en tenait à sa position précédente, reléguant dans les faits son programme de côté et se mettant au service du parti Baas. Et le Comité Central insista pour participer aux jeux du 11 mars 1970. Il critiqua le gouvernement pour ne pas avoir offert certains postes vacants au Kurdistan à des membres du PCI plutôt

qu'à des membres et des partisans du PDK. Le C. C. dressa une liste d'avocats "communistes" pour les postes de chefs de district et de gouverneurs au Kurdistan, sur la base du fait que le PCI était un parti "neutre" dans la dispute entre le Baas et le PDK ! De plus, la revendication d'auto-détermination perd toute signification quand le "peuple" irakien est considéré comme un peuple unique et quand les minorités nationales sont considérées comme "... vivant dans un Etat et dans le cadre d'un peuple qui est le peuple irakien. En tant que peuple unique il fait face à un même destin." (el Fikr el Jadid). Ainsi se réalise l' "unité du front national " et le peuple irakien uni est issu de l'oppression nationale !

Quand le conflit entre le régime Baas et la direction kurde s'intensifia, le C. C. soutint fermement le gouvernement, en demandant à la direction kurde de faire des concessions aux baasistes parce que c'est le "front patriotique" qui est important. "Pour ce qui est de la question en litige," écrivait-il, "elle a peu d'importance et peut être laissée de côté pour le moment. La vie décidera du sort de nombreuses questions que des discussions abstraites ne réussiront jamais à résoudre." Peu de temps après, la "vie" devait décider du sort de ces problèmes qui ne pouvaient pas être résolus par des "discussions abstraites". Elles furent résolues au bout du fusil.

L'alignement du C. C. sur la politique répressive et terroriste du régime bourgeois alla même jusqu'à des activités fractionnelles contre la direction kurde, activités ne visant pas à remplacer le bourgeois-féodal Barzani par une direction révolutionnaire, mais au contraire à défendre et renforcer le régime baasiste. Barzani répondit par une attaque vicieuse contre les militants communistes au Kurdistan, emprisonnant et kidnappant, et organisant des passages par les armes publics dans les rues de Zakho et de Sulaymaniyah. Une fois de plus, c'est la "vie" qui a tranché !

L'aboutissement logique de la capitulation du C. C. du PCI fut son acceptation du soi-disant Front National Progressiste le 16 juillet 1973. En dernière analyse, le "Front" signifie la transformation du PCI en une organisation suiviste du parti Baas et du régime bonapartiste bureaucratique. Le PDK, de son côté, refusa de capituler.

La fraction de la direction centrale

Une des principales erreurs commises par la fraction de la direction centrale fut de ne pas avoir fait une analyse critique des positions et de la politique antérieure du PCI, que ce soit sur les questions générales de la stratégie révolutionnaire ou sur la question kurde en particulier. En conséquence, la tendance de la direction centrale reste prisonnière des vieilles conceptions stalinienne de la révolution. L'échec de la tendance de la direction centrale à se transformer en un pôle communiste révolutionnaire, à la gauche du C. C. réformiste droitier, peut en grande partie être attribué à ce fait. De plus, la direction centrale entre en lutte avec le C. C. sur la question de l'héritage du PCI. Elle s'engagea à défendre emphatiquement toutes les erreurs passées.

Il faut distinguer deux positions de la direction centrale. La première concerne la période allant de septembre 1967 au 11 mars 1970. Durant cette période la politique de la direction centrale n'était pas fondamentalement différente de celle du C. C. Dans une déclaration du 31 juillet 1968, par exemple, on peut lire ce qui suit : "2. Elaborer un programme clair pour la

solution de la question kurde, basé sur l'autonomie du peuple kurde au sein de la République irakienne, droit élémentaire pour les kurdes. Il est également nécessaire de prendre les premières mesures pour retirer l'armée du Kurdistan... et développer la région kurde et élever le niveau de vie de sa population." Cette déclaration, qui fut adoptée par une réunion élargie de la direction centrale à la fin août 1968, appelait à accorder l'autonomie aux kurdes, ce qui signifiait, d'après la déclaration citée précédemment : "permettre au peuple kurde d'Irak d'administrer les affaires locales des régions kurdes de l'Irak en toute liberté, y compris celle d'élire leurs propres conseils législatifs et exécutifs dans le contexte de la République irakienne."

Mais la direction centrale réalisa également un grand progrès sur la question kurde en reconnaissant que "la question kurde est une question pour les masses travailleuses et paysannes du Kurdistan, qui forment la large majorité de la population... et la lutte est liée à une réforme agraire progressiste et à une élévation des conditions matérielles, sociales et culturelles des masses, et à la liquidation de l'arriération économique, ainsi qu'au développement d'une large démocratie pour le peuple kurde." Mais, malheureusement, cette analyse se terminait par la formule absurde : "Un Etat populaire démocratique-révolutionnaire."

En avril 1969, l'organisation émigrée de la direction centrale arriva à une position marxiste-révolutionnaire sur la question kurde. Elle publia une "clarification" déclarant : "Il est clair que le peuple kurde ne peut pas acquérir ses droits nationaux de façon stable à l'ombre d'une dictature bourgeoise réactionnaire. Ils ne peuvent être acquis que sous les auspices d'un régime populaire révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière, pas sous le contrôle de la direction kurde réactionnaire. La formulation "régime populaire révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière" est bien plus claire que "Etat populaire démocratique-révolutionnaire". Mais l'affirmation par les camarades de l'organisation émigrée que les droits nationaux ne doivent pas être accordés à un régime bourgeois kurde a vidé le texte de son contenu révolutionnaire. Les marxistes-révolutionnaires formulent le droit à l'auto-détermination des nations opprimées sans aucune condition .

Lors d'une réunion élargie de la direction de la section kurde de la direction centrale, le 25 janvier 70, une formulation similaire à celle des camarades émigrés fut acceptée : "La solution juste et démocratique à la question kurde en Irak dépend de l'établissement d'un gouvernement populaire démocratique dirigé par la classe ouvrière et basé sur le plus large soutien, travaillant à trouver des solutions aux principaux problèmes auxquels le pays doit faire face." (N° 1 de Rikai Kurdistan).

On peut ainsi voir que, au début des années 70 les positions de la direction centrale avaient largement progressé, en conséquence de l'apparition de jeunes éléments prolétariens dans la direction après la capitulation du groupe conservateur de Aziz el-Haj. Cette progression des positions se reflète également dans le fait que la direction centrale dénonça les accords du 11 mars 1970 comme n'étant qu'un jeu pour gagner du temps. L'organisation lutta également pour empêcher l'application des accords. Au début d'avril 1970 la direction du mouvement kurde armé commença à mener une chasse aux sorcières contre la direction centrale, ce qui réduisit les activités de l'organisation. Ceci entraîna une attitude plus souple de la direction centrale envers la direc-

tion du mouvement kurde, et se termina par sa capitulation totale devant la direction Barzani.

Quand les heurts éclatèrent de nouveau entre la direction de la révolution kurde et le régime, la voie était ouverte pour une reprise des activités de la direction centrale au Kurdistan. Mais ces activités ne dépassèrent pas certaines régions isolées déterminées par la direction kurde, les limites étant déterminées par l'état des relations entre le régime et la direction kurde.

Finalement la direction centrale rejoignit le "front patriotique" qui mettait en avant la revendication de "démocratie" en Irak et autonomie au Kurdistan. Le "front patriotique" consiste en un mélange contradictoire d'orientations politiques recoupant des intérêts de classe violemment opposés; il a une politique chauvine opposée aux aspirations du peuple kurde. A partir de cette date, la position de la direction centrale s'accorde avec les positions de toutes les formations politiques en Irak qui adoptent cette position confuse, de la tendance du C.C. à Barzani en passant par le mélange du "groupement patriotique" et aux autorités baasistes. La position de la direction centrale ne rompit jamais avec les conceptions stalinien-nes gelées, et la direction centrale fut, en conséquence, incapable de se différencier de la tendance réformiste du C.C. en avançant un programme communiste révolutionnaire. Cela reste vrai malgré les résonnances révolutionnaires qui traversent la littérature de la direction centrale

La pratique de la direction centrale

Quelques mois après la scission de 1967 les relations de la direction centrale et de la direction de la révolution kurde s'améliorèrent, tandis que celles du C.C. empirèrent. La raison est que la direction centrale adopta le mot d'ordre de lutte armée. Des couches du parti avaient déjà ouvert le dialogue avec un groupe révolutionnaire foquiste opérant dans la région sud de l'Irak et dirigé par Khalid Ahmed Zaki, martyrisé depuis. Mais les tentatives de coordination avec la direction de la révolution kurde faites par la direction centrale portaient de notions totalement erronées : que le PCI devait se battre dans les régions centrales et sud tandis que le mouvement kurde armé se battait dans le Nord, au Kurdistan. Cette division militaire mécanique amena à une défaite désastreuse. Elle reflétait le manque de sérieux de la direction centrale sur la question de la lutte armée dans la mesure où elle ne cherchait pas à créer des forces armées communistes au Kurdistan, indépendantes des forces de la révolution kurde hégémonisées par le groupe bourgeois féodal. Après l'accord du 11 mars 1970, cette approche opportuniste eut les pires conséquences pour le futur de la lutte révolutionnaire en Irak.

Le 1er juin 1968, la direction centrale publiait une déclaration annonçant la formation d'un Front Populaire de Lutte Armée. La déclaration montrait une perspective révolutionnaire. Elle disait entre autres : "Peuple du Kurdistan ! la dictature qui vous combat est faible et elle repose sur un volcan. Elle est incapable de résister à une révolution se développant du Sud de l'Irak aux montagnes du Kurdistan." Mais, comme nous le savons, il y a une différence entre une déclaration et des actes. Cette formulation correcte perd tout son sens si la direction au Kurdistan est remise à un groupe bourgeois féodal. Elle ne tenta pas de construire des unités communistes armées au Kurdistan; elle tentait de "préservier l'alliance entre

notre parti et le PDK." La direction centrale ne faisait non plus aucune critique à la direction kurde et n'éduquait pas les masses travailleuses kurdes dans une perspective révolutionnaire. La réponse apportée par la direction centrale à une attaque du C.C. sur cette attitude conciliatrice est révélatrice : "La révolution kurde a ses limites, et elles sont sujettes aux critiques des révolutionnaires irakiens qui veulent la victoire de la cause du peuple kurde. Mais c'est la direction réformiste du C.C. qui restait silencieuse sur ces limites en 1964... Aussileur soudaine préoccupation ne peut pas être expliquée par une quelconque préoccupation au sujet du programme et de la politique des Communistes indépendants sur la révolution kurde." (The Party Militant - juin 1968).

Au début janvier 1970, deux mois avant les accords du 11 mars, la section kurde de la direction centrale tint une réunion prolongée au cours de laquelle un avertissement fut envoyé à la direction kurde au sujet de la stupidité de passer un accord avec le régime Baas. L'avertissement fut sans effet.

Lors de cette réunion on souligna la détérioration des relations entre la direction centrale et la direction kurde : " Les méthodes de pression, de travail forcé, les insultes, les emprisonnements et l'ignorance des promesses répétées ne permettent pas d'atteindre le but désiré de l'alliance." (Rikai Kurdistan, 25 janvier 1970) La même déclaration continue : "Les rapports entre les alliances des partis nationaux ne peuvent être construits que sur la base du respect mutuel et de l'égalité, et de la non interférence dans les affaires internes des partis concernés."

Malgré l'interférence directe de la direction kurde dans l'organisation de la vie interne de la direction centrale au Kurdistan, (qui, après la liquidation des sections de la direction centrale dans les régions du sud et du centre de l'Irak, restait la seule section vivante de l'organisation), la direction centrale continuait à parler des "rapports d'alliance existant entre notre parti communiste et le PDK, qui constitue une pierre angulaire importante de notre alliance nationale."

Cette position intensifia la crise de direction au sein de la direction centrale et mena finalement le groupe dans le "marais de l'alliance nationale" quand la direction centrale suivit le proverbe usé : "Les ennemis de mes ennemis sont mes amis."

La seule façon d'éviter cette fin pitoyable de la direction centrale du PCI aurait été d'adopter un programme communiste-révolutionnaire brisant le cadre stalinien ossifié et proposant une perspective stratégique avec des lignes d'application pratique bien définies. Au premier rang de ces mesures pratiques, il aurait dû y avoir :

1. Formation d'unités communistes armées au Kurdistan en addition aux forces du mouvement kurde sous direction bourgeoise;
2. Application d'un programme révolutionnaire de réforme agraire dans les régions contrôlées par les forces communistes.
3. Agitation dans les rangs des forces gouvernementales, les appelant au défaitisme révolutionnaire et à rejoindre les forces des zones libérées.

Cela aurait permis de polariser de larges masses de paysans qui avaient porté les armes aux côtés du PDK bourgeois dans l'espoir de pouvoir gagner la terre et la liberté. De plus, toute tentative des féodaux et de la bourgeoisie kurdes d'écraser les régions rouges (comme cela est arrivé après les accords de mars 1970) aurait entraîné la défaite des classes possédantes.

Un dernier mot. Commencant par le soulèvement révolutionnaire de l'hiver 1958-59, l'histoire du Parti Communiste Irakien a été marquée par une ligne continue de division entre les directions du PCI et la base révolutionnaire, entre la politique réformiste droitiste de la direction et les positions des militants du parti. Après 1964, cette opposition de gauche prit une importance accrue, menant finalement à la scission de 1967 et à l'apparition de la tendance de la direction centrale. Tous les éléments révolutionnaires rejoignirent la direction centrale et ces militants jouèrent un rôle décisif dans les progrès qui seront faits plus tard par la direction centrale. Mais le centralisme bureaucratique qui marquait la vie interne du parti retarda la transformation d'un certain nombre de décisions révolutionnaires en forces matérielle tangibles. Le triste sort de la direction centrale en fut le résultat final. Un grand nombre de cadres du parti adoptèrent des positions spontanistes, terroristes et maoïstes. D'autres secteurs restèrent isolés de tout travail pratique et quittèrent la politique révolutionnaire quand ils ne virent plus de solution à la crise de la direction.

Les communistes révolutionnaires et la question kurde

Il est très clair que la situation au Kurdistan irakien a amené un grand nombre de révolutionnaires arabes à penser que dans les circonstances actuelles il y a peu d'espoir, à court terme, de surmonter la crise de direction de la révolution kurde. Aujourd'hui cette crise ne se manifeste pas seulement par l'absence d'une direction révolutionnaire, mais également par l'existence d'organisations "communistes", faibles et isolées des masses et qui, soit apportent un fort appui au régime (la tendance du C.C.), soit sont suivistes par rapport à la direction de Barzani, du PDK (la tendance de la direction centrale). Ajoutons à cela l'héritage de trahison et d'opportunisme laissé par ces directions stalinienne et l'on comprendra toute la complexité de la situation à laquelle sont confrontés les révolutionnaires qui tentent de construire un noyau communiste-révolutionnaire. La situation est rendue encore plus complexe par l'expérience d'une direction bourgeoise féodale ayant un long passé de lutte, qui contrôle 1/3 du Kurdistan. Cette direction est très bien équipée et dirige des forces armées comptant plus de 25.000 combattants.

Mais, malgré tous ces obstacles, il doit être clair que cette direction a elle-même été bouleversée par de nombreuses crises depuis de nombreuses années. La crise s'est particulièrement approfondie au cours des deux dernières années. On peut distinguer deux courants autour de la personnalité de Barzani. Il y a tout d'abord le courant féodal bourgeois, avec ses origines tribales; ensuite il y a l'aile petite-bourgeoise. La disparition de Barzani pourrait déclencher de violentes luttes entre ces deux courants. La raison fondamentale de l'approfondissement de la crise est l'échec de la direction à résoudre la question kurde et sa tentative de masquer cet échec en signant toute une série d'accords et d'armistices opportunistes, garantissant ses intérêts de classe.

Mais cette situation apparemment désespérée n'est qu'un aspect de l'état réel des choses au Kurdistan. Durant des années on a assisté à un développement permanent d'une situation révolutionnaire que le régime s'est montré incapable d'écraser de la même façon décisive qu'en Irak central et du Sud. Cela stimula énormément le travail révolutionnaire, et

fait de la tâche de construction d'une direction révolutionnaire une nécessité objective qui ne peut pas être retardée. La situation au Kurdistan a beaucoup progressé depuis la signature des accords de mai 70. Des centaines de milliers de paysans pauvres et d'habitants des villes qui se sont battus courageusement pour la révolution kurde voient leurs conditions empirer, tandis que les féodaux et les bourgeois profitent de leur situation. Toute opposition est rapidement écrasée au nom de la sécurité de la révolution kurde et de l'unité face à la puissance de l'Etat. Des milliers de paysans et d'ouvriers commencent à réaliser l'échec de la direction Barzani du PDK. Mais, vu l'absence d'une alternative révolutionnaire, vu les trahisons du PC, tendance du C.C. et l'opportunisme de la direction centrale, est-il surprenant d'assister à une croissance d'organisations chauvines de droite qui capitalisent la démoralisation des masses kurdes ?

L'échec de la bourgeoisie kurde à mener la révolution démocratique à la victoire n'est pas exceptionnelle. Elle s'inscrit dans l'incapacité des bourgeoisies de tous les pays sous-développés à mener à bien les tâches de la révolution démocratique. C'est la conséquence de leurs liens économiques et sociaux avec l'impérialisme et de leur faiblesse politique. Cela signifie que, en dernière analyse, ces tâches retombent sur la classe ouvrière et la paysannerie pauvre sous la direction d'un parti communiste-révolutionnaire capable de construire le socialisme par un processus de révolution permanente. Les expériences de la révolution kurde sont des preuves de l'exactitude de cette analyse.

Les travailleurs d'Irak doivent rejeter sans équivoque et dénoncer toutes les manœuvres et orientations réformistes proposées par les staliniens, et toutes les "solutions" bourgeoises déformées à la question kurde, que ce soit les propositions de décentralisation faites par le Baas en 1963, les proclamations du 24 juin 1966 ou les accords du 11 mars 1970.

Dans le N° 4 de el Mounadil (août 1972), nous écrivions : "Le droit de la nation kurde à l'auto-détermination et à la réalisation de toutes les conditions de sa libération et de son unification nationale est une aspiration tout à fait justifiée qui doit être soutenue par les communistes révolutionnaires dans tout le monde arabe.

Mais les accords du 11 mars 1970 entre la direction du mouvement kurde armé et le régime baasiste ne sont pas une expression de cette aspiration. Dans ce sens les accords de 1970 offrent une solution déformée à la question nationale en Irak."

En tant que marxistes-révolutionnaires, nous défendons et nous soutenons le droit à l'auto-détermination, y compris le droit à la sécession de la nation kurde. Ceci est une position révolutionnaire, marxiste-léniniste sur la question nationale en opposition aux positions sociales-chauvines des partis communistes staliniens arabes.

- Pour le droit inconditionnel à l'auto-détermination, y compris le droit de sécession, de la nation kurde !
- Vive la lutte de la classe ouvrière arabe et kurde pour la révolution socialiste en Irak !
- Pour un Kurdistan unifié et socialiste !
- Vive la révolution socialiste mondiale !

au sujet de l'appui du pst conjointement à des partis bourgeois, au processus d'"institutionnalisation" en argentine

DECLARATION DU SECRETARIAT UNIFIE DE LA IVème INTERNATIONALE

Le 22 mars 1974, le président argentin Juan Peron reçut, à leur demande, les représentants de huit partis politiques : la Union Civica Radical (Union Civique Radicale), le Partido Revolucionario Cristiano (Parti Révolutionnaire Chrétien), le Partido Socialista de los Trabajadores (Parti Socialiste des Travailleurs); le Partido Socialista Popular (Parti Socialiste Populaire), le Partido Intransigente (Parti Intransigeant), l'UDELPA, le Partido Comunista (Parti Communiste) et la Democracia Progresista (Démocratie Progressiste). Cette réunion ne fut pas un événement isolé. Elle fit partie d'une série d'initiatives que Peron avait prises dans le but de "normaliser" ses rapports avec les partis officiellement reconnus (une autre réunion a eu lieu le 5 avril.) Mais la réunion du 22 mars fut la plus importante jusqu'ici. Lors de sa conclusion, les huit partis ont publié une déclaration commune affirmant notamment :

"Ceux qui sont ici présents ont confirmé leur engagement fondamental à n'éviter aucune initiative et aucun effort, en vue de maintenir et de consolider le processus d'institutionnalisation dans le pays, dans le cadre du système démocratique et dans la pratique de la coexistence et du dialogue constructif... Les moments difficiles que la République traverse à présent, comme résultat de sa confrontation avec des forces qui ont pesé sur elle depuis longtemps seront surmontés avec succès par l'action solidaire des secteurs qui respectent la majorité et le désir populaire de liberté, qui se sont exprimés dans les élections et qui, ensemble, garantissent leur droit à continuer à s'exprimer à l'avenir, et seront appliqués dans la réalité en vue de libérer (le pays) des charges de la dépendance, et en vue d'assurer aux travailleurs les bienfaits de la richesse que leurs efforts ont produit. Comme participants à ce processus nous n'adoptons pas une attitude d'opposition à la réalisation de ces projets... Grâce à la représentativité de ses participants et au développement de son contenu, cette entrevue (avec Peron - INPRECOR) devrait être considérée comme un pas concret vers la réalisation du rassemblement des efforts qui assureront le cours d'institutionnalisation, selon la ligne votée par le peuple. Nous tous comprenons les risques de l'entreprise réclamée par le pays, et nous sommes d'accord, au-delà des divergences de nos points de vue, sur la profondeur et le rythme du processus de changement -- sur la nécessité inexorable de sa réalisation... Ceux qui désirent que le régime constitutionnel échoue, ou qui attendent le moment opportun pour ren-

dre possible une nouvelle aventure réactionnaire, ceux qui adoptent des pratiques totalitaires ou corporatistes, dans une convergence idéologique souterraine avec des revendications de type fasciste, dans l'intérêt des sociétés multinationales qui exercent une pression ininterrompue sur nos frontières, tous ceux-là doivent savoir que ce pays est uni sur un accord fondamental, et leur répondra en fonction de cet accord."

Cette déclaration fut publiée par tous les quotidiens argentins le 22 mars 1974. Elle fut reproduite dans le numéro du 28 mars-5 avril de *Avanzada Socialista*, organe du PST. Mais *Avanzada Socialista* ne se limita pas à reproduire la déclaration. Elle y ajouta deux commentaires sous forme d'éditoriaux.

Le premier éditorial, après avoir rappelé l'escalade de la violence droitrière qui culmina dans le coup effectué à Cordoba par le chef de la police Navarro, expliqua que la "participation (du PST) au dialogue avec le Président de la République" était un "acte concret de défense des droits démocratiques gagnés héroïquement par les travailleurs, et les mobilisations populaires qui se sont produites depuis le Cordobazo." Il expliqua ensuite que la "défense de la stabilité constitutionnelle" ne devait pas coïncider avec la défense politique du gouvernement, puis tira la conclusion que voici : "Le fait que les huit partis sont arrivés à un accord pour demander une réunion (avec Peron) en vue de poser le problème de l'institutionnalisation, est d'une importance extraordinaire." "Mais comme toujours nous ne cesserons d'affirmer que les conquêtes démocratiques seront défendues avant tout par la mobilisation, comme les luttes d'Acuidar et des travailleurs des banques le démontrent. Voilà pourquoi nous ne cesserons pas d'affirmer la nécessité que l'accord en vue de défendre les droits démocratiques soit exprimé dans l'action, à commencer par un grand meeting de tous les partis et de toutes les organisations ouvrières et étudiantes." Le même appel en faveur d'un meeting commun avec les partis bourgeois fut repris à la fin du deuxième éditorial, qui plaida la nécessité de "réponses concrètes et souples à chaque événement de la lutte de classe."

La direction du PST devait tenir compte du fait que sa décision de participer à une réunion qui servit de couverture aux actions de "normalisation" de Peron; sa signature d'un document en commun avec des partis bourgeois (parmi lesquels la Union Civica Radical, le parti traditionnel de la bourgeoisie argentine et

même aujourd'hui la principale force politique bourgeoise après le péronisme; sa proclamation d'une "coïncidence fondamentale" de tous les signataires en défense du "processus d'institutionnalisation"; son acceptation des "projets" approuvés par le "peuple" (en réalité les projets formulés par Campora et par Peron); sa thèse selon laquelle la lutte contre le fascisme peut et doit être menée conjointement à des partis représentant l'ennemi de classe, que tout cela provoquerait des réactions parmi les militants de son parti.

C'est pourquoi le même numéro d'Avanzada Socialista publia une lettre signée par le "camarade F." (lettre reçue par le Rédacteur en Chef avec une étonnante rapidité) et la réponse à cette lettre, qui occupe presque deux pages de l'hebdomadaire.

La lettre paraît accepter la collaboration de classe avec les partis bourgeois. Falsifiant une citation de Trotsky qui se réfère à la nécessité d'un front unique avec la social-démocratie en Allemagne au début des années 30, elle affirme que le "front unique est permmissible avec l'ennemi de classe et même avec la mère du diable." L'auteur de la lettre critique néanmoins la signature du document des huit partis parce que, selon lui, le PST aurait, ce faisant, aidé Peron et accordé son appui à un gouvernement bourgeois qui était sur le point de tomber.

La réponse de la rédaction clarifia la question centrale posée. Elle affirma qu'il était nécessaire de partir d'un fait fondamental : il y avait eu un coup semi-fasciste pour renverser un gouvernement provincial. Ce coup n'était pas un événement isolé, mais représentait un saut dans l'escalade de la violence de droite, qui était sur l'offensive et qui n'avait aucune intention de s'arrêter. "La conclusion était que, dans le contexte donné, il ne devait pas y avoir de lutte pour renverser le gouvernement ou les institutions existantes, mais qu'il fallait au contraire défendre l'institutionnalisation démocratique et qu'à cette fin il était correct de conclure un accord avec des partis bourgeois et de signer des déclarations communes avec eux, ainsi que d'appeler à des manifestations communes."

Dans le passé, les dirigeants du PST ont critiqué la conception stalinienne du front populaire; ils réitérèrent formellement leurs critiques dans le numéro d'Avanzada Socialista cité. Mais de même qu'ils ont antérieurement appuyé le Frente Amplio uruguayen, dirigé par le représentant de la bourgeoisie Seregni, aujourd'hui ils signent une déclaration commune avec des partis bourgeois, et appellent à une action commune avec ces partis. Pour justifier cette attitude ultra-opportuniste, ils utilisent exactement le même argument avancé par les staliniens au milieu des années 30 pour justifier l'adoption de la ligne de Front Populaire, à savoir qu'il est légitime de s'allier à la bourgeoisie ou à des secteurs dits démocratiques de celle-ci pour s'opposer à un danger fasciste. En agissant de la sorte, la direction du PST marque une étape dans son évolution, et rompt ouvertement avec la conception marxiste-révolutionnaire du front unique prolétarien, basé sur la conception léniniste défendue d'abord par la IIIème Internationale et reprise par la suite par Trotsky.

En même temps elle oublie la distinction fondamentale entre les droits démocratiques réclamés par le mouvement ouvrier et les structures de la démocratie bourgeoise. En signant un document qui appuie le processus d'institutionnalisation du pays, et en se présentant aux côtés de partis bourgeois comme "participants au processus d'institutionnalisation", elle contri-

bue ainsi à la principale mystification du péronisme, à la farcepseudo-démocratique que la bourgeoisie argentine est en train de jouer au cours des trois dernières années. Elle accepte la manoeuvre qui tend à présenter Peron comme garant de la "démocratie" qui embrasse tout le monde, à l'exception des organisations de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche (Peron s'est exprimé explicitement selon cette ligne.) L'expression utilisée à plusieurs reprises dans Avanzada Socialista -- dialogue avec le Président -- en dit assez quant aux conceptions opportunistes des dirigeants du PST.

Le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale, qui a toujours rejeté toute forme de collaboration de classe, et qui a constamment opposé la conception révolutionnaire du front unique ouvrier (ou ouvrier et paysan) aux conceptions réformistes et stalinienne de collaboration de classe avec les partis "démocratiques" de la bourgeoisie, estime que le devoir des révolutionnaires en Argentine consiste à dénoncer l'opération frauduleuse initiée par le Grand Accord National et développé par Peron, et à combattre le gouvernement et l'Etat bourgeois sans compromis ni trêve, tout en exploitant toutes les marges de manoeuvre légales et semi-légales qui pourraient exister. Il affirme qu'il ne peut en aucune manière prendre la responsabilité de l'attitude opportuniste et droitiste du PST et qu'il considère celle-ci comme étant en contradiction avec les conceptions et les traditions du trotskysme. Il condamne donc cette attitude de la manière la plus nette.

29 mai 1974

Secrétariat Unifié de
la IVème Internationale

Dans le numéro du 26 juin 1974 d'Avanzada Socialista, il est affirmé que le PST n'a pas signé la déclaration du 22 mars 1974, "parce qu'il y avait encore des divergences" avec les autres partis. Le Rédacteur en Chef aurait publié par erreur l'information concernant la signature. Mais l'article du journal qui apporte cette précision réaffirme en même temps de manière explicite la légitimité d'accords tactiques, dans l'Argentine d'aujourd'hui, avec des partis bourgeois, pour la défense des libertés démocratiques et des institutions de la démocratie bourgeoise. L'option fondamentale du PST est encore confirmée par le fait que trois jours après la parution de ce numéro d'Avanzada Socialista, le 29 juin 1974, le PST a signé avec les autres sept partis appelés du "centre-gauche" par les quotidiens argentins, une déclaration commune appuyant le "processus d'institutionnalisation du pays" et le "fonctionnement des mécanismes légaux de continuité constitutionnelle" (La Opinion, 30 juin 1974). Le 3 juillet, au lendemain de la mort de Peron, il a signé dans la ville de Santa-Fé, à la demande du Président de la Chambre des Députés, une nouvelle déclaration en faveur du "maintien de la stabilité constitutionnelle comme unique moyen adéquat d'arriver à la justice sociale dans la liberté, vaincre l'emprise des intérêts impérialistes, et concrétiser pour toujours l'indépendance." (El Cronista Comercial, 4 juillet 1974).

Cela prouve que la divergence fondamentale du PST avec la ligne programmatique de la IVème Internationale sur la méthode de défense des libertés ouvrières est pleinement maintenue, malgré l'article d'Avanzada Socialista du 26 juin 1974.

Cette mise au point sur une déviation programmatique, pour laquelle la IVème Internationale ne peut prendre aucune responsabilité, ne doit en rien entraver le développement d'une campagne de solidarité vigoureuse avec le PST et de défense de ce parti devant les coups de la répression et de la terreur d'extrême-droite.



LA SITUATION DE LA GAUCHE ET LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

Nous terminons aujourd'hui la publication de la résolution du Revolutionary Marxist Party (Parti Marxiste Révolutionnaire - section ceylanaise de la IVème Internationale), adoptée en décembre 1973. Les 4 premiers chapitres de ce document sont parues dans INPRECOR N° 0 et 1 (nous n'avions pu, faute de place, continuer dans le N° 2). Ils concernaient la formation du front uni gouvernemental, la constitution et l'Etat d'urgence, les mesures législatives du Front Uni et la répression dirigée par ce dernier à l'égard du JVP (Janatha Vimukthi Peramuna).

Nous publions aujourd'hui les chapitres 6, 8 et 9, qui portent sur l'évolution des partis qui forment le Front Uni gouvernemental, l'état du mouvement de masse et la construction de notre section ceylanaise. Deux chapitres ne seront pas publiés dans INPRECOR, vu la longueur du document : le chapitre 5 sur la politique économique du Front Uni et la situation de l'île, et le chapitre 7, qui analyse l'opposition de droite au régime Bandaranafke.

Cette résolution est parue intégralement en brochure à Sri Lanka, en cingalais, tamil et anglais.

La situation au sein du Front Uni

L'hégémonie politique du Sri Lanka Freedom Party (Parti de la Libération de Sri Lanka - parti de Mme Bandaranafke) sur le Lanka Sama Samaja Party (LSSP) et le Parti Communiste (Moscou) au sein du Front Uni entre les trois partis, fut établi dès la formation de ce front en 1968. Il était expressément déclaré que le Programme Commun était élaboré pour poursuivre "la politique de Mme Bandaranafke". Il fut également décidé que Mme Bandaranafke devait être le chef du Front Uni et devait déterminer le nombre de sièges pour lesquels le LSSP et le PC(M) devaient présenter des candidats dans les élections législatives à venir. Lors des élections législatives de mai 1970, chaque candidat devait exprimer son accord avec le Programme Commun pour pouvoir être nommé.

Le SLFP gagna trois fois plus de sièges que le LSSP et le PC(M) réunis, sur la base de la distribution des sièges pour lesquels le Front Uni présentaient des candidats. Bien que le LSSP détenait la majorité absolue à lui seul, avec 90 sièges (sur un total de 151), il avait quand même besoin de l'appui du LSSP au moins, avec ses 19 sièges, afin de détenir les 2/3 vitaux des sièges qui permettaient d'abolir le Sénat, d'abroger la Constitution de Soulbury sans la violer, et d'établir une nouvelle Constitution. Ce fait donna au LSSP une certaine capacité de pression sur le SLFP au sein du Front Uni; et cela amena la nomination de Colvin R. de Silva du LSSP comme Ministre des Affaires Constitutionnelles. Cette pression est maintenue sous la nouvelle constitution, dans la mesure où toute propo-

sition de loi peut être adoptée, sans passer devant les tribunaux constitutionnels, si elle obtient une majorité des deux tiers, même si elle est, ou si certaines des mesures qu'elle préconise sont en violation de la Constitution. L'importance du soutien parlementaire du LSSP aux lois réactionnaires, comme la Loi sur la Commission de Justice Criminelle, apparut de façon frappante quand une section du PC (M) refusa d'appuyer cette loi. Les relations politiques étroites et permanentes entre les dirigeants du SLFP et du LSSP ont été renforcées par la dépendance permanente du premier sur le second pour l'adoption des lois qui ne pourraient pas être défendues avec succès devant les tribunaux constitutionnels. On peut donc dire que la dictature politique du Front Uni ou Parlement et à travers le Parlement repose sur les rapports politiques entre le LSSP et le SLFP.

Bien qu'il y ait eu des rumeurs de mécontentement au sein du SLFP et du LSSP, en particulier au sein de leurs secteurs jeunes, il y a peu de raison d'attendre l'apparition de courants de gauche importants au sein de ces partis. Cela est dû au fait que les membres de ces deux partis sont largement désorientés politiquement, et, pour une partie, consistent d'éléments petits-bourgeois opportunistes, dont la majorité ont tiré des profits personnels ou des positions intéressantes au sein de l'"establishment". Au sein de ses partis, les travailleurs sont en grande majorité des employés du secteur public, qui demeurent derrière ces directions politiques, principalement pour garder leur travail ou progresser dans la hiérarchie.

Pour ce qui est de la corruption politique, il y a maintenant peu de différence entre le SLFP, le LSSP et la minorité du PC(M) qui s'abrite derrière la tendance de Pieter Keuneman.

Les liens des trois partis du Front Uni au sein du mouvement syndical reflète leurs rapports sur la scène politique, dans la mesure où leurs organisations syndicales sont totalement soumises à la politique du gouvernement de Front Uni. Cependant, dans plusieurs secteurs, on assiste à une compétition très dure entre les trois partis pour la direction des syndicats, malgré leur collaboration politique. Le résultat de cette situation est un déclin continu de la force et de l'influence du Joint Committee of Trade Union Organizations (Comité Unitaire des Organisations Syndicales) contrôlé par le Front Uni. Son rôle est de servir de tremplin au sein des travailleurs organisés pour les dirigeants des partis du Front Uni, en plus d'être des instruments de collaboration de classe, en accord avec la politique du Front Uni.

Le Parti Communiste (Pékin) et Pékin

La scission au sein du Parti Communiste (Moscou) qui suivit le refus de son dirigeant traditionnel, S. A. Wickramasinghe, de son dirigeant "jeune", Sarah Muttetuwegama, et deux autres membres de sa fraction parlementaire, de voter la Loi sur la Commission de Justice Criminelle, ne put pas être réparée par la suite. En effet, une majorité du PC (M), réagissant contre l'isolement toujours plus grand du Front Uni de sa base populaire, ne voulait pas apporter un soutien acritique aux mesures toujours plus réactionnaires et anti-populaires de la direction du Front Uni, bien que le seul représentant du PC (M) au Cabinet, Pieter Keuneman, semble avoir été en accord avec cette direction. La scission au sein de la fraction parlementaire donna lieu à une scission au sein du Parti, quand l'aile de S. A. Wickramasinghe gagna le contrôle total du Comité Central du Parti. On a donc maintenant une situation unique à Ceylan, d'un Parti Communiste dont la minorité est dans le Gouvernement et la majorité en dehors, tout en continuant à le soutenir politiquement, et les deux tendances continuent à avoir des relations avec Moscou.

La direction du LSSP a en général toujours manifesté sa totale loyauté envers Mme Bandaranafke et travaillé en liaison étroite avec la coterie des ministres du SLFP, comme Felix Dias Bandaranafke, Maithripala Senanayake et T. B. Ilangaratne, qui semblent contrôler, avec elle, le SLFP. Malgré des différences indéniables de projet et de tradition politiques au départ, et des divergences qui ont dû apparaître au sein de la clique dirigeante SLFP/LSSP au sein du Gouvernement de Front Uni, l'espoir que nourrissaient certains opposants de droite au Gouvernement d'une rupture entre eux, ne s'est pas réalisé. La principale raison en est qu'ils sont maintenus ensemble par des intérêts politiques et sociaux et par la crainte du mouvement de masse, surtout après l'assassinat et la torture de milliers de jeunes après avril 1971, et les attaques lancées contre le niveau de vie et les droits des masses après cette date.

L'appui ouvert et continu accordé par le régime chinois au Gouvernement de Front Uni de Mme Bandaranafke, a fait perdre au PC (Pékin) toute influence

politique au sein du mouvement de masse. Après la scission du groupe de Premala Kumarasiri et l'expulsion de Wijeweera et d'autres en 1966, et plusieurs autres départs par la suite, le noyau du PC(Pékin) n'avait plus aucun cadre cingalais. L'emprisonnement du dirigeant Shanmugathasan et de la plupart des dirigeants du syndicat des travailleurs des plantations dirigé par le PC(Pékin), a paralysé le Parti. Plus tard, le départ de la direction du syndicat des travailleurs des plantations, et du vieux dirigeant syndical Watson Fernando, laissa Shanmugathasan pratiquement sans cadres politiques et sans base au sein du mouvement syndical. De plus, le discrédit souffert par le régime de Pékin suite à l'accroissement de ses rapports amicaux avec les Etats-Unis, et sa dénonciation du JVP au lendemain de la liquidation physique du JVP par le Gouvernement de Front Uni, laisse peu de chance à Shanmugathasan d'opérer un nouveau recrutement pour son organisation. Il semble aujourd'hui que l'influence de Pékin dans la vie politique ceylanaise passe maintenant par son influence sur le gouvernement de Front Uni, sur la base du soutien politique, économique et militaire qu'il lui apporte.

Le mouvement de masse

La perte de toute illusion des masses dans le gouvernement de Front Uni, après ses attaques contre le niveau de vie et sa répression systématique des droits démocratiques et des libertés civiques sous l'état d'urgence, a entraîné une confusion et une démoralisation très grandes au sein de la gauche ceylanaise. Dans ces conditions, elle a été tellement désorientée, et elle a tellement dégénéré, qu'elle n'est absolument plus capable de mener une lutte contre la classe capitaliste et l'Etat, et il est difficile de la considérer encore comme un mouvement de gauche. Cependant des secteurs importants de la classe ouvrière, particulièrement parmi les couches de jeunes travailleurs, tout comme parmi les étudiants et la jeunesse au chômage, n'ont pas été trompés par les conceptions réformistes des partis de gauche traditionnels, ou qui ont cessé de l'être.

Le mouvement syndical est largement limité au prolétariat urbain et des plantations. Le prolétariat rural et des sections importantes du prolétariat urbain, employés dans des petites entreprises, ou de façon temporaire dans des grandes entreprises, sont totalement inorganisés, et ne disposent d'aucune réglementation légale qui garantissent leur emploi et leurs conditions de travail.

Dans la mesure où les travailleurs inorganisés, tout comme les travailleurs organisés, ont été largement influencés par les conceptions réformistes, ils se sont adressés aux partis parlementaires pour qu'ils améliorent leurs conditions sociales par des mesures législatives. De plus, les travailleurs organisés ont cherché à améliorer leur situation par l'action de leurs représentants syndicaux et par des luttes. Aujourd'hui pour la grande majorité du prolétariat il n'est plus possible de progresser par ces moyens, et, en conséquence, ils ne peuvent pas défendre leurs conditions de travail et de vie par ces moyens.

Le "Essential Service Order" créé et maintenu sous l'état d'urgence depuis mars 1971, est un instrument important de lutte anti-grève, dans la mesure où il déclare illégal tout refus de travailler, individuel ou collectif. Ce décret vicieux a été utilisé dans plusieurs cas pour opérer des licenciements massifs en cas de grève et pour opérer des licenciements in-

dividuels. Néanmoins, la paix sociale a pu être maintenue sous le Gouvernement de Front Uni bien plus à cause de la politique de collaboration de classe des partis de la gauche traditionnelle au sein du Front Uni qu'à cause du "Essential Service Order".

L'apathie politique domine dans toutes les catégories de travailleurs des services publics et des entreprises nationalisées. Cela est dû, d'une part, à la perte d'illusions dans le gouvernement pour une grande majorité d'entre eux, qui avaient soutenu le Front Uni lors des élections. Cela est également dû, d'autre part, à la crainte de la répression contre toute opposition active au Gouvernement, répression qui va jusqu'au licenciement définitif, sans dédommagement, pour "l'activité subversive". De plus, dans le secteur public où les syndicats contrôlés par le Front Unique sont dominants, les travailleurs sont soumis à un contrôle des directions, contrôle effectué avec la collaboration des directions syndicales. Dans certains cas des officiels de ces syndicats font même partie de la direction.

Le mécontentement chronique qui prédomine parmi la masse des travailleurs les moins payés dans les plantations de thé et de caoutchouc est devenu de plus en plus aiguë par suite de la réduction des jours de travail (avec réduction de salaire) et la hausse du coût de la vie. En conséquence les revendications salariales de leurs syndicats se sont faites de plus en plus insistantes. La réduction récente de la ration hebdomadaire de riz a accru la détresse économique dans les plantations plus que dans tout autre secteur. Bien que le Ceylon Workers' Congress (Congrès des Travailleurs Ceylanais - C. W. C.) a développé son agitation autour des revendications économiques et démocratiques qui touchent principalement la majorité des travailleurs des plantations qui sont d'origine Indienne-Tamil, et bien que la direction du CWC est opposée politiquement au Gouvernement de Front Uni, il est peu probable qu'elle soit prête à mener les travailleurs des plantations dans une confrontation avec le Gouvernement et les propriétaires des plantations, pour satisfaire leurs revendications. Cependant, l'inquiétude profonde qui domine parmi les travailleurs des plantations risque de déboucher sur une explosion de la lutte de classes dans ce secteur, avant tout autre secteur de l'économie, à moins que le Gouvernement de Front Uni passe quelque accord avec la direction du C. W. C. pour l'empêcher.

Etant donné l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement syndical, des secteurs de la classe ouvrière ont commencé à comprendre la nécessité d'une régénérescence de la gauche et de l'unification de la classe ouvrière derrière une direction politique capable de diriger sa lutte pour la défense de ses intérêts, contre ceux des capitalistes et de leur Etat.

La liquidation du JVP, l'assassinat et l'emprisonnement de milliers de jeunes, et la répression générale qui domine depuis avril 1971, ont largement freiné l'apparition de tendances révolutionnaires au sein de la jeunesse lycéenne et étudiante au sein de laquelle le JVP avait une influence importante. Dans ces circonstances, les partis du Front Uni contrôlent désormais le mouvement étudiant dans les universités, et, tout comme dans le mouvement syndical, de fortes rivalités existent entre eux. La tendance du LSSP et celle du SLFP ont tenté de s'unir contre la tendance du PC (M) lors des élections pour les comités étudiants; mais le PC(M) est en position de force dans une série d'universités à cause de sa critique de certains aspects de la politique du Gouvernement de Front Uni.

La perte de toute illusion dans le Gouvernement de Front Uni a entraîné, au sein des masses, et, particulièrement, parmi les couches des classes moyennes, un tournant vers l'UNP, comme un "moindre mal" pour les anciens partisans des partis du Front Uni. Malgré la victoire de l'UNP dans certaines élections partielles, on ne peut pas dire que le Front Uni ne jouit plus du soutien politique des masses. Mais ce soutien n'est plus enthousiaste. Il se limite à quelques sections de petits propriétaires et des secteurs de la bureaucratie d'Etat, ainsi qu'à certains secteurs de la classe ouvrière qui ont bénéficié directement de mesures du Front Uni.

La décomposition du mouvement de gauche, qui avait été dirigé pendant une génération par le LSSP et le PC(M) a non seulement plongé les masses dans une grande confusion politique, mais également sans défense contre les attaques faites à leurs droits et leur niveau de vie. La reconstruction de la gauche et la relance de la lutte de classes repose désormais sur la jeune génération.

La construction du parti et nos tâches

La minorité qui scissionna du LSSP en 1964 pour former notre parti n'avait pas de cohésion politique propre à cette époque. Le seul facteur unificateur qui mena à la scission fut le rejet de la décision prise par la majorité du LSSP de soutenir l'entrée du LSSP dans une coalition gouvernementale sous la direction du SLFP. Des scissions et départs successifs dans la décade qui a suivi sa formation a réduit la force du parti et ne lui a pas permis de s'opposer efficacement à l'opportunisme du LSSP et du PC (M).

La scission dirigée par Karalasingham en 1966 et son retour au LSSP était due en partie au manque de confiance dans la capacité du parti de développer son influence au sein du mouvement de masse contre l'influence, bien plus importante à l'époque, du LSSP. Elle indiquait également l'incapacité de ces gens à rompre avec les pratiques politiques et l'opportunisme qui dominait au sein du LSSP quand il commençait à dégénérer en un parti réformiste parlementaire. La scission de Edmund Samarakoddy, peu après la conférence du parti en avril 1968, et sa disparition virtuelle de la scène politique, indique également que beaucoup de ceux qui avaient scissionné du LSSP étaient incapables de se réorienter vers le mouvement de masse et de construire une direction marxiste-révolutionnaire.

Les perspectives de développement du parti furent freinées par les différentes scissions et départs d'une organisation déjà petite. Les calomnies politiques lancées publiquement contre le parti par les scissionnistes rendirent également difficile son développement, surtout parmi une jeunesse qui ne savait rien du trotskysme et encore moins du LSSP(R). Le groupe healyste (Revolutionary Communist League) formé par d'autres éléments scissionnistes contribua à accroître la confusion sur le trotskysme, le LSSP(R) et la IVème Internationale. Son journal a eu quelque influence dans les milieux universitaires de gauche. Il n'ont pas d'influence significative au sein de la classe ouvrière à cause de leur hypersectarisme et de leur suivisme par rapport aux partis de la gauche traditionnelle du Front Uni. Il ne sont révolutionnaires que dans la mesure où ils répètent inlassablement leurs refrains et appellent comme des perroquets à la "construction d'un parti révolutionnaire" en réponse à tous les problèmes soulevés par la lutte des classes.

Cependant, la raison fondamentale qui a freiné la croissance du parti doit être cherchée dans les profondes illusions créées par l'alliance politique entre le LSSP et le PC(M) au sein du Front Uni dirigé par le SLFP, à l'époque où ces trois partis étaient dans l'opposition parlementaire au gouvernement UNP en 1965-1970. Un des principaux facteurs qui freina le développement du parti au sein de la jeunesse, fut le développement d'une nouvelle organisation de jeunesse révolutionnaire, le JVP. La perte de toute illusion dans le gouvernement au sein des masses, et la débâcle soufferte par le JVP en 1971, ont changé les conditions de développement du parti dans le mouvement de masse pour la période à venir.

Le rôle dirigeant que plusieurs militants du parti ont joué au sein du Ceylon Mercantile Union, et la transformation de ce syndicat en une puissante organisation dans toutes les catégories de travailleurs urbains, dans le secteur privé et dans le secteur nationalisé, ont été les principaux facteurs qui ont permis au parti, malgré sa petite taille, de devenir le seul groupe révolutionnaire politiquement significatif agissant actuellement au sein du mouvement de masse. Un plus grand intérêt pour le parti s'est développé dans la dernière période, parmi ceux qui ont reconnu le rôle important qu'il a joué pour faire du CMU l'avant-garde du mouvement de masse, dans la lutte pour la défense des droits démocratiques malgré les conditions dangereuses et difficiles de répression maintenues par le gouvernement. La défense des dirigeants du JVP jugé devant la Commission de Justice Criminelle et la large campagne que nous avons menée pour faire connaître l'enquête, a permis de développer un intérêt pour notre ligne politique, en particulier parmi les prisonniers politiques et les anciens militants du JVP. En conséquence, bien que la situation demeure dangereuse pour le mouvement de masse et rend encore difficile la reconstruction de la gauche, le parti est désormais en position d'organiser une avant-garde marxiste-révolutionnaire, capable de diriger le mouvement de masse et de le faire progresser sur la voie du socialisme.

La tâche propagandiste principale du parti pour la période actuelle est de faire comprendre aux masses ceylanaïses que la bourgeoisie ceylanaïse, même avec un régime parlementaire en association avec les partis de la gauche traditionnelle, est incapable de maintenir sa domination sur une base démocratique, et de résoudre leurs problèmes, particulièrement celui du chômage et de la hausse du coût de la vie.

Afin de remplir cette tâche et de mener les masses au renversement de la domination capitaliste et l'établissement d'un Gouvernement Ouvrier et Paysan sous la direction du prolétariat, il est essentiel que le parti montre la nécessité de s'engager activement dans la construction de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, capable d'unir les travailleurs des villes, de la campagne et des plantations dans un mouvement de masse pour le socialisme.

Dans la situation actuelle le parti doit chercher à regrouper ou former des tendances capables d'être orientées dans une direction révolutionnaire, au sein du prolétariat rural et dans les plantations, en s'appuyant pour cela sur les positions qu'il a gagnées au sein du prolétariat urbain. Il est aussi important que le parti forme des groupes, ou entre en contact avec des groupes déjà existants au sein de la population travailleuse tamile et au sein du mouvement étudiant, qui puissent participer au renforcement de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. Pour réaliser ces tâches le parti doit développer sa propagande et agitation autour des revendications démocratiques suivantes :

- (1) Levée de l'état d'urgence et rétablissement de toutes les libertés démocratiques, y compris la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques en détention provisoire ou condamnés sous la Loi de la Commission de Justice Criminelle ou les mesures de l'état d'urgence, et abrogation de cette loi ainsi que la Loi sur la Sécurité Publique et les autres lois répressives.
- (2) Droits de citoyenneté pour toute personne apatride d'origine indienne à Ceylan, et suppression des rapatriements forcés des travailleurs d'origine indienne.
- (3) Reconnaissance du Tamile comme langue officielle, comme le cingalais, et abolition de toute forme de discrimination contre des minorités raciales ou religieuses.

Par rapport au gouvernement de Front Uni le parti doit continuer à dénoncer sa véritable nature et le rôle de traîtres joué par le LSSP et le PC(M). En même temps, il est essentiel que le parti dénonce également le caractère démagogique de la propagande de l'UNP sur la question des droits démocratiques et du niveau de vie des masses. Dans la mesure où l'UNP



cherche à tromper les masses en expliquant que les attaques du Front Uni sont la conséquence des idées marxistes et socialistes, afin de discréditer ces idées, le parti doit également expliquer la nature réelle du rôle que joue l'UNP face au gouvernement de Front Uni. Il faut souligner qu'il s'agit essentiellement d'un rôle complémentaire dans la mesure où l'UNP comme le Front Uni cherche à préserver les rapports de propriétés et la domination capitalistes à Ceylan, au détriment des masses, bien qu'avec des moyens différents. Quand elles comprendront cela les masses verront que leur niveau de vie a été érodé tout autant sous le précédent gouvernement de l'UNP que maintenant sous le Front Uni, étant donné la détérioration du système capitaliste à Ceylan sous les deux gouvernements.

En ce qui concerne le Parti Fédéral et le Congrès des Travailleurs de Ceylan, le parti doit expliquer leur incapacité à garantir les droits démocratiques de la population tamil dans les provinces du nord et de l'est, et des travailleurs d'origine indienne des plantations, sous un régime bourgeois, qu'il soit dirigé par le SLFP ou l'UNP, ou par une alliance entre les deux. Le parti doit également expliquer la nature du Front Uni Tamil et le rôle complémentaire qu'il joue par rapport à l'UNP, au sein des minorités nationales, dans la période actuelle.

Pour défendre le niveau de vie des masses et leurs droits démocratiques, le parti doit continuer à expliquer la nécessité, et chercher à organiser des actions de masse, de façon indépendante par rapport aux partis du Front Uni et des partis de l'opposition de droite. Par rapport à cela, le parti doit continuer à stimuler la formation d'organes indépendants de défense des droits et du niveau de vie des travailleurs, tels que le People's Defence Committee, et la formation de front unique entre les syndicats et les autres organisations de masse, autour de revendications qui permettront de faire progresser la conscience de classe des travailleurs, et qui leur feront comprendre la nécessité de la prise du pouvoir par les travailleurs, sous la direction de l'avant-garde marxiste-révolutionnaire.

En plus de ces tâches politiques visant à reconstruire le mouvement ouvrier à Sri Lanka sous une direction marxiste révolutionnaire, il est essentiel que le parti développe une éducation marxiste systématique, et montre la nécessité pour l'avant-garde révolutionnaire ceylanaise de rejoindre la IV^{ème} Internationale, car la lutte pour le socialisme à Sri Lanka ne pourra pas se développer isolée de la lutte pour le socialisme à l'échelle mondiale.